SPÉCIAL 32 pages 100 francs

L'EXPRESS

12 OCTOBRE 1956. — N° 277 100 FR. ALGERIE, TUNISIE MAROC : 100 FR.

UN JEUNE COMMUNISTE ACCUSE...

Les articles de :

François MAURIAC
John STEINBECK
Jacques FAUVET
Georges LAVAU
James RESTON

MME RAJK ET MME PALFFY
« Prenons part en public aux victoires publiques ;
Pleurons dans la maison nos malheurs domestiques. » (Corneille, « Horace »)

AU SOMMAIRE :

LES AFFAIRES POLITIQUES. — Ce que Moulay Hassan et Bourguiba sont venus dire à M. Guy Mollet (p. 3) inquiète moins, à Paris, que la grève menaçante des fonctionnaires (p. 6). Jacques Fauvet et Alexander Werth exposent, au Forum, l'importance qu'ils accordent au congrès radical (p. 4). Le contribuable a trouvé son psychologue (pp. 16 et 17). Max Beloff, professeur à Oxford, mesure l'intérêt des Anglais pour l'Europe (p. 8). Le fantôme de Lazlo Rajk, solennellement enterré sept ans après son exécution, peut conduire la Hongrie vers la démocratie (p. 13), tandis qu'en Pologne le « titiste » Gomulka revient au pouvoir (p. 9). James Reston trace un portrait désabusé de l'électeur américain (p. 7).

OU VA LA FRANCE ? — Avons-nous toutes les raisons d'espérer sauf une ? Georges Lavau répond (p. 10).

PARIS EN PARLE. — L'aventure du caporal Isambart n'est pas fatale aux hommes petits (p. 22). Trop radiographier nuit (p. 11). John Steinbeck ouvre le courrier d'un écrivain célèbre (p. 28). Deux rentrées : Jean Genêt l'immoral (p. 27) et Pablo Casals pour qui l'art se confond avec la moralité (p. 23). Rossellini présente son ami Fellini (p. 23). De Guizot, de Gambetta, de Benjamin Constant les hommes peuvent s'inspirer pour écrire des lettres d'amour (p. 29).

9 HEURES DE TRAVAIL EN 8 EN EVITANT LES PERTES DE TEMPS AU TELÉPHONE

Le MEMOPHONE vous évite de rechercher ou de vous remémorer ainsi que de composer le numéro du correspondant habituel que vous désirez appeler ; il vous suffit de placer le curseur sur son nom, inscrit sur le tableau de l'appareil, et l'appel se fait tout seul. En cas de « Pas libre », l'appel est refait semi-automatiquement. De plus, le Mémophone ne fait jamais de faux numéro. Le Mémophone économise donc votre mémoire, votre temps, vos nerfs, votre argent. Vous serez étonné des services qu'il vous rendra.

Documentation X 5 sur demande à S.A.N.E.M., 82, rue Saint-Lazare, Paris (9). TRI. 61-12.

« Salon du Bureau : SICOB, hall 56, stand 05 »

Un Vison Weil est une "SIGNATURE"
FOURRURES WEIL
4, rue Sainte-Anne (angle av. de l'Opéra)

UNE LETTRE DE M. ANDRÉ MAROSELLI

Ministre de la Santé Publique

A la suite du témoignage de Georges Mauco « Deux mois à l'hôpital », publié dans notre précédent numéro, nous avons reçu un courrier très abondant, très divers, souvent critique, parfois constructif, et une lettre du ministre de la Santé publique, M. André Maroselli.

Nous donnons cette semaine la parole au ministre. La semaine prochaine, nous la donnerons à nos lecteurs.

ANDRÉ MAROSELLI

JE sais que l'équipement hospitalier actuel est loin d'être parfait et que, pour répondre à des besoins immenses, nous ne disposons que de crédits nécessairement limités.

Si nous faisons le point, à l'heure actuelle, de notre équipement hospitalier, nous devons reconnaître que de nombreux établissements sont encore à moderniser ou à remplacer.

Mais il ne faut pas oublier qu'au lendemain de la guerre, nos hôpitaux et hospices venaient de traverser une époque au cours de laquelle ils avaient été surchargés de malades et que, dans les mêmes temps, il n'était pas possible de réaliser les moindres travaux d'équipement. Il faut souligner aussi que nous sommes à un tournant de l'évolution hospitalière et que l'hôpital, de plus en plus, voit s'étendre le champ de ses activités.

Dix ans après la Libération, nous pouvons enregistrer de très belles réalisations, telles que :

— la cité hospitalière de Lille ;
— l'hôpital de Cannes ;
— l'hôpital de Périgueux ;
— les pavillons Jules-Gourmont et Sainte-Eugénie, à Lyon ;
— l'hôpital de Saint-Lô ;
— l'hôpital de Vals-les-Bains ;
— l'hôpital de Gien.

A Paris, un effort important a été entrepris, tendant à rénover les vieux établissements et à construire des pavillons nouveaux. On peut citer notamment :

— la nouvelle crèche de l'hôpital Trousseau ;
— le pavillon Viggo-Petersen, à Lariboisière ;
— le pavillon de rhumatologie à l'hôpital Cochin ;
— le centre de cardiologie de l'hôpital Boucicaut ;
— les pavillons pour chroniques et convalescents installés sur le territoire de la commune de Créteil.

Quant à l'hospice national des Quinze-Vingts et l'hôpital Ambroise-Paré, ils vont être bientôt entrepris.

D'importants chantiers

Enfin, il convient de signaler que, dans toutes les régions de France, d'importants chantiers sont en cours, dont voici les plus marquants :

— reconstruction de l'hôpital de Nantes ;
— reconstruction de l'hôpital de Saint-Nazaire ;
— construction d'un nouveau bloc hospitalier à Dijon ;
— reconstruction de l'hôpital de Laon.

Pour conclure, nous pouvons dire que la modernisation et la réorganisation de l'équipement hospitalier seront pratiquement achevées dans un délai que l'on peut estimer à dix ou quinze ans si, toutefois, les conjonctures économiques permettent de poursuivre les travaux au rythme que nous connaissons actuellement.

Ainsi, dans un délai d'environ vingt ans, il aura été possible de remplacer un armement hospitalier qui avait peu évolué depuis des dizaines d'années par un ensemble d'établissements capables de supporter la comparaison avec les hôpitaux étrangers.

La salle commune, qui soulève les critiques les plus vives et les plus justifiées à l'encontre de nos établissements, doit progressivement disparaître pour céder la place à des chambres d'hospitalisation de un à quatre ou six lits au maximum.

D'autre part, le personnel hospitalier, qui travaille actuellement dans des conditions souvent difficiles, verra son rendement amélioré par le nouvel équipement mis à sa disposition : pour le plus grand bien-être des malades.

S'il reste beaucoup à faire pour créer de nouveaux hôpitaux, pour rénover et transformer les anciens, il est bon, il est nécessaire que l'opinion publique s'intéresse à ces problèmes, qu'elle nous aide à les résoudre par une critique saine, honnête, constructive, par une exigence légitime qui soit en rapport avec les ambitions d'un grand pays. Encore faut-il que l'opinion connaisse l'œuvre accomplie et qu'elle sache dans quel sens se poursuivent les efforts afin qu'elle y participe vraiment, d'un même cœur, dans un sentiment profond de solidarité. Les progrès accomplis depuis dix ans sont immenses. Le deuxième plan quadriennal d'équipement devra effacer les derniers vestiges d'un équipement hospitalier périmé dont déjà, aujourd'hui, certaines descriptions ne relèvent plus que de l'évocation historique. Il est trop facile de mettre à jour quelques murs lépreux ; il y en a, et mieux que quiconque nous les connaissons. Le rôle même de mes services — quand ils établissent le plan d'équipement — est de délimiter ces zones d'ombre et de faire en sorte qu'elles disparaissent au plus vite de la carte hospitalière.

Je n'ai — pour ma part — rien négligé pour que le budget de la Santé publique ne soit pas traité en parent à la fois pauvre et malade. Afin d'agir plus efficacement sur les établissements d'hospitalisation, de soins et de cure, j'ai opéré une réorganisation des services telle qu'ils dépendent désormais d'une seule et même direction au sein de mon ministère.

En présidant la première séance de la commission du Deuxième Plan d'Equipement sanitaire et social cette semaine, j'ai demandé que, dans la préparation de ce programme, qui s'étend de 1958 à 1961, il soit tenu le plus grand compte des principes d'humanisation de l'hôpital. D'ores et déjà, pour les années 1956 et 1957, un investissement de 90 milliards a pu être obtenu, dont 45 pour les hôpitaux.

Humaniser l'hôpital

Comme l'a récemment déclaré le directeur de l'Assistance publique, « un hôpital ne peut être humain que dans la mesure où il dispose de moyens suffisants à l'accomplissement de sa mission » ; mais il s'en faut de beaucoup qu'un hôpital soit humain du seul fait qu'il utilise de tels moyens.

Il faut donc humaniser l'hôpital, et nul ne niera que ce problème prend un tour nouveau dès l'instant où les conditions matérielles, techniques de la vie à l'hôpital ont été modifiées, améliorées ; dès l'instant où par la suppression des grandes salles communes, par l'insonorisation, par l'usage d'un mobilier rationnel, par l'embellissement des chambres et des lieux de séjour, on parvient à mieux respecter la personnalité du malade, à préserver son intégrité psychique. On ne saurait cependant se dissimuler que ce problème restera toujours actuel, qu'il exigera sans cesse de nouvelles solutions tant il est vrai que chaque progrès de la technique, toute évolution dans le domaine de la science ou de l'organisation sociale doit être soumis à l'épreuve de la personne, ramené constamment à la mesure de l'homme.

C'est pourquoi l'on se doit de souligner l'extrême importance accordée par d'éminents praticiens et administrateurs des hôpitaux à ce que le Congrès International des Hôpitaux à Lucerne appelait, l'an passé, « le bien-être mental du malade à l'hôpital ».

Que ce soit à Lucerne, où se trouvaient réunies quelques-unes des plus hautes personnalités de tous les pays, que ce soit à Paris et en province, dans tous les congrès hospitaliers, j'ai demandé que l'humanisation de l'hôpital constitue le point essentiel des travaux.

Des conditions d'admission du malade à la sélection des couleurs, de la préparation des repas à la formation psychologique du personnel soignant, de l'organisation des visites à l'usage des loisirs, il n'est pas un seul aspect de la vie hospitalière qui n'ait été étudié et approfondi. Des mesures sérieuses, concrètes, efficaces ont déjà été prises — qui s'étendront bientôt à tous les établissements hospitaliers — pour que rien ne soit négligé de ce qui doit faire du malade — justement parce qu'il est un individu affaibli et menacé — un homme digne de la plus haute sympathie, au sens étymologique du terme.

Le bien-être mental

Il faut dire — car telle est la vérité et tous les travaux auxquels je faisais allusion le prouvent — il faut dire que dans ce nouvel effort pour assurer les droits de la personne humaine, dans cette nouvelle détermination des rapports de l'homme avec la société, la France — et en particulier le médecin de ses hôpitaux — se tient au tout premier rang.

Il s'agit également d'obtenir de tout le personnel hospitalier un ensemble exceptionnel de qualités dont la plus importante consiste en une faculté d'altruisme, en une sorte de sensibilité à la souffrance physique et morale, en « un mouvement de l'âme vers la charité », comme disait Péguy.

Sur ce plan, il faut reconnaître que le personnel de France est, en général, digne de sa délicate fonction.

Ne serait-il pas particulièrement intolérable que les malades, qui traversent dans les hôpitaux les moments les plus pénibles de leur vie, n'y trouvent — avec l'arsenal thérapeutique le plus efficace — le bien-être mental nécessaire au rétablissement de l'équilibre physique ?

Ainsi sommes-nous tous d'accord pour vouloir « humaniser » l'hôpital. Nous savons également comment on pourrait atteindre cet objectif, un des plus nobles qui nous soient proposés. Reste à savoir si le pays en entier est prêt à consentir tous les sacrifices nécessaires pour atteindre cet objectif.

Il faut que le grand public appuie cette croisade et comprenne la primauté des problèmes qui touchent à sa santé. Il faut que l'équipement sanitaire du pays soit digne de ses réalisations sociales et de son degré de civilisation.

Et ce n'est pas le moindre mérite de « L'Express » que d'avoir souligné l'importance d'une question qui conditionne aussi directement la dignité humaine.

La France, qui a toujours précédé les autres nations par ses idées généreuses et ses conceptions humanitaires, se doit de définir et de respecter — un siècle et demi après les droits de l'homme, de l'homme sain — ce qu'on pourrait appeler « les droits du malade ».

Ainsi proposerait-elle au monde une nouvelle mesure de sa civilisation.

DAME RUSSE, diplômée ayant pratiqué, donne des leçons.
Téléphoner KLE. 60-82 à partir de 14 h. ou écrire « L'EXPRESS » n° 25
37, Champs-Elysées - PARIS

Recherchons PROPRIETES
Agence LAGRANGE
34, rue Pasquier - PARIS

Composition de TYPO-ELYSEES
91, avenue des Champs-Elysées - PARIS
Tirage des I.P.R. (R. Séguin) 10, r. du Faub.-Montmartre, PARIS

« L'EXPRESS »

91, Champs-Elysées, Paris (8e)
Téléphone : ELYsées 88 - 61

DIRECTION :
Françoise GIROUD
J.-J. SERVAN-SCHREIBER (rappelé)

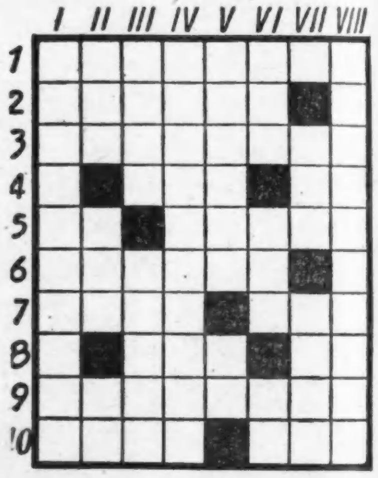
REDACT. EN CHEF ET AFF. POLITIQUES : Pierre VIANSSON-PONTE, Jean DANIEL
ACTUALITES : Sylvain ZEGEL
PARIS EN PARLE : Jean-Pierre VIVET
LETTRES : François ERVAL
PAGES AU FEMININ : Christiane COBLENCE
SEC. DE REDACTION : Robert NAMIA

REDACTION :
Michel BOSQUET, K.-S. KAROL, J.-F. CHABRUN, Djenane CHAPPAT, Madeleine CHAPSAL, André DIEBOLD, André GOBERT, Léone GEORGES-PICOT, Claude KRIEF, Serge LAFAURIE, Thomas LENOIR, Michèle MANCEAUX, Liliane MARQUAND, Evelyne REYRE, Anne-Marie de VILAINE.

COLLABORATEURS :
Robert BARRAT, Jean BLOCH-MICHEL, J.-L. BORY, Jean-Claude BRISVILLE, Michel DESBRUERE, Jean DUVIGNAUD, Antoine GOLEA, Alfred GROSSER, Dorel HANDMAN, René HERICOTTE, Robert KANTERS, René LEIBOWITZ, Georges LESER, Clara MALRAUX, Raymond THEVENIN, Gabriel VENAISSIN.

DIRECTEUR DE LA REDACTION :
Philippe GRUMBACH

Mots croisés n° 52

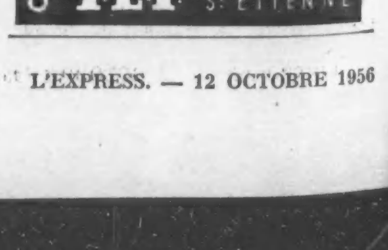


HORIZONTALEMENT. — 1. Mineure, peu attirée par la solitude. — 2. Restes utilisés par le tourisme. — 3. Encore un reste, qui va, en général, avec d'autres. — 4. Pour la dalle de John. Peut s'appliquer au silence ou aux paroles. — 5. Peut entrer dans un accord. Régna en même temps que Charlemagne, mais assez loin. — 6. Elèves. — 7. Il ne faut pas le chercher plus tard. Conduit à faire plusieurs tas. — 8. Beaucoup plus long en Sibérie qu'au Japon. Article de souks. — 9. Se met pour l'oncle Arthur et la tante Amélie. — 10. Bonne pour le médecin légiste. Voit de nombreux retours.

VERTICALEMENT. — I. En rapports constants avec la famille. — II. Mis dans la farine. L'œil et la main concourent à son exécution. — Désigne un roi, fort clandestin. — III. Dans le nom d'une Italienne au sourire bien connu. Sorte de coqueluche. — IV. S'applique au militaire, au mineur, au forçat. — V. Est, en général, propriétaire d'un chien. Changea de station, contre son gré. — VI. Nantes pour Saint-Nazaire. Placé arbitrairement à droite. En épelant : droit ancien. — VII. S'accompagne parfois d'oscillations horizontales. Proféré par un vieillard giflé. — VIII. Papier de faible dimension.

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1	I	N	C	O	N	N	U	E
2	M	O	R	T	I	E	R	S
3	P	R	I	E	D	I	E	U
4	O	D	E	S	■	G	E	L
5	R	■	U	■	S	E	■	E
6	T	O	R	P	E	U	R	S
7	A	U	■	R	U	S	E	■
8	N	A	P	O	L	E	O	N
9	C	I	■	N	E	S	L	E
10	E	S	S	E	S	■	E	T

SOLUTION DU N° 51



LES AFFAIRES FRANÇAISES

LA SEMAINE

La côte d'octobre

UN proverbe espagnol évoque « la rude côte de janvier ». En France, pour les citoyens comme pour l'Etat, l'étape la plus dure de l'année serait plutôt « la côte d'octobre » dont le point culminant se situe autour du 15, lundi prochain. La rentrée est complète, acquise ; c'est le jour du terme, le jour des impôts. Une nouvelle année commence. Et, avec elle, tous les soucis réapparaissent d'un coup.

Les fonctionnaires lanceront-ils une grève générale, au risque de donner ainsi le signal de troubles sociaux ? Ils en décideront lundi.

Dans la bataille des prix, engagée par le gouvernement pour vider à l'avance les revendications de leur substance, il faudra peut-être céder encore un peu de terrain, par des détaxations massives aux dépens d'un budget qui s'annonce pourtant très lourd. Les premières décisions seront prises au début de la semaine.

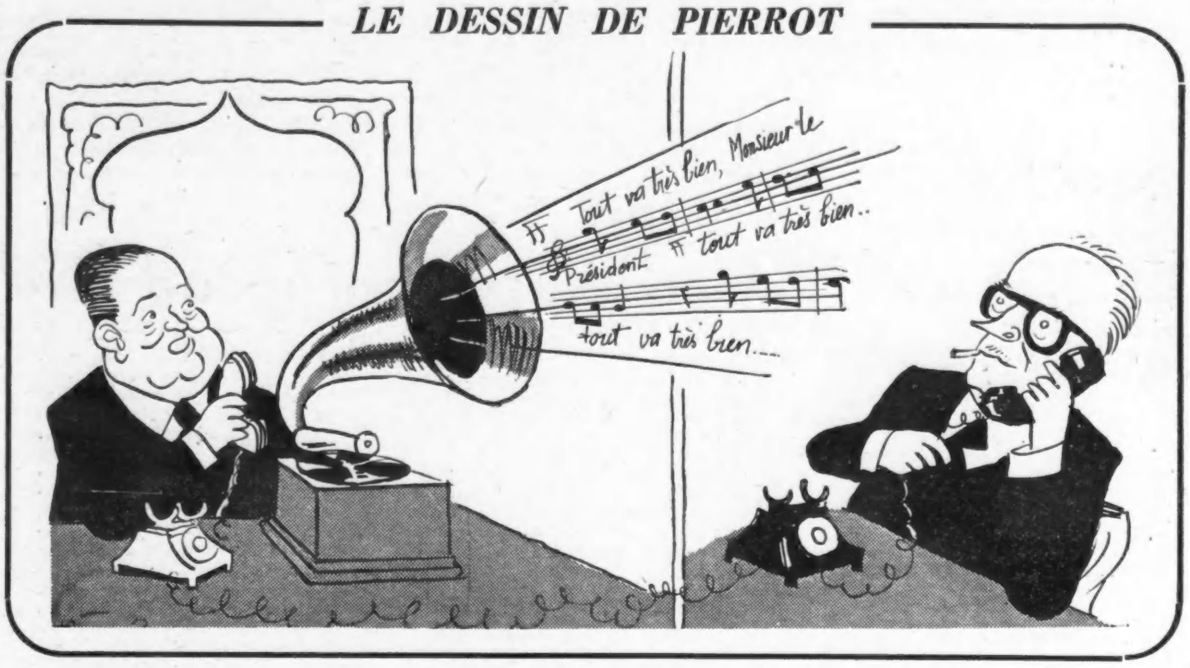
Le Parlement va se contenter de secouer un peu le gouvernement ; les discussions ne risquent guère de conduire à une refonte de l'équipe au pouvoir. Le débat s'ouvrira mardi par une déclaration du président du Conseil sur l'ensemble de sa politique.

Le congrès radical, qui occupe cette fin de semaine, les délibérations fiévreuses du comité directeur de la S.F.I.O qui siège presque en permanence depuis mardi pour examiner les avant-projets de statut de l'Algérie, préparent déjà les véritables confrontations.

Ballotté constamment entre plusieurs majorités, donc plusieurs politiques possibles sur tous les sujets, le gouvernement Guy Mollet affronte sans conception générale les immenses problèmes que pose le passage des structures périmées à un monde nouveau.

Où nous mènera la côte d'octobre ? Le gouvernement n'a plus beaucoup de temps pour choisir.

LE DESSIN DE PIERROT



GOUVERNEMENT

Des conseils intéressés

MERCREDI matin, au Conseil des ministres, la lettre de démission de M. André Dubois, ambassadeur extraordinaire de France au Maroc, a été, comme on dit, diversement commentée. M. Dubois se plaint que le gouvernement n'ait pas profité du crédit dont il jouissait au Maroc. Le gouvernement prétend au contraire que c'est parce que M. Dubois n'avait aucun crédit qu'il s'est trouvé peu à peu isolé. Et ce, déclare M. Alain Savary, au moment où la France a besoin au Maroc d'une représentation particulièrement active et dynamique.

Le ministre des Affaires tunisiennes et marocaines considère que l'événement le plus significatif depuis quelques mois est l'identité profonde des perspectives marocaines et tunisiennes. Cette identité s'est révélée au cours des entretiens que viennent d'avoir à Paris avec le gouvernement français M. Habib Bourguiba et le prince Moulay Hassan. Sur les vues du chef du gouvernement tunisien, le gouvernement français avait peu à apprendre, mais la surprise a été d'entendre le prince s'exprimer au nom du sultan du Maroc, d'une manière très proche de celle du leader tunisien. Le président Guy Mollet a longuement fait état en Conseil des ministres de ses conversations avec le prince Moulay Hassan.

Déjeuners

A l'Hôtel Matignon, samedi dernier, l'entretien avait été d'abord cérémonieux, puis cordial, entre le président du Conseil et le prince Moulay Hassan. Le prince, descendu à l'hôtel Crillon, avec une suite nombreuse, avait rencontré à déjeuner ou en audience privée tout ce que Paris compte de célébrités politiques. Le général de Gaulle, le comte de Paris, d'anciens et futurs présidents du Conseil, des ambassadeurs de différents pays musulmans. Il avait été pendant toute la semaine « l'événement parisien ». Dans certains salons « il fallait l'avoir reçu ». Moulay Alaoui, directeur des services de presse du palais impérial, qui l'accompagnait, refusait avec accablement les demandes d'audience. Le prince, lui, téléphonait de temps à autre à Me Izard, l'avocat de son père, pour lui dire : « Organisez-moi un déjeuner avec tel président, tel ambassadeur, telle personnalité. » En quelques heures le déjeuner était organisé et les convives presque muets entendaient ce petit homme noiraud et vif, faire un « amphi » sur « le Bloc nord-africain ».

Le président Guy Mollet, réticent, regardait s'agiter devant lui le prince. On en était à l'Algérie. Le 5 octobre, au cours d'un premier entretien, M. Guy Mollet avait déjà parlé de l'Algérie au prince, mais c'était pour lui demander de transmettre au sultan du Maroc les remerciements du gouvernement français pour l'élévation de pensée et la noblesse de cœur que révélait le discours d'Oujda. Tout avait été chaleureux, émouvant et vague. Mais ce jour-là, la conversation devenait plus précise. Le prince avait dit :

« Monsieur le Président, ne mettez pas le Maroc en situation d'avoir à voter contre la France lorsque sera demandée en novembre prochain à l'O.N.U. l'inscription de la question algérienne. »

Un « geste »

Le président du Conseil jugea qu'en effet ce serait là un mauvais début pour l'interdépendance et la coopération franco-marocaines mais il demanda au prince si cette « situation » ne dépendait pas surtout des rebelles algériens. Le prince dit alors que la France devrait faire un geste significatif, marquant avec éclat sa volonté d'instaurer en Algérie un nouveau régime. Ce geste permettrait au Maroc d'avoir une attitude plus circonspecte à l'O.N.U.

— *Quel genre de geste ?* demanda M. Guy Mollet.

— *Le remplacement de M. Lacoste, par exemple,* répondit le prince.

— *Parlez-vous au nom des rebelles algériens ?*

— *Ni en leur nom, ni même au nom de Sa Majesté le sultan Mohamed V, mon père,* précisa le prince. *C'est une simple suggestion personnelle.*

Le président Guy Mollet se leva de son fauteuil, retira ses lunettes et dit calmement :

« Dès le moment que cette idée vous vient à l'esprit, je préfère vous déclarer que nous aurions intérêt à passer à un autre sujet. Il n'est pas question, en effet, que le gouvernement puisse jamais songer à demander à Robert Lacoste sa démission. Ce n'est pas un simple gouverneur général de l'Algérie. C'est un ministre. Et, qui plus est, un ami, et un socialiste. »

L'entretien s'arrêta là. Et le prince devait déclarer à tous ceux qui l'accompagnèrent de Matignon à l'hôtel Crillon : « L'impasse algérienne continue ».

Il y a deux mois encore Moulay Hassan avait une idée un peu schématique du problème : l'Algérie n'était pas indépendante, elle devait le devenir comme le Maroc et pour cela, il fallait faire confiance au peuple français qui, tout de même, avait obtenu de son gouvernement le retour du sultan exilé à Madagascar. Mais après les entretiens qu'il venait d'avoir avec des hommes de tous les bords le prince concluait que « l'impasse » allait durer longtemps encore. Les Algériens lui disaient : « Rien, sans la reconnaissance du Droit à l'Indépendance. » Les hommes d'Etat français les plus libéraux répondaient : « Il n'y a pas un homme de gouvernement en France qui pourrait prendre la responsabilité de reconnaître ce droit. » Ceux-là mêmes qui avaient été à l'égard des Marocains si conciliants se fermaient dès qu'il s'agissait de l'Algérie. Tous parlaient de « l'opinion », du « Parlement ». Bien sûr, « si ça n'avait dépendu que d'eux », mais « la Nation française n'était pas mûre » pour accepter l'indépendance de l'Algérie. Ce fut l'avis, notamment, de M. Pinay, dont le libéralisme *personnel* stupéfia le prince. Mais enfin, n'est-ce pas, M. Pinay n'y pouvait rien: à l'intérieur même de son propre parti, on ne le suivrait pas. C'est après ces entretiens que le prince eut l'idée du « geste » par lequel la France pourrait néanmoins témoigner au monde, et notamment au monde arabe, de sa volonté d'innover.

Intransigeance

Après ces entretiens et aussi après les entretiens avec un certain nombre d'Algériens. Le prince Moulay Hassan a rencontré des chefs du F.L.N. à Tanger, puis à Oujda, lors des deux voyages officiels dans ces villes du sultan du Maroc. Il a vu des hommes qui ne correspondaient pas du tout à l'idée qu'il s'en faisait.

Il a eu devant lui des chefs algériens, roturiers, guerriers, plus révolutionnaires que mystiques, plus nationalistes que musulmans. Ils vénèrent Mohamed V, mais comme le sultan d'un pays frère, dont ils attendent qu'il se remette en guerre par solidarité. Ils ont le parler rude, peu de sens poli-militaires, de lutte à mort pour l'indétion de s'attarder sur les difficultés marocaines. Ils parlent de victoires militaires, de lutte à mort pour l'indépendance et disent aux Marocains qu'ils trahissent à la fois leur peuple et leurs frères algériens en laissant l'armée française se servir du Maroc comme base pour la répression. Ils affirment que les Français, une fois l'Algérie écrasée, procéderont à la reconquête du Maroc. Moulay Hassan dit alors la sollicitude de son père à l'égard des Algériens et sa volonté de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures algériennes. Mais il se permet aussi de suggérer à ses interlocuteurs d'autres méthodes, et une prise de conscience plus réaliste de la situation. Les Algériens avaient déjà entendu ce langage : c'était celui de Bourguiba. Le prince disait : au Maroc, nous avons le sultan, des partis organisés, une armature politique. Il faut avoir tout cela pour faire une révolution et construire un pays. Les Algériens en convenaient, mais ils disaient : « D'abord l'indépendance, après on verra. » Le prince parlait des difficultés économiques du Maroc. Les Algériens répondaient : la Liberté ou la Mort. Le prince eut le sentiment que ce n'était pas seulement la mort pour l'Algérie, mais aussi pour le Maroc et le Maghreb tout entier.

Craintes

Le principal thème de propagande anti-française au Maroc, c'est l'Algérie. Les Algériens donnent aux Marocains mauvaise conscience. Lorsque les masses marocaines voient circuler des convois militaires français, ils se disent que ce sont ces hommes qu'on envoie massacrer leurs frères. Sur la frontière algéro-marocaine, les incidents sont nombreux, quotidiens — malgré toutes les instructions données de part et d'autre. Mardi dernier, à Agadir, des manifestations d'hostilité contre les troupes françaises étaient imputées à une fraction non encore

(*Suite en page* 5.) →

STERLÉ
Joaillier
PARIS
huit-huit
le parfum le plus précieux du monde

AU FORUM

Qu'attendez-vous du Congrès radical ?

A l'occasion du congrès radical de Lyon, L'Express *a posé à deux observateurs, l'un Français, l'autre étranger, la question suivante :*

— Quelle est, à votre avis, l'importance du parti radical dans la vie politique française et quel intérêt attachez-vous, dans la situation présente, aux délibérations de son congrès ?

Voici les réponses de Jacques Fauvet, chef du service politique du Monde, *et d'Alexander Werth, correspondant parisien du journal travailliste* Reynold News *de Londres, et auteur d'un remarquable ouvrage sur la France, paru cette année en Angleterre* (France 1940-1953), *dont la publication en France vient d'être annoncée.*

J. FAUVET : Une étape qui peut être décisive

JACQUES FAUVET

DEPUIS trois ans, les congrès radicaux, sortant d'un long sommeil, ont marqué à des degrés divers — et décroissants — le parti lui-même, la vie politique du pays et le gouvernement de l'époque.

I. - Il n'y a pas de parti digne de ce nom sans un minimum de doctrine et de discipline. Les radicaux s'efforcent de restaurer l'une et l'autre. D'un syndicat d'amitiés — ou d'inimitiés — ils veulent faire une société démocratique au sein de laquelle la minorité a le droit de s'exprimer, mais le devoir de s'incliner devant la majorité. Le congrès de Lyon doit lui faire franchir une étape décisive dans ce sens.

Mais le respect de la discipline suppose l'élaboration d'une doctrine. Faute de quoi l'autorité dégénère vite en arbitraire. Le radicalisme se décline volontiers au comparatif. Il est plus libéral que le socialisme, plus social que la droite et plus laïque que le M.R.P. Son slogan familier : ni réaction, ni révolution, est purement négatif ; il est dépassé. Le mythe créé autour de son chef, la méthode d'action qu'il préconise ne suffisent plus.

Moteur et non frein

Si le parti radical, poursuivant les efforts entrepris avant la réunion de son congrès, se donne une perspective générale et précise de l'avenir du monde et du pays, s'il se définit lui-même de manière positive, il contribuera à son propre redressement comme à celui de la vie politique française.

II. - Car il n'y a pas de démocratie vivante et véritable sans un minimum — et un maximum — de grands partis organisés. L'existence d'un puissant parti communiste, celle d'un parti socialiste assez fort, situent nécessairement au centre la place du parti radical, fût-il rénové ou « de gauche ». Au centre, c'est-à-dire au pouvoir. Mais son rôle doit y être celui d'un stimulant et non d'un arbitre, d'un moteur et non d'un frein. Le congrès doit lui en donner le mandat, les moyens.

Cinq grandes formations, imposant à leurs représentants une discipline en fonction d'une doctrine, suffiraient à redonner plus de rigueur et d'efficacité au système politique. La liberté de vote ne cache trop souvent que l'appétit des ambitions, le jeu des intérêts ou le vide des pensées. Entre le M.R.P. et la S.F.I.O., le parti radical pourrait ainsi contribuer à assainir le marais parlementaire. S'il s'y ajoutait, en plus des communistes, un grand parti conservateur intelligent, ces cinq groupes permettraient bien des combinaisons sans pour autant entretenir l'instabilité des gouvernements et le désordre des Assemblées.

III. - Mais il n'y a pas de gouvernement possible sans un minimum de fidélité à soi-même et aux promesses faites. Le Front républicain est né d'une nécessité électorale. Pris par le temps, et retenus pour certains par leurs arrière-pensées, ses promoteurs n'ont jamais établi de charte, de programme commun. Mais il y avait au moins chez eux la volonté de faire autre chose — ou autrement — que les équipes précédentes. La déception a été d'autant plus profonde que l'espérance avait été plus grande.

Logique et réalisme

La logique voudrait que les radicaux ne s'associent plus à l'expérience en cours. Mais même si elle répondait au vœu secret de nombreux socialistes, une crise éloignerait leurs dirigeants de l'équipe mendésiste, isolerait le parti radical ou le condamnerait de nouveau à être l'allié des modérés.

S'il veut atteindre les deux premiers objectifs qu'il s'est fixés — sa propre rénovation et un certain assainissement des mœurs parlementaires — le parti radical est condamné à renoncer provisoirement au troisième : l'application d'une politique française à long terme qui, loin de suivre les événements ou les grands courants qui traversent le monde, les devancerait et les orienterait.

J. F.

A. WERTH : Vers un parti de masse et d'action

ALEXANDER WERTH

AYANT suivi de très près la politique française, depuis plus de 25 ans, j'ai toujours hésité quand on me demandait d'émettre une opinion très nette sur le parti radical, bien qu'à certaines époques, j'aie compté plus d'amis personnels dans ce groupement que dans aucun autre.

A la différence de presque tous les autres groupes politiques en France — communistes, S.F.I.O., M.R.P., droite « classique », droite « fascisante » — le parti radical a presque toujours été le lieu de rencontre de courants les plus divers et les plus contradictoires. Parti du centre ? Parti de droite ? Parti de gauche ? Il a été tous les trois, selon les circonstances historiques.

Les traditions du *professionnalisme* politique sont très profondes chez les radicaux ; c'est à la fois leur point faible et leur point fort. La conception du « parti charnière » est de longue date. Elle comporte, d'une part, un opportunisme presque cynique et, d'autre part, l'idée du *devoir* et du *service*... même dans les conditions les plus défavorables à toute action constructive.

Cette tendance, honorable ou non, correspond cependant à une vieille habitude dont beaucoup de radicaux ont de la peine à se débarrasser.

Le conflit

Il me semble donc que le conflit entre la conception du « parti charnière », trop souvent opportuniste, et celle du « parti de gauche » (avec un programme d'action précis), est encore loin d'être fini. De même, la lutte entre le « parti de notables » et le « parti de masse ». Enfin, entre le programme d'action et l'immobilisme, qui est dû, d'une part, à un manque de cohésion au sein du gouvernement même, qu'il soit axé sur la droite ou sur la gauche, et, d'autre part, à l'opposition profonde, qui existe parmi tant d'électeurs radicaux, aux sacrifices que comporte forcément toute planification ou tout dirigisme sérieux.

Ce qui a encore, dans les conditions actuelles, énormément compliqué les choses, c'est le problème poignant de l'Algérie. Là aussi il existe de nombreuses tendances dans le parti, avouées ou non.

Une impression très nette que j'ai rapportée d'un récent voyage en Afrique du Nord, c'est qu'en Tunisie comme au Maroc, il existe une volonté certaine de « rapprocher les points de vue » et de prêcher la modération aux nationalistes algériens, pour que ceux-ci se contentent d'un minimum de concessions. Il est certain que les trois pays de l'Afrique du Nord ont besoin de la France — aussi ont-ils besoin de paix et de sécurité intérieure.

Une large coopération économique entre la France et les trois pays d'Afrique du Nord, pour une mise en valeur beaucoup plus intensive qu'avant de ces trois pays, ainsi que du Sahara, est encore possible. Mais y n'y a pas beaucoup de temps à perdre.

D'abord, l'Algérie

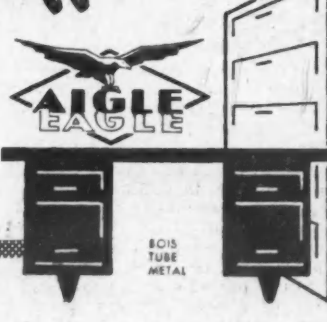
Les trois pays nord-africains ne sont *pas encore* gagnés par l'Egypte et par la Ligue arabe ; mais ils le seront si la guerre d'Algérie dure encore quelque temps.

Cet effort gigantesque, ainsi que toutes mesures d'ordre intérieur, ou portant sur le grand nouveau rôle que pourrait éventuellement jouer le parti radical dans la vie nationale française, risquent d'être faussés (comme le fut la conception même du Front républicain) tant que le problème algérien n'aura pas été résolu.

A.W.

chez votre Tailleur
Jeunesse
de
LAJEUNESSE
la draperie qui tient

Hommes d'affaires !
■ GAGNEZ DU TEMPS !
■ EN UNE SEULE VISITE...
VOUS AUREZ UNE VUE CONCRÈTE
et complète sur l'organisation moderne des bureaux.
Au centre des affaires, voyez la plus vaste exposition spécialisée de PARIS (5 étages).
Avec la collaboration de nos techniciens, vous trouverez rapidement une réponse à vos problèmes.
N'oubliez pas que le rendement de votre personnel dépend des solutions que vous adopterez.
Téléphonez à GUT. 44-26 —
Éts AIGLE - 31, rue Vivienne, PARIS 2e
PARKING DANS LE MAGASIN



POUR TOUTES
ÉTIQUETTES GOMMÉES
● Mouillage rationnel
● Rapidité de pose
La Maison du Papier Gommé
Société à Responsabilité Limitée au Capital de 25.600.000 frs
L. CHAPPELLIER & A. GRAND
70, RUE DE WATTIGNIES - PARIS - DID. 93-55

LE PRINCE MOULAY HASSAN A PARIS (1)
L'affaire n'était pas mûre

(*Suite de la page 3.*)

ralliée de l'armée de Libération marocaine. En fait, tant que durera le conflit algérien, les rapports franco-marocains ne peuvent être que stériles ou tendus et la coopération est vaine. Moulay Hassan sait maintenant, à merveille, développer ce point. Pendant tous ses déjeuners parisiens, il a évoqué le danger que représenterait une poussée communiste en Algérie ; il a parlé de la nécessité de créer d'urgence une Confédération nord-africain étroitement liée à la France et, sur le problème des rapports avec le Moyen-Orient, exactement comme Bourguiba, il a déclaré que la guerre d'Algérie servait Nasser en favorisant contre la France la solidarité arabe. Le prince a gardé un très mauvais souvenir de son séjour en Egypte.

Moulay Hassan aurait bien voulu faire avancer les choses pour l'Algérie avant le 21 octobre. Il aurait bien voulu que le sultan Mohamed V puisse annoncer à Tunis un succès ... ns sa tentative de médiation. En Tunisie, le sultan et Bourguiba seront forcés de discuter de leurs problèmes communs à la lumière du problème algérien et on sait qu'ils discuteront du principe de leur adhésion commune à la Ligue Arabe, de leurs positions à l'égard de la France à l'O.N.U. et de l'aide qu'ils doivent apporter aux combattants algériens.

« Pas mûre ! »

Mais, en ce qui concerne l'Algérie, ce qui aura le plus frappé le prince Moulay Hassan pendant son séjour parisien, c'est cette phrase qui revenait constamment dans la bouche de la plupart de ses interlocuteurs : « L'affaire n'est pas mûre. »

Les Algériens disent que le sang n'a pas assez coulé en Algérie pour que leur peuple prenne partout conscience de la nécessité de la Révolution et pour que la France se lasse d'un combat coûteux et meurtrier. Les hommes de gouvernement français font état du succès de l'Emprunt, et des divisions parlementaires, pour dire que l'opinion française, surtout en Algérie, n'est pas encore « mûre ».

Bref, chacun croit que le temps travaille pour lui.

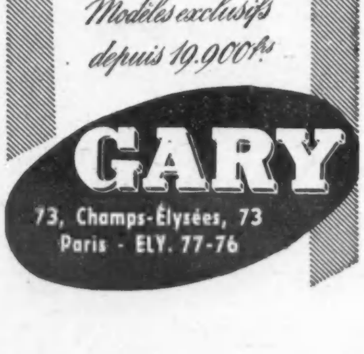
Le cynisme des raisonnements qu'il a entendus n'a pas indigné outre-mesure le prince qui en a entendu d'autres, mais il s'est simplement demandé ce que deviendrait le Maroc pendant ce temps-là. C'est que les répercussions de la guerre d'Algérie ne sont pas seulement sensibles chez les Marocains, elles sont aussi sensibles chez les Français, dans les rapports franco-marocains. Rien ne peut être construit. La France fait, elle aussi, des complexes : elle se conduit, non pas comme une nation qui a octroyé une indépendance à un pays jadis protégé, mais comme si elle s'était vu arracher cette indépendance par un peuple dont les complices prétendraient maintenant à nouveau lui arracher l'Algérie. Lorsque le gouvernement marocain — ou d'ailleurs le gouvernement tunisien — demande à la France des techniciens, les personnalités consultées refusent avec gêne : elles se sentiraient, si elles acceptaient, traîtres à leur pays. En retour, l'humiliation rentrée des Français invite les Marocains à la tentation d'une absurde revanche.

Or le prince a le sentiment très net que la pérennité de l'autorité du sultan dépend de la réussite de la coopération franco-marocaine. Par ailleurs le souvenir de ces Algériens laïques, prolétaires, et passionnés lui a fait comprendre que non seulement le sultan pourrait n'avoir aucune autorité en Algérie, mais encore que les Algériens pourraient considérablement ajouter aux difficultés marocaines.

Un espoir

Finalement, rivaux mais aux prises avec les mêmes problèmes, le Sultan Mohamed V et Bourguiba en sont arrivés, sans s'être consultés, et avant même la conférence de Tunis, aux mêmes conclusions. Leurs besoins correspondent aux intérêts de la France et ils feront tout dans cette perspective pour ne pas rompre avec la France. La religion, la langue et la géographie les rendent solidaires des Algériens, mais ils constatent que la colonisation française s'est livrée en Algérie à un travail de dénationalisation telle qu'il faudra attendre longtemps avant que l'unité des rebelles se traduise en unité politique. Aussi attendent-ils de la France deux décisions essentielles : qu'elle marque en Algérie, de façon indubitable, sa volonté de réaliser par étapes l'autonomie algérienne ; qu'elle entreprenne l'étude d'une intégration à terme, dans le futur commonwealth français, d'une confédération nord-africaine. C'est le seul espoir que les deux hommes d'Etat conservent : ils pensent qu'alors leur propre influence, et la pression des masses algériennes, lasses d'une insurrection sans but politique réel, conduiront les chefs du F.L.N. au réalisme et à la sagesse. Le prince Moulay Hassan cite un mot du sultan aux Algériens : « *Le but de la guerre, ce n'est pas la guerre, c'est la paix et la justice.* » Mais pour cela il faudrait aussi que le gouvernement français ne se borne pas à attendre que « l'affaire soit mûre ».

(1) De gauche à droite, dans les salons du Quai d'Orsay, MM. Bourgès-Maunoury et Max Lejeune, le prince et M. Alain Savary.



Le complot contre M. Lacoste

HARCELE par une partie de l'opinion pour qui le succès de la « pacification » n'est pas évident, M. Robert Lacoste a demandé et obtenu l'appui de la presse de droite pour dénoncer le complot qui se trame contre lui, c'est-à-dire contre la France (1).

M. Robert Lacoste avait déjà essayé tout récemment d'accuser de complicité avec les communistes, tous ceux qui critiquaient sa politique et ses méthodes. Mais à une époque où l'on voit M. Alfred Fabre-Luce, ex-directeur de « Rivarol », préconiser la négociation avec les chefs rebelles, il était difficile de soutenir sérieusement une telle argumentation (2).

Quel changement ?

Que M. Lacoste se rassure ! nous n'en avons absolument pas à sa personne. A vrai dire, dans ce drame gigantesque que vit actuellement la France en Algérie, la personnalité de M. Lacoste nous paraît indifférente, et nous sommes loin de réclamer un changement de personnes ou un changement d'équipe : nous réclamons depuis toujours un changement de politique.

Si tout d'un coup, M. Lacoste, illuminé par des évidences qui devraient l'aveugler, s'avisait d'être simplement fidèle à la motion votée en juillet dernier par le Congrès de son propre parti, il nous trouverait à ses côtés.

Quel reproche ?

Davantage: si, avec les méthodes qui sont les siennes, et que nous avons désapprouvées, M. Lacoste avait réussi, c'est-à-dire s'il avait abouti à une vraie collaboration franco-musulmane, et, non à cet effrayant vide politique qui vient de se traduire par le ralliement de M. Farès au F.L.N., ce n'est pas la persistance des attentats qui nous empêcherait de reconnaître les résultats positifs de son expérience.

Pourquoi voudrait-on séparer M. Lacoste de M. Guy Mollet ? M. Lacoste s'est lui-même, délibérément, séparé du président du Conseil. Nous ne reprochons rien au ministre résidant en Algérie. Rien, sauf d'avoir échoué, d'avoir conduit la France à un échec et de tenter de faire supporter par d'autres la responsabilité de cet échec.

J. D.

1) LE FIGARO, 5 octobre 1956.

« Et s'il est sans doute des parlementaires qui croient sincèrement à une aggravation de la situation, il en est certainement qui ne feignent de le croire que dans l'espoir de remplacer l'équipe en place et de recueillir l'héritage au moment où il commence à porter des fruits. »

L'ECHO D'ALGER, 5 octobre 1956.

Sous le titre « Nous accusons », M. de Sérigny prenait violemment à partie le « Journal d'Alger » dénoncé comme le principal instrument du « Club des Bradeurs », du « petit cénacle mendésiste » qui seconde « les entreprises de la sécession » en Algérie. Un autre article complétait l'énumération « des principaux instruments utilisés pour saper la politique de M. Robert Lacoste ».

CARREFOUR du 10 octobre 1956.

« En Algérie, il s'agit d'abattre Robert Lacoste. On suscite dans certains journaux locaux, prétendus « de gauche » mais dont certaines attaches nettement capitalistes sont connues, des campagnes de dénigrement systématique...

...Au nord de la Méditerranée, tout cela s'orchestre avec un soin minutieux. A peine un article défaitiste est-il paru quelque part en Algérie dans un petit journal sans lecteurs, qu'il est repris et monté en épingle à Paris par une presse qui le fait bénéficier de son influence...

Ce qui caractérise la phase présente de la campagne, c'est la conjonction entre le défaitisme « de gauche », communiste et para-communiste, et le défaitisme « de droite ».

(2) « Le Monde », tribune libre, 9 octobre.

ALGÉRIE

Ont-ils été torturés ?

LES détenus politiques arrêtés au début septembre par les forces de sécurité d'Oran, à la suite des révélations faites par le lieutenant communiste Guerab, ont-ils été, oui ou non, torturés ?

Après que la question eut été posée par trois hebdomadaires et un quotidien français (1), le « Monde » du 6 octobre réclamait à son tour une mise au point officielle, dans les termes suivants :

« Contraires au droit et à l'humanité, les sévices, les tortures ou les assassinats légalisés le sont, plus simplement encore à l'intérêt bien compris du pays, voire de chaque citoyen... »

Démenti

Cette mise au point, le cabinet de Robert Lacoste l'apportait le lendemain sous la forme d'un démenti brutal, appuyé pourtant sur une « enquête ». Le communiqué déclarait notamment : « Tous les prévenus ont été examinés par des médecins et sont, d'après les certificats médicaux produits, dans un état physique absolument normal. Les déclarations des médecins eux-mêmes attestent l'absence absolue de sévices. »

Pourtant, le 10 octobre, Michel Hamelet, envoyé spécial d'un quotidien parisien de droite, qui avait eu le privilège d'accompagner l'inspecteur général de l'administration, M. Ciosi, chargé à Oran de l'enquête, était obligé de glisser, dans un article présenté de telle sorte que son titre camouflait son contenu : « *Certains inculpés affirment avoir ingurgité par la force au moins 10 litres d'eau. Quant au supplice de l'électricité,* ajoute Michel Hamelet, *tous les inculpés sont unanimes, ils ont subi le supplice ou ont entendu les cris de ceux qui le subissaient. C'est insupportable, nous ont-ils expliqué... on est obligé de parler et ça ne laisse pas de trace...* »

Coïncidence

Le même jour, Mes Douzon et Navaro, avocats des détenus, publiaient un communiqué maintenant, malgré le démenti de M. Lacoste, que leurs clients avaient été effectivement victimes de sévices et de tortures. Le témoignage des inculpés, les déclarations des avocats et les déclarations recueillies par M. Hamelet coïncident.

C'est ce que remarque le « Monde » du 11 octobre en concluant :

« *Une protestation d'avocats ou une enquête de journaliste ne suffisent pas. Aussi est-il à souhaiter que la délégation parlementaire munie de « tous pouvoirs d'investigation » soit promptement mise en situation d'accomplir sa mission. Car tous les détenus ont droit aux garanties de la personne humaine. C'est parce que ces garanties sacrées ont été et sont encore si souvent violées que nous souhaitons que la recherche de la vérité soit impassible, afin que la justice se fasse, impartiale* »...

(1) France-Observateur, Demain, L'Express, Franc-Tireur.

FONCTIONNAIRES

Le « point 170 »

LE personnage autour duquel ont tourné, lundi dernier, les discussions passionnées de M. Guy Mollet et des représentants des syndicats de fonctionnaires, n'assistait pas à ces divers entretiens.

Il s'est contenté, comme son emploi l'exige, d'introduire, à l'heure dite, ses interlocuteurs auprès du président du Conseil.

Dans la hiérarchie de la fonction publique, les huissiers de ministres sont, en effet, classés au « point 170 » (traitement de base : 204.000 fr.).

Or, toute augmentation du traitement de base du « point 170 » doit légalement se répercuter en se hiérarchisant sur l'ensemble des fonctionnaires, retraités et pensionnés de guerre. Une augmentation de 1.000 fr. accordée au « point 170 » se traduit, en fin de compte, par une « sortie » budgétaire de l'ordre de 6 milliards de francs.

Sur les 64 milliards accordés en juillet dernier pour « remonter » le salaire de base à 180.000 francs, 44 ont été consacrés aux fonctionnaires en activité, 11 aux retraités, 9 aux victimes de guerre.

Ces chiffres peuvent paraître importants. En fait, comme le montre l'exemple du « point 170 », ils représentent une augmentation très modeste du traitement de chaque fonctionnaire (on en dénombre environ un million).

Un an de retard

Pour atteindre le niveau du secteur nationalisé, le traitement de base de la fonction publique devrait être de 200.000 francs, soit une nouvelle sortie budgétaire, pour l'an prochain, de l'ordre de 140 milliards, s'ajoutant aux 64 milliards de cette année.

Le gouvernement ne conteste pas le fait qu'il a promis aux fonctionnaires d'aligner leurs traitements sur ceux du secteur nationalisé. Mais ses propositions ne permettent pas de réaliser cette promesse. Au lieu de 140 milliards, il en offre 19.

Les fonctionnaires protestent. Le plan de remise en ordre progressive des traitements (trois ans), adopté le 30 juin 1955, a en effet été dépassé presque aussitôt par les événements. Après les grèves de l'été de la même année, les salaires étaient augmentés, pour l'ensemble du secteur privé et nationalisé, dans la proportion de 10 à 12 %. Mais les fonctionnaires n'étaient pas présents à ce rendez-vous d'octobre.

Leurs représentants syndicaux ont annoncé, lundi, à M. Guy Mollet, qu'ils ne se résignaient pas à être « oubliés » et que, même avec un an de retard, ils entendaient maintenant bénéficier des avantages accordés à tous les autres travailleurs français.

Menaces de grève

Mis au pied du mur, le gouvernement répond qu'il lui est impossible d'augmenter ses dépenses au moment précis où il s'est donné pour tâche de réaliser, coûte que coûte, des économies.

Entre le syndicat C.G.T.-F.O., que des liens de sympathie connus unissent au parti socialiste, et le président du Conseil, qui est le chef de ce parti, les rapports sont devenus difficiles.

« Un fossé très large nous sépare actuellement des positions gouvernementales », a déclaré M. Tribié, secrétaire général de la Fédération des Fonctionnaires F.O., en sortant de chez M. Guy Mollet.

Cette déclaration est d'autant plus significative que la C.G.T.-F.O. est, de très loin, le plus important des syndicats de fonctionnaires.

Un référendum vient d'être organisé auprès des adhérents de ce syndicat pour savoir s'il fallait ou non déclencher une grève « de durée indéterminée ». But : obliger le gouvernement à modifier sa position. La réponse des adhérents sera connue au début de la semaine prochaine.

En cas de grève, la C.G.T.-F.O. serait soutenue par la C.F.T.C. et il n'est pas douteux que la C.G.T. se joindrait aussitôt au mouvement qui, dans ces conditions, pourrait se généraliser très rapidement.

Une grève des fonctionnaires (P.T.T. et Enseignement y compris) pourrait avoir, dans les conditions actuelles, des conséquences d'une gravité incalculable.

Il est donc vraisemblable que le gouvernement sera amené à faire aux fonctionnaires des propositions plus acceptables.

EN 2 MOTS

par Brigitte GROS.

LE Cardinal Feltin, Archevêque de Paris, vient de déclarer à « Témoignage Chrétien » qui l'interrogeait sur les conséquences de la démission de deux dirigeants de mouvements de jeunesse catholiques : « Les condamnations et les interdits existent dans l'Eglise depuis des siècles. L'Eglise actuelle est pleine de laïcs qui ont quelque chose à dire. Ce sont des « poulains fougueux » et leur existence est l'une des meilleures preuves de l'éternelle jeunesse de l'Eglise... Qu'ils ne se découragent pas... Qu'ils reprennent leurs efforts ».

★

M. EDOUARD HERRIOT, président de la « Mission Laïque », vient de recevoir un rapport sur la façon dont s'est effectuée la rentrée des classes dans les lycées et collèges français à l'étranger. La « Mission » fait, en effet, la liaison avec de nombreux établissements, dont la plupart se trouvent dans les pays du Moyen et d'Extrême-Orient.

Le rapport signale ainsi qu'à Damas, le lycée franco-arabe a accueilli, la semaine dernière, 1.100 élèves dont 95 % sont musulmans (il n'avait que 400 élèves avant la guerre).

Au Caire, 3.500 élèves fréquentent le lycée français ; 80 % sont Egyptiens. A Alexandrie, 2.800 élèves. En Ethiopie, à Addis-Abbeba, 1.300 élèves. Et au lycée d'Hanoï 1.500 élèves dont 98 % vietnamiens vivent sous le régime communiste.

La Mission Laïque, qui est en plein développement, surtout dans les pays musulmans indépendants, envisage de construire en Tunisie et au Maroc plusieurs lycées. Le président Herriot attache, personnellement, une très grande importance à ce projet.

★

M. ANTOINE PINAY vient de faire déposer par le groupe des Indépendants une proposition de loi portant interdiction, pour les hauts fonctionnaires, de publier des écrits mettant en cause la politique générale de la Nation, moins de trois ans après avoir quitté leur poste.

Cette proposition aurait pour premier objet semble-t-il, d'empêcher la prochaine publication des « Mémoires » du général Boyer de Latour, ancien résident général de France en Tunisie et au Maroc.

La publication, il y a trois mois, du livre de M. Gilbert Grandval, « Ma Mission au Maroc », avait déjà suscité de vifs remous chez les modérés.

★

LE ministre tunisien à l'Information, M. Béchir Ben Yamed, vient de décider de la création d'un « institut de presse » ayant pour mission de former de jeunes journalistes. La durée des études sera de deux années divisées en cours et stages pratiques dans les journaux tunisiens et dans les services de l'Agence France-Presse.

★

AU Forum de « L'Express », Jacques Fauvet et Alexander Werth exposent cette semaine leur sentiment sur « l'importance du parti radical dans la vie politique française ».

Interrogé sur le même sujet, le journaliste et écrivain suisse Herbert Luthy, auteur du remarquable essai « La France à l'heure de son clocher », a répondu :

« L'importance du parti radical ? Enorme - Hélas ! »

B. G.

Vient de paraître

LE N° 3 DES

Cahiers de la République

Revue bimestrielle de politique

Président du comité de direction : Pierre MENDES-FRANCE

★ *La Réforme de l'Enseignement*

★ *La Réforme des Institutions*

★ *Pour un congrès radical*

★ *Les Pays sous-développés*

Textes de René BILLERES
P. VIGNAUX, A. HARIOU
J. KAYSER
GUNNAR MYRDAL
TIBOR MENDE

ABONNEMENTS :
1.250 fr. France U. F.
1.500 fr. Etranger
3.000 fr. Soutien

C.C.P. 13.693-09 Paris
1 bis, place de Valois - PARIS (1er)

APRÈS LA CLOTURE DE L'EMPRUNT

LE MEILLEUR EMPLOI DE VOS DISPONIBILITÉS...

BONS DU TRÉSOR A VOTRE CHOIX :

BONS A 1 ET 2 ANS : UN RENDEMENT IMPORTANT

BONS A INTÉRÊT PROGRESSIF : UNE PARFAITE LIQUIDITÉ

SUEZ

Deux joueurs pressés

(De notre correspondant à New-York)

PRENEZ cinq personnes, dont trois sont très pressées et dont deux ont tout leur temps, groupez-les autour d'une table de poker et vous aurez une image assez fidèle de la partie qui se joue actuellement au Conseil de sécurité de l'O.N.U.

Voyons d'abord les joueurs qui ont tout leur temps : ce sont la France et les Etats-Unis. M. Pineau est convaincu que rien de bon ne peut sortir des négociations avec l'Egypte qui s'amorcent à New-York. Car même dans le cas le plus favorable, la solution négociée (tout en donnant aux usagers du canal les garanties qu'ils sont en droit de réclamer) sera loin de « dégonfler le faux héros » du Caire et de le contraindre « à s'incliner » devant la « riposte » occidentale. C'est pourquoi M. Pineau préférerait que la négociation actuelle ne réussit pas : la France, en effet, ne serait pas responsable de son échec, et celui-ci permettrait un « second round » au cours duquel la politique de fermeté préconisée par le gouvernement français pourrait s'imposer.

Une menace et un atout

Le jeu des Etats-Unis est plus subtil encore. M. Dulles, lui aussi, a tout son temps : quatre semaines, exactement, le délai qui le sépare des élections du 6 novembre. Jusqu'à cette date, M. Dulles doit à tout prix empêcher un échec des négociations. Il n'a pas besoin, pour autant, de leur réussite. Si celle-ci s'annonçait impossible, M. Dulles s'emploierait donc à faire durer les tractations. Après le 6 novembre, toutefois, libéré de l'hypothèque électorale, il pourra lancer un ultimatum, assorti d'une carte fort intéressante que ses services tiennent en réserve.

L'ultimatum de M. Dulles menacera le colonel Nasser du boycott du canal. Quant à la carte de réserve, elle consiste à investir en Egypte 525 milliards de francs en quinze ans et à réclamer en contrepartie l'exploitation du canal par un consortium international où les compagnies américaines seraient prédominantes. De cette manière, les Occidentaux obtiendraient, pour quinze ans au moins, le contrôle total du canal ; celui-ci serait agrandi conformément aux exigences du trafic à venir. Le colonel Nasser (ou son successeur) obtiendrait les devises nécessaires à la construction du barrage d'Assouan. Il deviendrait du même coup le « protégé » de l'Amérique : ce serait la fin du flirt soviéto-égyptien, mais aussi la fin de l'influence britannique.

M. Chepilov est pressé

Les Egyptiens ne sont pas hostiles à cette perspective (le Dr Badawi, architecte de la nationalisation du canal, étudie actuellement à Washington le projet américain). Les Russes et les Anglais, en revanche, la jugent redoutable. « Dépêchez-vous d'aboutir à un compromis, insiste M. Chepilov auprès de son collègue égyptien, le Dr Fawzi. Jusqu'au 6 novembre, nous pouvons vous appuyer à fond. Après, cela nous sera beaucoup plus difficile. » Et M. Chepilov, pressé, de se montrer plus conciliant que le Dr Fawzi.

Pressés également, les Anglais s'apprêtent à accepter le plan de compromis égypto-soviétique à un détail près : la commission permanente de surveillance (proposée par l'Egypte) doit être habilitée à trancher elle-même d'éventuels conflits entre les usagers et le gouvernement égyptien ; elle doit pouvoir appliquer elle-même des sanctions, au lieu de référer tout litige (comme le voudrait l'Egypte) à l'O.N.U.

Le revirement et la hâte de M. Selwyn Lloyd ne reflètent pas seulement la crainte britannique devant les projets américains. Londres a deux raisons supplémentaires de vouloir un règlement rapide :

- Le boycott du canal, qui deviendrait inévitable en cas d'échec des négociations, aurait des effets désastreux sur l'économie britannique : la hausse générale des prix (provoquée par l'augmentation des taux de fret) accentuerait encore la conjoncture inflationniste. Et la mise en veilleuse des puits pétroliers de Koweit et Bahrein réduirait les rentrées de devises.

Un détail

- En cas d'échec des négociations actuelles, au surplus, les Britanniques ne pourraient faire moins que d'exiger à leur tour, comme condition à tout règlement futur, la liberté de transit pour les navires israéliens. Or c'est là une question à laquelle M. Selwyn Lloyd ne veut surtout pas toucher en ce moment, à quinze jours des élections jordaniennes. Il sacrifiera donc une fois de plus Israël à sa politique arabe. Et si M. Pineau fait sienne la légitime revendication israélienne, MM. Lloyd et Dulles lui répondront sans doute qu'il ne faut pas faire échouer les négociations pour un « si petit détail », si longtemps ignoré par les Occidentaux.

ISRAEL

Le dos à la mer

(D'un correspondant à Tel-Aviv)

TANDIS que s'enlise l'affaire de Suez, la tension croît au Moyen-Orient. Ce n'est plus l'Occident qui la provoque, c'est Israël, ou du moins le problème israélien. Les incidents de frontière israélo-jordaniens, la demande d'aide à l'Irak de la Jordanie, le refus des Israéliens de siéger à la commission d'armistice, l'encouragement donné par les Anglais à certaines initiatives irakiennes, sont autant de signes graves qui enfièvrent Jérusalem.

Les Israéliens se disent que, plus que jamais, ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes et que quelles que soient les combinaisons qui se trament actuellement au Moyen-Orient, Israël en fera les frais. Déjà, remarquent-ils, il n'est plus question au Conseil de sécurité de circulation des bateaux israéliens dans le canal de Suez. Un moment, Israël a cru pouvoir souffler : accaparée par Suez, l'Egypte, visiblement, négligeait Israël. Même, au début, le colonel Nasser, pour s'attirer les sympathies américaines, faisait mine de ménager le gouvernement israélien et avait autorisé deux bateaux battant pavillon israélien à circuler sur le canal.

L'Irak, rêve anglais

Mais c'était oublier que l'hostilité à Israël est le seul vrai ciment de la Ligue Arabe et que c'est le champion de cette hostilité qui peut devenir le leader de la Ligue. Aussi y a-t-il bien des concurrents à ce championnat, et en particulier l'Irak, qui, encouragé par Londres, n'a jamais vraiment accepté le leadership de Nasser. Les Israéliens pensent que le Premier irakien, M. Nouri Saïd, ne serait pas fâché de voir la situation jordanienne susciter un nouveau conflit avec Israël : alors une intervention militaire, puis médiatrice de l'Irak en Jordanie, pourrait donner une nou-

→

Portrait du parfait électeur

par James RESTON

M. James Reston, chef du bureau de Washington du « New York Times », est l'un des plus célèbres journalistes américains. Il fait cette semaine, dans les colonnes de son journal, ce portrait désabusé du citoyen américain devant le problème des élections.

LES électeurs américains sont des gens bizarres. Ils n'écoutent personne. Tous les quatre ans, ils sont courtisés et assiégés par des présidents, des candidats à la présidence, des démocrates et des républicains, des éditorialistes, des réformateurs, des socialistes, des naturistes, des végétariens et des prohibitionnistes, mais ils n'écoutent personne.

Ils ont davantage de radios, de postes de télévision, de haut-parleurs et d'appareils acoustiques que tout le reste du monde, mais ils n'écoutent personne.

Plus que tous les autr. . hommes dans toutes les autres élections du monde, ils parlent politique, se disputent, assistent à des meetings, organisent des conférences de presse, mais ils n'écoutent personne.

A chaque élection, ils couvrent des distances plus grandes, voient plus de candidats dans plus de salles de réunion et plus d'amphithéâtres, se pressent en foules plus compactes, portent plus de drapeaux et arborent plus d'insignes que le reste de l'humanité réunie, mais ils n'écoutent personne.

Dans une petite ville du Massachusetts, les supporters d'Ike avaient placé une affiche : « Nous aimons Ike. » Les démocrates ont rapidement contre-attaqué en ajoutant : « Mais nous voterons pour Stevenson. »

L'art de ne pas lire

Les électeurs américains sont des gens bizarres, ils ne lisent pas. Ils achètent davantage de journaux, s'abonnent à davantage de revues que les Anglais, les Français, les Allemands et les Italiens, mais ils ne les lisent pas. Ils en garnissent leurs rayonnages, ils allument des incendies avec, ils en enveloppent leur poisson, ils en font des chapeaux pour les enfants, mais ils ne les lisent pas.

Pour leur plus grand profit, les presses produisent des douzaines de douzaines de livres, brochures, statistiques, dessins, histoires et biographies politiques, mais ils ne les lisent pas.

Des romanciers sérieux abandonnent l'œuvre de leur vie, des historiens et économistes de Harvard abandonnent leurs élèves, des journalistes chevronnés et des professeurs distingués prennent des congés — tout cela pour écrire des discours destinés à convaincre les électeurs américains — mais ils ne lisent pas ce qui est écrit.

Des tonnes de brochures sont imprimées et diffusées à Cos Cob (Connecticut) pour prouver que le président et le sénateur Prescott Bush sont des « instruments de Wall Street », des « hommes de paille du Big Business », des hommes au cœur de pierre qui adorent la General Motors et haïssent Joe Smith ; personne n'y fait attention.

A quoi bon ?

Les électeurs américains sont des gens bizarres : ils ne votent pas. Ils se présentent au monde comme la République la plus réussie de l'histoire — comme un modèle de démocratie, comme le peuple le plus responsable et le mieux éduqué du monde — mais ils ne vont pas aux urnes. Ils critiquent les Anglais, les Français, les Italiens, les Belges, les Hollandais, les Indiens, les Japonais, les Allemands — qui tous participent au scrutin dans une proportion plus forte que nous — mais le jour des élections ils ne votent pas.

Ils se critiquent. Ils rouspètent. Ils condamnent. Ils vaticinent. Mais quand la campagne est finie, quand les hommes qu'ils aiment et ceux qu'ils n'aiment pas ont dit leur mot, le jour venu, ils ne votent pas.

Les électeurs américains sont des gens bizarres : ils s'en fichent. On leur dit que les Russes s'infiltrent au Moyen-Orient pour la première fois depuis deux cents ans, que les Chinois édifient en silence un vaste empire dans le Pacifique, que les empires anglais et français se désagrègent sous leurs yeux, mais ils s'en fichent.

On leur dit que le secrétaire d'Etat a offensé tous les grands hommes d'Etat du monde et qu'il s'en prend maintenant aux petits hommes d'Etat ; ils s'en fichent.

On leur décrit le président comme un homme armé seulement de son sourire et de ses prières ; ils n'y croient pas. On condamne le candidat démocrate comme un « crâne d'œuf » qui n'a rien que de la matière grise ; ça ne les intéresse pas.

Les Anglais leur disent que leur Constitution est impossible ; les Français critiquent leur logique et leur cuisine ; les socialistes prédisent leur effondrement économique ; les moralistes s'apitoient sur leurs enfants : ils s'en moquent.

Ils n'écoutent pas. Ils ne lisent pas. Ils ne s'en font pas. Mais c'est très bien ainsi ; ils n'en n'ont pas besoin. Ils ne s'en portent pas plus mal. Et ils pensent à tout le ramassis d'absurdités dont, tous les quatre ans, ils évitent de s'encombrer.

HOLMES
La classe anglaise et la fantaisie italienne adaptées au bon goût français.
CHAUDS ET LEGERS, telles sont les qualités des Pardessus français et importés qu'HOLMES vous invite à choisir dans la Collection la plus élégante de Paris
22, AV. VICTOR-HUGO - PARIS - PAS. 57-03

A entreprise sérieuse... ...machine sérieuse !
MACHINE A CALCULER ÉLECTRIQUE IMPRIMANTE
MACHINE A CALCULER A MAIN
WALTHER
DOCUMENTATION
Démonstration et essais gratuits SANS ENGAGEMENT
E.A. VAN WAESBERGHE
20, RUE DE MOGADOR, PARIS 9e - TRI. 02-43

LES ANGLAIS DEVANT L'EUROPE

par Max BELOFF

professeur à l'Université d'Oxford

L'Angleterre envisage-t-elle de se joindre à l'Europe des Six ? Les discussions que vient d'avoir, à Washington, le chancelier de l'Echiquier, M. Harold Macmillan, avec le président de la Chambre de commerce, M. Peter Thorneycroft, ont paru témoigner en tout cas d'une sensible évolution de l'attitude anglaise envers la Communauté européenne. Quels sont les obstacles et résistances qui s'opposent à un tel rapprochement ? Quels arguments jouent, au contraire, en sa faveur ?

Un expert anglais, M. Max Beloff, d'opinion libérale, professeur au Nuffield College d'Oxford, dont les ouvrages sur l'Europe et l'Allemagne font autorité, a bien voulu accepter de répondre à ces questions. Voici sa réponse :

UNE tendance nouvelle se manifeste depuis quelque temps dans l'opinion publique anglaise et dans les cercles gouvernementaux en faveur de l'intégration européenne.

Sur le problème du marché commun, il n'a pas été possible, en effet, de prendre la même attitude bienveillante, mais distante, qu'à propos du Pool Charbon-Acier et de l'Euratom. La mise en route du Pool Charbon-Acier créait — et l'Euratom pourrait créer — une situation dans laquelle les intérêts de la Grande-Bretagne peuvent être sauvegardés par une forme d'association internationale qui ne limiterait pas les prérogatives anglaises en matière de planification économique. (Ce fut là la principale pierre d'achoppement de toutes les tentatives d'intégration fédéraliste auxquelles l'Angleterre, travailliste ou conservatrice, a été intéressée.)

Le Commonwealth

Mais si le marché commun était institué, il affecterait la position concurrentielle des industriels anglais sur un marché d'une grande importance, et qui peut devenir plus important encore.

C'est la conscience de ce danger, du risque que court l'Angleterre de trouver un jour de l'autre côté de la Manche un marché unique sur lequel ses produits seuls seront traités en étrangers et non ceux de ses concurrents, qui a entraîné un réexamen de l'attitude gouvernementale.

Le problème se présente sous deux aspects. Le premier, qui fait l'objet des discussions actuelles, est celui des relations économiques de l'Angleterre avec le Commonwealth, relations qu'aucun gouvernement britannique ne sacrifiera à la construction de l'Europe.

Il a été admis jusqu'à présent que le maintien de ces relations interdisait absolument la conclusion d'accords spéciaux avec l'Europe. Ce que les étrangers n'ont pas toujours compris, c'est que ces relations reposaient sur des accords conclus avec des pays souverains qui ne sont pas plus contrôlés par Westminster que les nations d'Europe occidentale.

Aujourd'hui, on commence à penser qu'un marché commun européen qui ne comprendrait pas les produits agricoles serait peut-être compatible avec le maintien de nos obligations à l'égard du Commonwealth, celui-ci étant surtout intéressé par les accords préférentiels sur la vente des produits agricoles et horticoles. Et pour diverses raisons, le marché commun pourrait fort bien prendre cette forme limitée, du moins au début.

Mais là n'est pas le seul obstacle. Le second provient de la division des industriels anglais eux-mêmes.

Certains peuvent légitimement espérer que l'entrée dans un marché commun européen leur permettrait d'augmenter leurs ventes et leur production. D'autres estiment que leur seul espoir réside dans le maintien du protectionnisme actuel et ne sont pas prêts à risquer leur sécurité pour une simple promesse d'expansion.

Conservateurs et travaillistes

L'intérêt national exigerait peut-être qu'une concurrence plus sévère les contraigne à moderniser et à rationaliser leurs entreprises. Mais la pression des intérêts établis risque d'être trop forte.

Ces intérêts pèsent en effet d'un grand poids sur la détermination de la politique conservatrice. Et cependant, la meilleure chance de voir l'Angleterre accepter l'intégration réside peut-être dans le maintien au pouvoir des Conservateurs. Car le parti travailliste est aujourd'hui beaucoup plus protectionniste que le parti conservateur. Il est devenu un parti de producteurs beaucoup plus que de consommateurs, attaché à l'idée que les citoyens ont non seulement le droit au travail, mais le droit de travailler dans les industries et les firmes qui les emploient actuellement. Un projet qui menace de provoquer un large redéploiement des ressources économiques a peu de chances de séduire un parti travailliste qui évolue rapidement vers la gauche, mais qui continue à croire que l'économie progresse d'elle-même et que la seule fonction du gouvernement est d'en redistribuer les produits.

Politique d'abord

Il est cependant raisonnable de penser que ce seront des considérations d'ordre politique et non pas seulement économiques qui détermineront la décision finale. Si l'Angleterre entre dans le marché commun, ses relations avec la Communauté du charbon et de l'acier et avec l'Euratom devront être repensées. Une évolution dans ce sens serait en principe irréversible, bien qu'elle puisse être arrêtée du jour au lendemain si l'on se remettait à parler — comme le chancelier Adenauer vient de le faire — d'une fédération politique. Dans ce cas, en effet, l'argument du Commonwealth reprendrait toute sa force et les deux grands partis se retrouveraient unis.

Cependant l'idée européenne fait actuellement du chemin et cela pour deux raisons. La première, c'est que la crise de Suez a fait apparaître clairement la communauté d'intérêts qui existe entre l'Angleterre et les pays européens, du moins sur certains points. La seconde, c'est qu'il est apparu que la position des Etats-Unis était fort différente objectivement et subjectivement, l'Amérique espérant encore pouvoir se dissocier, dans l'esprit des nationalistes d'Asie et du Moyen-Orient des soi-disant pays coloniaux, et refusant de considérer la crise comme une occasion de démontrer la solidité de l'Alliance atlantique.

Le temps presse

Cette évolution est d'une très grande importance pour l'Angleterre et surtout pour les Conservateurs qui hésitaient à se lier trop étroitement à l'Europe par conviction que les relations anglo-américaines étaient l'élément déterminant de la politique étrangère britannique et que rien ne devait les compliquer. M. John Foster Dulles a prouvé au cours des dernières semaines ce que la plupart des experts américains avaient toujours pensé : que cette idée était tout à fait étrangère au mode de pensée américain. Pour les Américains, l'Angleterre est un pays européen dont la politique ne peut être jugée qu'en fonction des intérêts américains et dont la propre position internationale est de peu d'importance.

Là encore, ce réexamen de la politique britannique est surtout le fait des conservateurs, les travaillistes étant trop marqués par leur anti-colonialisme pour pouvoir critiquer la récente attitude américaine. Si le Labour Party arrive au pouvoir, il ne se montrera peut-être pas aussi isolationniste que son attitude économique pourrait le faire penser. Mais il se préoccupera avant tout des pays coloniaux et sous-développés. L'Europe occidentale n'est pas une région où les travaillistes trouvent beaucoup de choses à admirer. Si les étrangers veulent entraîner l'Angleterre dans la construction européenne, ils feraient bien de présenter leurs propositions dès maintenant. Il est douteux qu'ils trouvent jamais un gouvernement plus disposé à les accepter que celui-ci.

M. B.

(*Copyright « L'Express »*)

→

velle chance au vieux rêve de Lawrence, le Grand Royaume Hachémite réunissant sous une même couronne l'Irak et la Jordanie et freinant l'union égypto-syrienne désormais hostile à la Grande-Bretagne.

Justice soi-même

Ainsi, de toutes façons, les Israéliens pensent qu'Occidentaux et Soviétiques cherchent à choisir leurs amis parmi les pays arabes et ne s'appuieront jamais sur Israël. Le succès d'Aneurin Bevan au parti travailliste les a réconfortés et ils comptent sur lui pour combattre l'exhumation par Nouri Saïd du vieux plan Eden qui prévoyait une réduction des frontières israéliennes. Ils espèrent de la France, du Canada et de l'Australie des chars et des avions. Mais même le parti gouvernemental de M. Ben Gourion finit par être sensible à la pression populaire qui réclame « qu'Israël se fasse justice soi-même ». Les Israéliens, de nouveau, se sentent le dos à la mer.

ANGLETERRE

Les rappelés s'ennuient

(*De notre correspondant à Londres.*)

DANS les bureaux du ministère de la Guerre, on se répète l'histoire d'un air incrédule. Mais le fait est là, sans précédent dans l'histoire de l'armée britannique : une unité des grenadiers de la garde, ce corps d'élite au bonnet de fourrure, le plus discipliné du Royaume-Uni, composé de gentlemen triés sur le volet et toujours en tenue impeccable, une unité des grenadiers de la garde s'est rebellée contre ses officiers.

L'événement s'est produit à Malte, à la fin de la semaine dernière. Cent cinquante grenadiers y ont organisé une marche sur le quartier général pour protester contre la revue de paquetage ordonnée par leur officier. Cet ordre, dont l'exécution demande normalement quatre heures de travail méticuleux, avait fait déborder la coupe : avait-on donc transféré les grenadiers à Malte, où ils sont cantonnés depuis deux mois, dans des tentes inondées, sans combustible, avec seulement une demi-tasse de thé par jour, pour leur faire astiquer leurs boutons, leurs bottes, et plier leurs capes compliquées ?

Les grenadiers ne sont pas les seuls à protester. Des faits inquiétants sont signalés actuellement parmi les 20.000 réservistes qui, rappelés il y a deux mois, à cause de la « crise de Suez », ont perdu leur revenu habituel, savent leurs familles en difficulté, leur budget déséquilibré pour des mois, leur loyer et leurs traites non payés, leur motocyclette, leur frigorifique ou leur poste de T.V. achetés à crédit menacés de saisie. Et tout cela pourquoi ? Après deux mois d'alerte, ils sont toujours dans l'inaction.

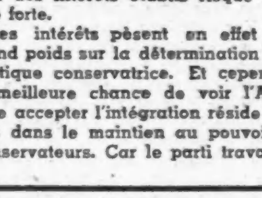
Incidents

Des officiers sans imagination cherchent à occuper les rappelés avec des passe-temps absurdes. A Aldershot, près de Londres, où la nourriture est mauvaise et où les cafards grouillent dans la cuisine, les hommes ont été chargés d'astiquer le plancher de leurs baraquements. Ils ont refusé. Dans le sud de l'Angleterre, on les avait envoyés cueillir des mûres. Ils en revinrent indignés. A Chypre, ils demandèrent à leurs officiers la promesse qu'on les renverrait dans leurs foyers pour Noël. Ils ne furent pas reçus. Ils organisèrent un grand chahut, brisèrent des bouteilles et ameutèrent des civils. Résultat : 21 arrestations.

Concessions

Cinq manifestations de rappelés en l'espace d'une semaine ont fini par émouvoir le ministère de la Guerre. Il a fait accélérer le versement des indemnités réglementaires (3.000 à 5.000 francs par semaine) aux familles dans le besoin ; les versements avaient trois à cinq semaines de retard ; il a fixé la solde des rappelés, qui ignoraient jusque là s'ils toucheraient 150 ou 2.500 francs par semaine. Aux 14.000 réservistes qui sont restés en Angleterre ou en Allemagne, il a accordé une semaine de congé. Tous, néanmoins, resteront sous les drapeaux. Ils passeront leur temps, comme ce régiment de blindés du Hampshire, en « courses au trésor » : « Rapportez, disait « l'ordre de course », une araignée dans une boîte d'allumettes, une plume blanche de poule, un champi-

JOINTS MICHEL
SPECIALISTES du CALFEUTRAGE SCIENTIFIQUE
RENDRONT FENETRES ET PORTES ETANCHES PAR JOINTS METALLIQUES
ETANCHEITE DU BATIMENT PAR LE SEELASTIK
Devis sans engagement :
4, rue Bon-Bonheur - NICE
Tél. 754-78



tout le nettoyage
pour tous locaux commerciaux et privés
Travaux de Peintures
Dépoussiérage
Mise en état - Entretien
Vitres - Tapis - Parquets
RABOTAGE - ENCAUSTIQUAGE
Vernissage parquets
MAR. 47-80 et 67
L'IMPECCABLE

ÉTABLISSEMENTS
G. ECREPONT
Textiles bruts et manufacturés
Toiles à drap - Linge de Maison
16, av. de la République
PARIS - XIe

gnon, l'étiquette d'une bouteille de Guinness, et la preuve d'un baiser féminin sur le revers de la main de l'un de vos hommes. Répondez ensuite à ces questions : à quel âge est mort John Scott, qui est enterré au cimetière du village ? Et qui a fleuri l'autel de l'église le 16 septembre 1956 ? »

POLOGNE

Pour gagner du temps

(De notre envoyé spécial en Pologne)

« VERDICT *surprenant au procès de Poznan* » — « *Minc, vice-président du Conseil, démissionne* » — « *Gomulka rentrerait lundi au bureau politique* ». Une cascade de nouvelles sensationnelles a secoué cette semaine Varsovie. Différentes apparemment, elles sont liées entre elles par un fait majeur : depuis le rapport Kroutchev, le régime communiste polonais n'arrive pas à trouver « son deuxième souffle ».

Devant l'opinion publique déchaînée qui a rendu impossible le truquage du procès de Poznan et qui présente un peu partout des revendications irrésistibles, la direction communiste du pays est divisée et perplexe.

Le clan « Natolin »

Les désaccords entre les chefs du gouvernement polonais qui, il y a quelques mois encore, appartenaient au domaine des rumeurs ont éclaté au grand jour. On ne le cache plus à Varsovie. Même dans les conversations privées, les communistes font des distinctions entre eux, appelant « nous » les uns, « eux » les autres. On a même donné des étiquettes officielles à certains groupes.

Ainsi les « durs », ceux qui croient que la méthode de la main forte est toujours la meilleure pour tenir le pays, forment une fraction que les Varsoviens appellent « Natolin » du nom d'une banlieue de la capitale dans laquelle se trouvent à la fois l'ambassade des Soviets et la villa privée du président de la République, M. Zawadzki. Car c'est lui, en liaison, paraît-il, avec M. Ponomarenko, membre du comité central et ambassadeur de l'U.R.S.S. en Pologne, qui dirige au sein du bureau politique la fraction des « durs ». Il y a des alliés solides, notamment en la personne du puissant M. Novak, vice-président du Conseil. Mais il a en face de lui également, au sein même de l'organisme suprême du parti, des adversaires résolus et de taille. M. Zambrowski, M. Cyrankiewicz, M. Gierek forment le noyau central des « dégeleurs », partisans de la libéralisation plus rapide et plus poussée du régime. M. Ochab, secrétaire général du parti, et le maréchal Rokossowski, ministre de la Défense, après beaucoup d'hésitations et de virages, commencent également à pencher plutôt vers les libéraux.

Mais l'animosité et les luttes personnelles de plus en plus aiguës entre les chefs du pays les empêchent de prendre les mesures d'urgence qu'impose la situation économique et politique. Malgré toutes les promesses et toutes les bonnes volontés, la situation économique en Pologne ne s'est guère améliorée au cours des six derniers mois ; certains prétendent même que la production baisse, que les ressources du pays s'amenuisent et que chaque jour qui passe rend la solution de la crise plus difficile.

LE PREMIER PROCÈS DE POZNAN (1)
Le peuple a imposé la clémence...

Apparemment aucun des hommes au pouvoir, à quelque groupe politique qu'il appartienne, n'a une conception claire de ce qu'il faudrait faire pour sortir du marasme économique. Les négociations avec l'U.R.S.S. ont été pratiquement un échec. Le puissant allié soviétique a consenti un moratoire de quatre ans pour les dettes polonaises et accepté l'augmentation du prix du charbon polonais, mais n'a offert en argent liquide qu'une somme dérisoire. Des célèbres économistes polonais, MM. Lange ou Kalecki, qui faisaient la gloire des universités anglo-saxonnes, on attend toujours une conception originale et hardie, mais jusqu'ici ils se taisent. Certes, le premier a publié dans l'hebdomadaire « La Vie économique » un article sur le programme à suivre, mais c'étaient les considérations d'un universitaire valables à très longue échéance et non pas un plan aux effets immédiats.

Or l'opinion publique est impatiente. Les réactions de l'auditoire au cours du procès de Poznan en sont un témoignage qui se passe de commentaire. Les accusés que le tribunal populaire avait à juger n'avaient rien pour susciter la sympathie, si ce n'est leur extrême jeunesse. Il est pratiquement établi que, à la faveur de l'émeute, ils se sont livrés à des actes de pillage punissables dans tous les pays du monde. Si, malgré cela, les Poznanais manifestaient en leur faveur, c'est qu'ils voulaient faire comprendre clairement aux dirigeants du pays qu'ils en veulent au régime et qu'ils sont las de conditions de vie insupportables.

Apaisement

A défaut de pouvoir leur donner une satisfaction immédiate dans le domaine économique, les hommes au pouvoir essaient de leur donner un apaisement politique. Précipitamment, ils font appel à celui qu'ils condamnaient il y a quelques années comme déviationniste et qu'ils blâmaient il y a quelques mois encore pour son caractère rancunier : le camarade « Wieslaw », autrement dit Wladislaw Gomulka. Il y a trois mois encore, au cours de la session plénière du comité central, quelqu'un proposa d'entendre simplement Gomulka. Cette proposition fut repoussée. Aujourd'hui, on convoque spécialement une

M. WLADISLAW GOMULKA
...et le retour de « Wieslaw »

nouvelle session du comité central pour le faire rentrer directement au bureau politique, et tout le monde sait que le 17 décembre, au lendemain des élections, il sera président du Conseil.

Un départ

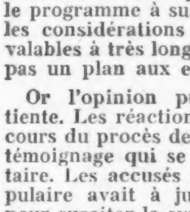
Gomulka, aux yeux du pays, est un « pur » et un martyr ; un homme qui n'a fléchi ni devant les menaces ni devant la prison, et qui défendait face aux Russes et aux staliniens polonais la conception du « chemin polonais vers le socialisme ». Son crédit est immense, son retour au pouvoir constitue pour les dirigeants un moratoire d'au moins un an.

Mais pourquoi Gomulka accepte-t-il de revenir parmi les hommes qui (sinon tous, du moins la plupart) l'avaient accablé il y a sept ans ? De ce que l'on sait à Varsovie, il ressort qu'il a eu plusieurs entretiens avec M. Cyrankiewicz et qu'il a accepté de répondre à l'appel du parti tout en réservant pour plus tard ses décisions politiques proprement dites ; il ne s'identifie avec aucun des groupes existants. Il n'a fait encore aucune déclaration publique ni aucun exposé de programme. Seul M. Bienkowski, ancien secrétaire du parti et actuellement directeur de la Bibliothèque nationale, considéré comme le plus proche compagnon de Gomulka, a publié un brillant article dans un hebdomadaire littéraire sur « l'économie dans la lune », puissante attaque contre toute la politique économique et sociale du gouvernement. Mais on attend toujours de Gomulka et des siens un programme constructif. Le pays est suspendu à ses lèvres et attend sa première intervention publique qui doit avoir lieu immédiatement après le comité central. En attendant, pour mieux paver le chemin du retour de Gomulka, M. Hilary Minc, dictateur de l'économie polonaise de l'après-guerre et le plus brillant économiste communiste du monde il y a quelques années encore, a quitté la scène politique. Souffrant d'urémie depuis longtemps, opéré sans succès par les chirurgiens soviétiques, il était de toute façon un simple figurant depuis plus d'un an. Mais, aux yeux des Polonais, il restait un symbole du triumvirat stalinien « Bierut, Berman, Minc », qui a causé tant de dommages au pays. Pour Gomulka personnellement, de surcroît, il a été l'homme de la fameuse session du comité central en novembre 1949 au cours de laquelle il a prononcé un réquisitoire impitoyable et malhonnête contre lui.

Décidément, Minc et Gomulka n'ont guère eu l'occasion de travailler ensemble ; quand l'un accède au pouvoir, l'autre tombe en disgrâce. Aujourd'hui, c'est l'heure de Gomulka.

(1) Entourés de policiers, les deux jeunes accusés du meurtre d'un caporal des forces de sécurité. Reconnus coupables ils ont été condamnés à quatre ans et demi de prison.

faites
VITRIFIER
vos PARQUETS
avec le
nouveau
WIP-NIDON
qui dure des
années sans entretien
service
d'applications
STE VERALINE
29, rue Spinoza - CHOISY-LE-ROI
Tél. BELle-Epine 17-85 + (Seine)


A essence
ou
électrique...
ÉLÉVATEUR
A FOURCHE
FENWICK
sur bandages
ou
pneumatiques
NOTICE DÉTAILLÉE SUR DEMANDE
FENWICK · 15 RUE FENELON PARIS Xe LAM. 91.90

GANTS TETINES
OLLA
CHEZ VOTRE PHARMACIEN

Pour tous vos problèmes
CAOUTCHOUC
(NATUREL ET SYNTHÉTIQUE)
AMCO
7, avenue Emile-Massard
Tél. GAL. 85-65 PARIS (17e)
TUYAUX - JOINTS
PIÈCES MOULÉES
ARTICLES
DE PROTECTION

ENQUÊTE : *« Où va la France »*

ET LA VOLONTÉ RÉVOLUTIONNAIRE ?

par Georges LAVAU *professeur à la Faculté de Droit de Grenoble.*

Parmi les signes de vitalité qu'offre une nation et qui font l'objet de notre grande enquête « Où va la France ? » (1), faut-il inclure la volonté révolutionnaire ? Et les Français l'ont-ils ?

M. Georges Lavau, professeur à la Faculté de Droit de Grenoble pose la question, et y répond.

« COMMENT s'exprime la vitalité d'une nation ? » demande « L'Express » à ses lecteurs. Parmi les signes de vitalité que « L'Express » énumère en suggérant de les coter de 0 à 20, on note : « l'esprit d'entreprise individuel » (ni Boussac ni Ricard-du-pastis n'en manquent), « la stabilité des institution », « la puissance industrielle », « l'autorité de l'Etat », « le rayonnement de la culture », etc. On cherche vainement : « la volonté révolutionnaire ». Comme il s'agit dans cette enquête-jeu de coter les signes proposés non en fonction de leur importance actuelle mais « en fonction de l'importance que les lecteurs souhaitent qu'ils acquièrent », cette omission est peut-être assez significative...

On se récriera que ce n'est pas là un signe de vitalité. C'est précisément la question. Dans la situation actuelle de la France, la nation peut-elle utilement exprimer sa vitalité sans se mettre en mesure d'accomplir une révolution économique, sociale et politique ? Rétorquera-t-on que, de toutes façons, les forces révolutionnaires sont inexistantes ou impuissantes ? La raison n'est pas suffisante et la question que nous suggérons méritait au moins d'être posée.

Maurice Duverger a cent fois raison de mettre en lumière des signes positifs de vitalité dans la France d'aujourd'hui. Aux côtés de ceux qu'il mentionne, on pourrait en citer bien d'autres : petite élite de militants ouvriers plus conscients et plus lucides que jamais, jeunes agriculteurs en nombre croissant qui comprennent parfaitement les reconversions à faire dans l'agriculture française, une jeunesse (rurale surtout) qui peu à peu se détourne du vice de l'alcool et cherche à se loger, à se cultiver, à se former, une jeunesse étudiante inquiète mais si prête à s'engager dans un effort sérieux dès qu'on lui montre clairement une voie, tant de courants neufs et hardis dans la vieille Université...

Minorités encore, certes, mais partout quelle ardeur contenue, quelle volonté de tout reprendre et de se déprendre des vieilles glus, quel souci de se donner une formation politique et économique, quel refus net du vague, des fausses fenêtres et des solutions étriquées !

Il est trop facile aux amers de mépriser la « Nation-frein » et de l'offrir, pour la régénérer, aux sorciers de l'Europe. Que ne se sont-ils d'abord mis à l'écoute de ces forces jeunes et dynamiques ? Que n'ont-ils, avec elles, obscurément et patiemment œuvré à transformer ce pays ? Qu'ont-ils fait, eux-mêmes, pour qu'une révolution s'accomplisse chez nous et par nous ? Disqualifiés !

Il est vrai que cette même jeunesse s'est cabrée contre la « pacification » de M. Lacoste, qu'elle n'a pas partagé l'ardeur guerrière de M. Pineau lors de l'affaire de Suez, qu'il lui arrive même de hausser les épaules lorsqu'on prétend lui faire mieux accepter la guerre d'Algérie par l'évocation des poilus de Verdun. Incivisme ? En très faible partie, peut-être... Mais surtout, voici un peuple écœuré à vomir des faiblesses honteuses des gouvernements et des parlements qui n'ont jamais osé s'attaquer au mal, se sont bouché yeux et oreilles quand, onze ans durant, on leur montrait leurs fautes et leurs lâchetés, ont menti chaque jour et chaque dimanche, et continuent.

Ce peuple en a assez des dirigeants qui « s'inclinent avec respect devant l'héroïque sacrifice de nos soldats ». Il sait qu'une autre politique était, est encore possible, que la grandeur de la France et ses intérêts légitimes peuvent, à force d'imagination et de lucidité, être défendus sans dépendre du maintien d'une statue de Bugeaud à Alger ou à Oran. Il est assez sérieux pour ne pas s'affoler de voir brandir à Oujda le drapeau des fellagha algériens. Tant d'autres choses, et grandes et fortes, restent à faire ! Qu'on les lui offre... plutôt que le souvenir des massacres de Verdun !

La vraie faiblesse est ailleurs.

Dans le régime d'abord. Dans la perfide contamination, ensuite, par les facilités d'un régime dont le propre est d'anesthésier par la frivolité, d'atténuer tous les chocs, d'amortir les désastres, de différer les échéances. Dans les contradictions, les incohérences d'une opinion mal informée. Le poujadisme traduit partiellement un besoin d'ordre et d'autorité ; paradoxalement, il s'exprime par un mouvement anarchiste. Dans un conservatisme général qui n'est sans doute que l'envers d'une ignorance politique et économique effarante ; peut-être aussi la conséquence du manque de nourriture substantielle offerte à un appétit (mal conscient) de transformation.

Enfin, dans la décadence, très réelle celle-là, d'une bourgeoisie égoïste et repliée. Politiquement inculte, moralisant sa pusillanimité, tremblante de peur mauvaise, elle invoque la liberté pour conserver ce qui lui échappe, elle adule ceux qui lui donnent l'illusion d'avoir une pensée, M. Raymond Aron et M. Duchet ; elle se tourne éperdue vers les « human relations » et, timide, sourit à tous les réformismes dans l'espoir d'y retrouver une vitalité. Il faudrait bien autre chose qu'« une réincarnation nouvelle du jacobinisme » (dixit Duverger). Car enfin M. Lacoste-qui-fait-la-guerre, M. Pineau qui bondit à Chypre pour barrer la route à la dictature et M. Ramadier qui propose aux Français de faire, en même temps, leur devoir et une bonne affaire, peuvent assez légitimement se présenter comme d'excellents jacobins « réincarnés ». Ah ! les fausses fenêtres !...

G. L.

(1) Voir les numéros de « L'Express » des 21 septembre, 28 septembre, 5 octobre.

L'activité de la sidérurgie française en 1955

Le Groupement de l'Industrie Sidérurgique vient de nous communiquer son rapport annuel sur l'activité de cette industrie maîtresse en 1955. Notant que cet exercice fut celui de la conjoncture favorable pour les sidérurgies relevant de la C.E.C.A., le rapport constate que la production nationale d'acier brut fut de 12.600.000 tonnes, niveau encore jamais atteint, en augmentation de 18 % sur 1954, avec un chiffre d'affaires de 25 % supérieur au précédent. D'où, pour les entreprises, des résultats d'exploitation substantiellement améliorés et une assiette financière élargie et consolidée.

Pour si satisfaisants qu'ils soient, ces résultats, acquis au sein de la C.E.C.A., dans un marché commun libéré d'entraves douanières, au prix d'une concurrence dominée par le problème des investissements et de leurs charges fixes, doivent cependant être considérés dans une optique spéciale où toute valeur est relative. Dès lors, et bien que la production ait atteint la capacité maximum de la sidérurgie française, si elle a satisfait à la demande du marché intérieur, ce ne pût être qu'au prix d'une limitation volontaire des exportations. Normalement, une telle activité aurait pu et dû s'accompagner d'une hausse sensible des prix de l'acier. Or, si ses concurrents de la C.E.C.A. ont profité de la conjoncture favorable pour hausser leurs prix intérieurs, la sidérurgie française s'est vue privée de cette latitude du fait du blocage indirect de ses propres prix. C'est seulement un mois avant la fin de l'exercice qu'il lui fut possible de relever ses tarifs intérieurs de 3 % environ. Dans une large mesure donc, ce désavantage compensa et au delà les avantages que lui valait la conjoncture favorable.

La hausse des produits sidérurgiques

La Chambre Syndicale de la Sidérurgie française vient d'effectuer une nouvelle démarche auprès de la Haute Autorité du Pool Charbon-Acier au sujet de l'impossibilité où se trouvent les utilisateurs et négociants français de répercuter la hausse des produits sidérurgiques.

Elle demande à Luxembourg d'examiner, en liaison avec le gouvernement français, les mesures à prendre pour mettre fin à cette situation, préjudiciable, déclare-t-elle, au fonctionnement normal du marché commun, dans la mesure où elle fausse les conditions de la concurrence.

La Chambre syndicale, apprend-on de source informée, suggère notamment que du point de vue de la réglementation nationale des prix, les produits sidérurgiques soient assimilés aux produits importés (non soumis à blocage), mesure qui, selon elle, ne pourrait conduire à des hausses excessives, la Haute Autorité pouvant, le cas échéant, fixer des prix maxima.

La Sidérurgie française avait déjà attiré à plusieurs reprises l'attention de la Haute Autorité sur ce problème d'une réglementation nationale des prix, s'appliquant à des produits relevant du traité et soumis en principe au régime de l'économie du marché.

TÉLÉVISION

Le match F.F.F.-T.V.

420 SECONDES seulement du match de football France-Hongrie, le plus important de l'année, auront été retransmises « en différé » sur les écrans de la Télévision.

Que s'est-il passé ?

M. Pierre Sabbagh qui est chargé, par la R.T.F., d'assurer la liaison avec la Fédération Française de Football, s'est vu opposer un « refus de principe » des quinze membres du Bureau fédéral, quand il a voulu négocier pour la Télévision la retransmission en direct des deux matches les plus intéressants de la saison : France-Hongrie et France-U.R.S.S.

— *Nous ne voulons pas*, lui ont-ils dit, *que tous les stades de province où ont lieu, ce jour-là, des rencontres d'amateurs, soient désertés.*

Pas de surenchères

Pour Pierre Sabbagh, cet argument n'est pas valable. De toute façon, les mordus du football écouteront à la radio la retransmission du match.

M. Pierre Sabbagh, pour arriver à ses fins, s'est refusé à toute surenchère : Jusqu'ici, la R.T.F. payait 2 millions la transmission en direct, par la T.V., de matches importants, et c'est cette somme à laquelle il s'est tenu. Il n'a pas accepté, non plus, de verser 1 million pour retransmettre la moitié du match en différé — c'est-à-dire après la presse et la radio.

La question a pu se poser, pour M. Sabbagh, de savoir si en proposant 10 millions il aurait obtenu l'accord de la F.F.F.

« Non seulement, dit-il, *notre budget ne nous le permet pas, mais enfin il s'agit d'un spectacle original comme tant d'autres, et nous ne causons aucun préjudice au football.*

« Pour la première fois, vendredi dernier, la télévision a pu montrer sur ses écrans une radiographie interne du cœur. Cette émission était sans prix. Bien entendu, elle était gratuite...

« Nous sommes une administration d'Etat. Nous voulons rester courtois et loyaux vis-à-vis de la F.F.F. C'est au cours d'une discussion nette que ce problème sera tranché. »

Mécontents

Quand on sait que le stade de Colombes, vétuste et lointain, n'a pu contenir qu'une faible partie du public intéressé par le match France-Hongrie, on se dit que ce « contretemps » a dû faire de nombreux mécontents.

Des mécontents, dont un communiqué officiel se fait d'ailleurs, dès maintenant, l'écho :

« Le Bureau de la Commission de la Presse, réuni le 5 octobre 1956 sous la présidence de M. Guy Desson, président de la Commission, s'élève vivement contre l'attitude de la Fédération Française de Football, qui, en vue de la défense mal comprise d'intérêts particuliers, a privé des centaines de milliers de téléspectateurs de la transmission du match France-Hongrie. Il décide de mettre à l'étude les moyens d'empêcher le renouvellement de tels faits. »

Il reste, peut-être, un espoir pour France-U.R.S.S.

ÉTUDIANTS

Un pont fragile

PLUS d'un millier de jeunes Algériens faisant leurs études en France se demandent quel sera leur sort cet hiver : certains ont déjà commencé à se chercher un emploi à la S.N.C.F. ou comme vendeurs dans les grands magasins. Le bureau de l'U.G.E.M.A. (Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens) a, en effet, décidé le dimanche 30 septembre, de répondre à l'appel de boycott lancé par le F.L.N. en Algérie.

C'est sans enthousiasme que ces étudiants se résoudront à faire la grève des cours et des examens. Les trois quarts d'entre eux considéreraient, en effet, qu'il eût été plus utile de continuer leurs études, ainsi que l'avaient fait étudiants marocains ou tunisiens au plus fort de la lutte pour leur indépendance.

Dissolution ?

La décision de l'U.G.E.M.A. sera sans doute rendue publique dans une déclaration avant la fin du mois. Elle risque de provoquer un rebondissement de la querelle entre « majoritaires » et « minoritaires » au sein de l'Union nationale des étudiants. Le

ÉCHEC AU BACCALAURÉAT PHILOSOPHIE ?

★

SANS REDOUBLER

les candidats malchanceux peuvent cumuler la révision du programme de Philosophie-Lettres en vue de la session de juin 1957 et la préparation aux examens suivants :

- Concours d'entrée à L'INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES dans la classe

INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES, - PHILO

- Examen de PROPEDEUTIQUE dans la classe

PROPÉDEUTIQUE, - PHILO

ÉCOLE SUPÉRIEURE D'ORIENTATION

6, avenue Van-Dyck - PARIS (8e)
CAR. 22-05

Ribot
Un fonctionnaire fait la grimace.

bureau actuel est en effet parvenu depuis plusieurs mois à maintenir le contact avec l'association des étudiants algériens : mais c'est en vain qu'il a sollicité d'eux, conformément au mandat donné par son conseil d'administration, un désaveu du tract d'Alger appelant la jeunesse musulmane à rejoindre les maquis. Les « majoritaires » seraient donc en droit, prenant acte de l'échec apparent de la politique préconisée par La Fournière, Delpy et Neuschwander, de réclamer le remplacement du bureau.

Mais les « minoritaires » ne manquent pas d'arguments pour se défendre. Ils argueront qu'il était du devoir des étudiants français d'éviter la rupture avec de jeunes hommes qui constitueront les cadres futurs de l'Algérie, quel qu'en soit son statut politique. Malgré les difficultés actuelles, l'U.N.E.F., par son attitude, a obtenu ce résultat que les étudiants algériens, tout en déplorant la politique gouvernementale, n'ont cessé d'affirmer leur attachement aux valeurs culturelles françaises. Un pont a donc été maintenu entre les deux jeunesses, qui subsistera désormais quoi qu'il advienne.

Une phrase de la déclaration de l'U.G.E.M.A. pourrait d'ailleurs rendre vaine toute discussion : si l'U.G.E.M.A. décide sa propre dissolution, le problème du maintien des rapports de l'U.N.E.F. avec elle sera automatiquement écarté des débats du prochain Conseil d'administration de l'U.N.E.F.

JE, TU, IL...

● Ribot, 4 ans, quinze victoires sur quinze courses, a confirmé, en remportant le prix de l'Arc de Triomphe à Longchamp devant 84.700 turfistes, qu'il était le cheval du siècle. A l'entrée du dernier virage, le cheval italien était à plus de trois longueurs derrière le crack américain Fisherman, suivi comme une ombre par le Français Tanerko. Dans le virage il rejoignait Fisherman. Puis en quelques foulées, Ribot laissa littéralement sur place les meilleurs produits de l'élevage mondial, pour remporter la course avec quelque trente mètres d'avance. On n'avait jamais vu cela. Heureusement, pense le directeur de l'Office des Changes, qui voit sans joie partir pour l'Italie une centaine de millions de francs (le prix du propriétaire de Ribot : plus de 30 millions et les gains des joueurs italiens).

● Cesare Gionni, arbitre, a risqué sa vie sur le terrain de Colombes où se jouait le match de football France-Hongrie : il a sifflé la fin du match au moment même où la France, menée par 2 buts à 1, égalisait. Pour se justifier, M. Gionni a déclaré : « J'ai sifflé la fin du match à l'expiration du délai réglementaire. Lorsque j'ai porté le sifflet à mes lèvres, Cisowski ne semblait même pas en position de shoot. Le hasard a voulu qu'il tire soudainement une fraction de seconde plus tard et qu'il réussisse le point. »

● Robert de Vernejoul, 66 ans, a été élu président du Conseil national de l'Ordre des médecins, en remplacement du professeur Piédelièvre, démissionnaire. Professeur de clinique chirurgicale à la Faculté de Marseille, Robert de Vernejoul a été président du Syndicat des Médecins de son département. Sa nomination permet d'espérer que l'Ordre recherchera une entente efficace avec les syndicats médicaux.

● Lady Clarissa Eden, épouse du premier ministre britannique, s'était fait hospitaliser pour vingt-quatre heures au University College Hospital. « Soins dentaires », précise un communiqué officiel. En dépit de ses occupations, son mari prit le temps de lui rendre visite. Alors qu'il se trouvait dans la chambre de sa femme, il fut victime d'une attaque de grippe. On dut l'hospitaliser immédiatement. Par sympathie, sa femme a décidé de prolonger son séjour à l'hôpital.

● Charles Syracuse, agent des services américains de lutte contre les stupéfiants, menait, sur la Côte d'Azur, avec la collaboration de la police française, une enquête sur le trafic de la drogue. Il est parvenu, en se faisant passer pour un malfaiteur, à arrêter deux trafiquants. Pour les appâter, il leur avait remis 6 millions de francs. Quand on arrêta les deux hommes, trois millions avaient disparu. Cette disparition a rendu les policiers nerveux. Pour se calmer, ils ont cassé les appareils de deux photographes, en ont malmené deux autres et ont lancé leur voiture, à toute vitesse, sur un groupe de journalistes qui voulaient les interviewer. Deux commissaires et un inspecteur auront sans doute à répondre de ces brutalités.

APOSTROPHE

On joue *Athalie* dans un théâtre de province. Les acteurs sont exécrables. La fille de Jézabel supplée à son manque de talent par des rugissements qui exaspèrent le public. Elle arrive, enfin, à la fameuse tirade : « C'était pendant l'horreur d'une profonde nuit... » Alors, venant du poulailler, on entend la voix d'un titi : « Fallait prendre un boîtier Wonder, eh ! p'tite tête ! » La pile Wonder ne s'use que si l'on s'en sert.

MÉDECINE

Un squelette qu'on ne verra plus

Les milliers de personnes (enfants surtout) qui renouvellent en ce début d'hiver leurs chaussures usées ou trop petites, n'éprouveront plus le petit frisson que leur procurait la contemplation, grâce aux « radio-chausseurs », du sombre squelette de leur pied se découpant sur la pâle silhouette du soulier qu'ils essaient.

Car l'Académie de médecine, saisie de la question par le ministère de la Santé, s'est prononcée à l'unanimité contre l'emploi d'appareils à rayons X par ces profanes que sont les bottiers. Les contrevenants seront poursuivis pour exercice illégal de la médecine.

Cette décision a le grand avantage d'attirer une fois de plus l'attention du public sur les dangers (surtout génétiques) de l'utilisation inconsidérée des radiations pénétrantes.

Des montres à la T.V.

Pourtant, il est légitime de s'étonner que les « radio-chausseurs » soient la première victime d'une salutaire campagne contre les radiations. Une commission médicale britannique, qui a étudié la question, conclut en effet que les « radio-chausseurs » (autrement répandus en Grande-Bretagne qu'en France) n'augmentent que de 0,1 % la dose de radiations naturelles à laquelle la population est soumise ; les écrans lumineux des montres, en revanche, augmentent cette dose de 1 %, les écrans de télévision d'environ 0,5 %, et la radiologie médicale d'au moins 22 %.

La commission britannique rappelait que ce sont les radiographies obstétricales qui sont de loin les plus dangereuses : une seule d'entre elles soumet les gènes de la mère à une dose qui peut être supérieure de 170 % à la dose reçue normalement en une année, et les gènes du fœtus à une dose qui peut être supérieure de 320 %. La commission britannique concluait qu'il était le plus urgent de limiter les examens radiologiques des femmes enceintes au strict nécessaire.

Grâce à la collaboration de nos lecteurs, nous avons pu, depuis 15 jours, loger plusieurs étudiants. Nous demandons instamment à tous ceux qui disposent d'une chambre à louer, même dépourvue du confort élémentaire, de nous la signaler le plus tôt possible.

UN JEUNE COMM

L'auteur de cet article est membre du parti communiste.

Vendredi dernier, il a pu lire dans « L'Humanité » le texte d'une conférence prononcée par M. Maurice Thorez devant les professeurs de l'école centrale des militants communistes. Le secrétaire général du P.C.F. déclarait tranquillement :

« A condition d'observer la discipline, d'appliquer les décisions du parti, un communiste a le droit de garder son point de vue personnel, si la discussion ne l'a pas convaincu. Entre lui et la majorité du parti, l'avenir tranchera : l'expérience montrera qui avait raison. Le centralisme démocratique ne demande à personne de faire violence à sa conscience intime, de renoncer à sa conviction propre ».

Pour la première fois, M. Maurice Thorez abandonne donc sa position rigoureuse sur la discipline intérieure du parti, qu'il réaffirmait pourtant en juillet dernier encore, au Congrès du Havre (1).

Mais quand on compare la timide évolution de la pensée de M. Maurice Thorez à l'extraordinaire cadence de la « déstalinisation » dans les pays de l'Est, on mesure le chemin qui reste à parcourir au P.C. français.

En apportant le texte que nous publions ici à « L'Express », son auteur — un jeune intellectuel communiste — a voulu se faire le porte-parole de ceux qui pensent comme lui mais dont la direction actuelle du parti étouffe la voix.

« L'avenir tranchera », dit Maurice Thorez. Il répond : l'avenir n'attend pas ! C'est pour cela qu'il a pris la décision difficile, pour un communiste, d'écrire dans un journal « bourgeois ».

Les lecteurs de « L'Express » apprécieront l'importance d'un tel message.

JUIN 1940 : Le voyage au bout de la nuit commençait. Des millions de jeunes garçons et d'adolescents, d'un coup, allaient devenir « la génération » de la Résistance et de la guerre. D'un coup, ils allaient passer de l'enfance à l'âge d'homme et faire leurs premiers pas d'hommes au milieu des décombres.

D'un côté, Vichy ; de l'autre, la Résistance. Pour les communistes, la Résistance fut un admirable terrain de recrutement. D'abord parce que la France qui avait été vaincue par les armées de Hitler était plus celle de Daladier, de Paul Reynaud, d'Albert Lebrun et du général Gamelin que celle de Maurice Thorez. Le parti n'était pas responsable de la non-intervention en Espagne, le parti n'avait pas signé Munich, le parti n'avait pas déclaré que « la route du fer était coupée ». A Vichy, Pierre Laval, papelard et amer, vendu et trop habile, restait le désastreux représentant d'une trop nombreuse bourgeoisie française, parent du maréchal Pétain, ridicule fils de Jeanne d'Arc et d'Ernest Lavisse, il avait eu avec « Travail, Famille, Patrie » l'inspiration malheureuse. La patrie était occupée, la famille dispersée, le travail brutalement exigé par d'étranges employeurs. Il y avait cela. Il y avait aussi que le parti communiste, en même temps qu'il était le plus persécuté, avait été et restait le représentant d'une classe qui, elle, ne collaborait pas. La propagande de Vichy et des Allemands mourut aux frontières du prolétariat à l'intérieur desquelles s'exerçait sans relâche la propagande et l'action du parti communiste, qui, tout en menant une lutte de tous les instants contre l'occupant, nourrissait cette lutte d'arguments, de raisonnements et de raisons, d'explications et de doctrine. Le jeune résistant communiste n'était pas seulement un combattant encadré par des organisations paramilitaires, il était aussi encadré *politiquement* et *idéologiquement*. Aussi, beaucoup de jeunes adhérèrent-ils au parti en pleine occupation. Pour eux, le parti n'était pas le produit français de la Révolution d'octobre en Russie ; non plus cette série de luttes au sein de la société française pendant plus de vingt ans avec ses tactiques et ses alliances ; non plus cette série de luttes en son propre sein avec condamnations et exclusions ; non plus, enfin, à l'extérieur, ces terribles convulsions qui avaient secoué la jeune société soviétique jusqu'aux aubes sanglantes des fusillades qui avaient suivi les procès de Moscou. Le parti, pour eux, commençait d'exister ce jour de 1942 ou 1943 où ils y adhéraient. Le parti naissait à l'Histoire en même temps qu'eux-mêmes, dans la lutte, et il était aussi pur qu'ils l'étaient eux-mêmes. Autre chose encore : il y avait certes idéologie de base, mais, à l'époque, les responsables n'étaient pas trop regardants du côté de la doctrine et de la stricte orthodoxie. Pourvu qu'il y eût accord de principe, on pardonnait quelques errements sur le marxisme-stalinisme et le matérialisme historique. Après la guerre, on disciplinerait plus sévèrement les idées, après la guerre, on verrait...

Après le temps des héros

Et la fin de la guerre était là. Pour les jeunes, 1945 ne marquait pas, comme pour les adultes, le commencement ou le recommencement d'une vie normale, mais le commencement d'une vie anormale. C'était la guerre qui, peu à peu, était devenue normale.

Or, maintenant, pour eux, le temps des urgences extrêmes était passé et, au lieu de sauver ou de perdre sa vie, il allait falloir en faire quelque chose. Quelle direction lui donner dans cette France minée et qu'on disait victorieuse ? Quel sens lui choisir ? Quelle valeur avait-elle ? Comment, autour d'elle, organiser ce présent de paix et, surtout, quel avenir lui proposer ? Beaucoup de jeunes n'avaient ni métier ni situation d'aucune sorte et n'avaient ni effectué un apprentissage ni suivi des études régulières ; souvenons-nous des maquisards qui revenaient au lycée ou à la faculté : ou bien ils s'amusaient, ou bien ils ricanaient, ou bien travaillaient comme des sourds pour échapper le plus possible à cette pseudo-jeunesse qu'ils étaient obligés de traverser. Alors que les jeunes avaient été les héros, les premiers, les « importants » sous l'occupation, alors que la Résistance et Vichy tiraient la jeunesse à hue et à dia, voilà que, la paix revenue, ils avaient de moins en moins d'importance et s'apercevaient avec stupeur et découragement que la paix ne serait pas leur paix.

C'est dans cette atmosphère de désarroi que le parti communiste recruta sa deuxième vague d'adhérents. Maurice Thorez était vice-président du Conseil, les neutralités faisaient surgir les confusions, les bienveillances créaient les équivoques. Profitant de la situation, provisoirement à l'abri d'attaques, auréolé par sa lutte contre l'occupant, prestigieux de tous ses martyrs et de tous ses héros, le parti pratique la politique de « la main tendue » et, en prévision d'un retour de flamme, noyaute fébrilement et recrute par énormes paquets. C'est l'époque de *Ce Soir*, dirigé par l'Aragon du *Crève-Cœur* et des *Voyageurs de l'impériale ;* d'*Action*, directeur Pierre Hervé, et où écrivent pêle-mêle Mauriac, Paulhan, Sartre, Aragon, Ponge, Eluard et des dizaines d'écrivains surgis de la Résistance ; c'est l'époque des *Lettres Françaises*, fondées sous l'occupation par Jacques Decour ; c'est l'époque des réunions nombreuses et vibrantes du C.N.E.... Pas de sectarisme, pas d'injures. La guerre est là derrière, tout près, toute chaude.

Un grand élan pousse les jeunes vers le parti. Des intellectuels entrent en masse, inquiétés qu'ils sont par l'étrange allure que commence à prendre le gaullisme, par le retour en force, sournois d'abord, impudent bientôt, des débris de l'avant-guerre, des traîtres ou des habiles de l'occupation, rassurés par ailleurs par la liberté intellectuelle, l'absence de sectarisme, le dynamisme polémique (*Action*) qui règne dans le parti. Il était une fois un certain Pierre Courtade qui hésitait à entrer dans le parti bien qu'il écrivît dans ses journaux et revues et y manifestât un réel talent de polémiste et de journaliste. Or, cet hésitant avait un ami, Pierre Hervé, qui, membre du parti, ne comprenait pas pourquoi son ami ne venait pas l'y rejoindre. Il fit si bien, il employa des arguments si forts, si nombreux, si convaincants, il fut si pressant (« Maurice lui-même ne comprend pas pourquoi tu n'adhères pas ») qu'un jour Pierre Courtade signa sa carte de membre du parti. On pourrait aussi raconter l'histoire d'un certain Jean Kanapa, ancien élève d'un certain professeur Jean-Paul Sartre, qui devait bientôt traiter son maître vénéré de « vipère lubrique » et que celui-ci allait qualifier plus tard de « fruit le plus sec de tous les partis communistes occidentaux ».

En attendant, le parti faisait patte de velours. Ses hommes politiques, ses intellectuels, ses propagandistes parlaient d'une France forte et volontiers tricolore. Les paroles de l'*Internationale* étaient oubliées. Maurice vantait la productivité. Les jeunes recrues étaient enthousiastes ; on pouvait à la fois être communiste et lire *Combat*, dirigé par Albert Camus, s'intéresser à Malraux et à Aragon, applaudir aux films américains et soviétiques. Picasso adhérait à grand fracas et venait rejoindre dans les rangs du P.C. une autre gloire, Frédéric Joliot-Curie, révélé comme membre au lendemain de la guerre. Légataire qui se voulait universel de la Résistance, s'avançant plus masqué que le Dieu de l'Ecriture, encadrant et noyautant habilement sous le couvert d'une multitude d'organisations de type Front National, le parti était prêt à prendre le pouvoir si l'occasion s'en présentait.

Brusquement c'est la guerre froide. En mai 1947, les communistes sont chassés du gouvernement, la bombe atomique explose à Bikini, les Etats-Unis interviennent en Grèce, le plan Marshall est mis en place. En février de l'année suivante, la Tchécoslovaquie bascule dans le communisme et, pendant que de Gaulle signale l'Armée rouge à une étape du tour de France, le « rideau de fer » s'abat, coupant l'Europe et le monde en deux blocs. En France, la bourgeoisie met le siège sous les murs de la forteresse communiste ; quant aux communistes, ils se barricadent, verrouillent portes et fenêtres, se cernent de barbelés : plus rien ne passera de l'extérieur. Toute idée, toute influence, toute doctrine sera impitoyablement abattue dès qu'elle viendra battre les murs de la forteresse. Derrière leurs créneaux, les militants feront pleuvoir un déluge d'injures sur toutes les formations politiques qui, de l'extrême-droite au parti socialiste, mènent le siège.

Il s'agit d'être stalinien

Fini le dialogue ! Il ne va plus s'agir d'être un communiste dont les idées ou les amitiés s'évaporent de-ci, de-là ; il va s'agir d'être un *stalinien* et de se battre. Le jeune adhérent de 1943 ou de 1946 se transformera en combattant du stalinisme pour faire face à l'ennemi déchaîné. Pour beaucoup de jeunes intellectuels communistes, un terrible drame commence. D'un côté, il y a la France de Pleven, Bidault, Félix Gouin, Pinay, Laniel, Jean-Paul David et même, hélas ! de certains dirigeants socialistes, qui se vautre dans la marshallisation et le Pacte atlantique, freine ou sabote les nationalisations, mate les grèves, appelle les syndicats américains pour briser l'unité syndicale, entreprend et mène en Indochine une guerre immonde, laisse l'Afrique du Nord aller à la dérive. Les prix grimpent vertigineusement, les ministres tombent comme rangées de quilles, l'anticommunisme devient la seule politique, le seul prétexte d'alliances, la seule raison de nombreux mariages. Qu'importe
l'on est, ce que l'on dit ou fait
que l'on soit *d'abord* anticomm
De l'autre côté, il y a les comm
emmurés dans leur forteresse
commencent à y devenir *fous*. A
anticommuniste qui convulse
saire, ils répondent par une folie
dont il est peu d'exemples dans l'h
d'un parti ou d'une formation po

Les crétins et le chiens de garde

Le jeune tourneur de chez Ren
mécano d'Air France ou le cond
de la R.A.T.P. n'a pas vécu ce
Membre du parti, il assiste aux r
de cellule, paie sa cotisation,
Maurice et croit ce qu'on lui dit

discute pas. Ici, la lumière, la pa
justice sociale, les patriotes, l'Unio
viétique ; là, les ombres, la guerre,
pression sous toutes ses formes, les
dus d'hier et d'aujourd'hui, les E
Unis. Cette simplification outrancièr
recoupe, vaille que vaille, pas m
vérités, devient sa seule dialectique
seule manière de comprendre l'époq

Oui, mais les intellectuels ? A la r
que des politiques, il leur est dem
de couvrir d'injures « l'ennemi
classe », de mettre tout le monde
le même panier, de procéder à d'a
sants amalgames et de traiter de
soyeurs, de hyènes sanglantes et de
laisson des Américains quiconque
une critique — si bienveillante, si
soit-elle — *contre le parti de Ma*
Thorez. La besogne, encore qu'elle
soit pas très ragoûtante, est relative
facile. Ce qui est le plus difficile,
de marcher à fond dans les folies
nes qui habitent le parti, dans ses
délices, dans ses justifications échev
de l'injustifiable et ses extravagantes
torsions de la dialectique suppliciée.
eux, en tant qu'intellectuels, ils sa
qu'il n'y a pas seulement du noir e
blanc: aussi les grisailles, et que la vi
manichéenne du monde que propo
parti est une vision *de combat*.

Comment vont-ils se comporter ?
se situe le moment de la première gr
crise qui ébranle l'Intelligentzia com
niste ou communisante de l'après-gue
l'affaire Tito. Du jour au lendemain,
intellectuels ont été sommés de tr
Tito de flic, d'espion, d'agent de la
tapo et de prouver que son régime
« scientifiquement » hitlérien. Pour
compagnons de route, c'en est trop e
s'envolent comme volée de moineaux
comité de rédaction de la revue *Eu*
qui comprenait Aveline, Chamson,
cors, Martin-Chauffier, Friedmann et
Cassou (directeur) éclate. *Libération*,
d'une scission de *Franc-Tireur*, s'a
sur *L'Humanité* et n'épargne pas ses

(1) Il déclarait alors : « On oublie ce que le centralisme démocratique signifie. Il veut que la discussion entièrement libre dans le parti soit conduite dans le cadre des principes marxistes-léninistes et que, d'autre part, elle cesse le jour où intervient la décision obligatoire pour tous.

« Nous ne reconnaissons pas aux hommes dont les interventions à l'intérieur du parti convergent avec les attaques lancées du dehors par nos ennemis, la « liberté » de propager dans nos rangs leurs conceptions destructives et anticommunistes. (*Applaudissements.*) Mieux, nous prenons la liberté de les mettre hors du parti ». (*Applaudissements prolongés.*)

La Marche des Idées

Dans ce supplément à L'Express *hebdomadaire, nous voudrions essayer d'apporter le plus souvent possible à nos lecteurs des documents qu'ils ne peuvent pas trouver ailleurs, des témoignages, la synthèse des ouvrages importants dont ils doivent connaître le contenu, tout ce qui constitue « La Marche des Idées » dans le monde et qui n'entre pas dans le cadre d'un journal habituel.*

Nous serons reconnaissants à tous ceux qui voudront bien nous aider, par leurs observations, leurs critiques, leurs suggestions, à faire de cette « Marche des Idées » un supplément qui réponde le plus précisément possible à leurs vœux.

SOMMAIRE

- *La Hongrie à l'heure des fantômes* pp. 13-14-15
- *Psychologie du contribuable* pp. 16-17
- *Tout commence à l'école...* pp. 18-19-20

LA HONGRIE A L'HEURE DES FANTOMES

La Hongrie, aujourd'hui, est hantée par des fantômes, ceux de quatre pendus auxquels le gouvernement hongrois vient de faire des obsèques solennelles après les avoir proclamés « héros de la classe ouvrière ».

Au même moment, les autorités communistes hongroises ont permis, pour la première fois, à un journaliste d'origine hongroise, non communiste, de venir passer quinze jours dans son pays natal. Thomas Jugand peint ici un tableau saisissant d'un pays communiste où tout, exactement tout, est remis en question. Et son récit explique aussi pourquoi ce courant qui emporte les Hongrois, comme les autres peuples d'Europe orientale, vers la liberté et le mieux-être, est absolument irrésistible.

La veuve de Rajk et son fils aux obsèques du « réhabilité ».

SAMEDI dernier 6 octobre, à Budapest, toutes les rues arboraient des drapeaux couverts par un crêpe noir ; des centaines de milliers d'hommes se dépêchaient au cimetière central pour rendre hommage aux quatre « héros de la classe ouvrière hongroise » : György Palffy, Tibor Szönyi, Andras Szalay et Laszlo Rajk. Devant les quatre cercueils noirs au son de la musique funèbre, des hommes et des femmes, des jeunes et des vieux déposaient de petits bouquets de fleurs. C'était une manifestation digne, silencieuse, inoubliable.

Les quatre martyrs, à qui le peuple hongrois rendait son hommage ému, n'ont pas été exécutés par une puissance étrangère ni par « un ennemi de classe ». Il y a sept ans leurs propres camarades — militants communistes comme eux — au cours d'un procès qui fut un véritable affront à l'intelligence humaine, les ont envoyés à la potence en tant que traîtres, agents « titistes » et « américains ».

Que Laszlo Rajk ait pu être autre chose qu'un serviteur fidèle du parti communiste, personne jamais à Budapest ne l'a cru. Ceux qui ont connu cet homme froid et mince ont tous reconnu en lui un fanatique dévoué corps et âme à la cause d'un parti auquel il avait donné son adhésion dès l'adolescence. Tout le monde savait qu'une fois acquis à la cause communiste il avait accepté tous les risques et dangers de l'existence d'un militant dans un pays demi-fasciste. Etudiant, il connut la prison et la torture, puis il combattit dans les brigades internationales en Espagne, il fut interné dans des camps français entre 1939 et 1941, puis dans des camps hongrois entre 1941 et 1944, enfin torturé et condamné à mort à la veille de la libération. La carrière de Rajk aurait pu →

Laszlo Rajk, amaigri, tendu, usé, pendant les derniers jours de son procès.

Après 6 ans de prison

JUSZTUS A RAPPRIS

servir d'exemple pour des générations communistes futures.

Or ce même homme, le 16 septembre 1949, devant un tribunal formé par ses anciens camarades, a calmement déclaré avoir été toute sa vie un vulgaire indicateur de police, un petit mouchard chargé des basses besognes. Le fier militant, l'intraitable prisonnier des différentes polices du monde capitaliste, le redoutable ministre de l'Intérieur de la Hongrie populaire s'était chargé, au cours des quelques journées du procès, de détruire sa propre légende.

Comment a-t-il pu en arriver là ? Comment a-t-on arraché ces « aveux » ? Le secret de la réponse à ces deux questions repose pour toujours dans le tombeau couvert de fleurs que le peuple de Budapest a apportées samedi dernier. Mais peu importe la technique des aveux dont l'incohérence sautait aux yeux de tous. Les Hongrois quelles que soient leurs opinions politiques ont vu en Rajk un martyr, une victime de Staline et des Russes.

Giflé, l'officier supérieur sort, la tête basse

Ce n'est pas par hasard que le 6 octobre a été choisi pour les funérailles nationales de Rajk. Il y a 107 ans, jour pour jour, les révolutionnaires hongrois succombèrent comme lui sous les balles des oppresseurs autrichiens et russes. Dans l'esprit du peuple de Budapest, cette analogie était présente plus que jamais.

C'est le vice-président du conseil et membre du bureau politique Apro Antal qui a prononcé l'éloge funèbre de son ancien camarade. Mais l'éloge de Rajk qu'il a fait était également un réquisitoire contre Staline et contre les excès de son époque : « Les morts ne peuvent plus ressusciter, mais le sort de Rajk et de ses camarades doit susciter dans chaque communiste un désir ardent de créer des garanties qui ne permettront plus jamais à l'avenir de violer la légalité socialiste ! »

La Hongrie tout entière — communiste ou non — est d'accord sur ce point de l'exposé de M. Apro Antal. Elle désire sortir une fois pour toutes du cauchemar des aveux, des accusations mensongères et des camps de concentration.

Il y a quelques jours dans un restaurant célèbre du Bois de la Ville (le Bois de Boulogne de Budapest), une grande réception était donnée en l'honneur des militants réhabilités. Parmi ceux-ci se trouvait Sandor Haraszti, un journaliste connu qui fut arrêté et torturé dans les prisons de la police politique. Au moment où il entrait dans le restaurant, Haraszti se trouva nez à nez avec un colonel de la police politique, Vladimir Farkas, un des hommes qui l'avaient « questionné ». Sans hésiter, Haraszti gifla Farkas à tour de bras. Un silence total s'établit dans le restaurant ; un silence angoissé, fait de tant de souvenirs, de tant de peur, comme si tous les hommes présents ce soir-là n'osaient encore croire à cet incident, inimaginable il y a encore six mois. Cependant, l'officier supérieur baissa la tête et, sans un mot, san un geste, quitta le restaurant. On ne l'a plus revu depuis dans aucune cérémonie officielle.

L'affaire du Bois de la Ville illustre parfaitement le climat politique de la Hongrie d'aujourd'hui. J'ai vu partout les anciennes victimes de la terreur stalinienne, aujourd'hui réhabilitées et réintégrées dans la vie publique, côtoyer ceux qui les ont accusées, qui les ont torturées, qui les ont jugées et condamnées — les mêmes qui furent leurs camarades et qui sont, eux, demeurés à leur place. La déstalinisation qui, en Hongrie, conservait presque un caractère « honteux » jusqu'aux obsèques solennelles de Rajk et de ses camarades, gagne cependant du terrain chaque jour. Ceux qui ont cherché à régner par la terreur sont devenus une minorité, et bien qu'encore au pouvoir, ils sont réduits à la défensive. Partout dans la rue, dans la presse, dans toutes les réunions politiques, ils sont violemment attaqués.

Imre Nagy, symbole d'espoir, est écarté

Le 20 juin dernier, une femme brune, dont les cheveux argentés et les rides profondes témoignent des souffrances qu'elle a endurées, montait à la tribune au cours d'une réunion publique. Les 1.500 personnes présentes lui firent une ovation frénétique. Cette femme qui se présentait comme « une employée de la bibliothèque Szabo Ervin » où elle travaille depuis la libération, est la veuve de Laszlo Rajk. Dans un discours passionné, elle demanda vengeance pour son mari et réclama « l'élimination des assassins qui sont à la tête du parti ».

Ce qui se passe en Hongrie n'est pas un phénomène isolé ; la soif de liberté qui s'y exprime est la même qu'exprimèrent les ouvriers de Poznan, et avant eux ceux de Berlin-Est, en se révoltant contre le régime stalinien. Mais le cas

Le 6 octobre, SZABAD NEP, *organe central du parti communiste hongrois, consacrait toute sa première page à l'annonce des obsèques nationales de Laszlo Rajk et de ses coaccusés.*

Quatre avis de faire-part, bordés de noir, avaient été réservés aux familles. Voici la traduction de ces faire-part :

Bouleversés, nous informons tous ceux qui partagent notre douleur profonde qu'en 1949 à l'âge de 40 ans est décédé d'une mort de martyr.

Ladislas RAJK.

Sa dépouille mortelle exhumée rejoindra le cimetière de la rue Kerepes pour le repos éternel.

Nous l'accompagnerons sur son dernier chemin d'un amour qui durera toujours.

La famille en deuil.

Mme Vve Georges Palffy, née Catherine Sarmany et sa fille Catherine Palffy portent à votre conanissance que le pouvoir arbitraire violant la loi a fait subir le 24 octobre 1949 une mort de martyr à leur mari et père,

le général Georges PALFFY,

membre du Comité central du parti des travailleurs hongrois, vice-ministre de la guerre, inspecteur général de l'armée populaire, membre du Parlement, décoré de l'Ordre d'argent de la Liberté hongroise, de l'Ordre de Mérite de 2e classe de la République Populaire de Hongrie, de l'Ordre du Drapeau de 2e classe yougoslave, de la Croix de Polonia Restituta, des Ordres de Mérite des Républiques populaires roumaine et bulgare et porteur de nombreuses autres distinctions. Sa dépouille mortelle sera enterrée le 6 octobre 1956 à 15 h. au cimetière de la rue Kerepes.

Que sa vie et sa mort soient un exemple éternel.

Mme Georges Palffy et Catherine Palffy.

Nous vous informons qu'on a exécuté le 15 octobre 1949 un innocent.

le docteur Tibor SZONYI,

vieux combattant du mouvement ouvrier hongrois, membre du Comité central du parti des travailleurs hongrois, membre du Parlement, porteur de l'Ordre d'argent de la Liberté Hongroise, de l'Ordre du Mérite de 2e classe de la République Populaire de Hongrie et de nombreuses autres distinctions. Sa dépouille mortelle sera enterrée le 6 octobre à 15 heures au cimetière de la rue Kerepes à Budapest.

Mme Tibor Szonyi, sa femme ; Pierre Szonyi, son fils ; Olga Szabados et Stephane Szonyi, sa sœur et son frère.

Sa mère, sa petite fille et sa femme informent avec une douleur éternelle tous ceux qui l'ont connu et aimé que

André SZALAI,

vice-chef de la section des cadres du Parti des travailleurs hongrois, porteur de l'Ordre du Mérite de la Liberté Hongroise, de l'Ordre de la République Populaire Hongroise, de la Grand-Croix de l'Ordre des Officiers et de nombreuses autres décorations, que des violations de loi contraires à l'intérêt du peuple ont privé de sa vie de lutteur, sera enterré le 6 octobre à 15 heures au cimetière de la rue Kerepes.

Mme Vve Ladislas Szalai, sa mère ; Anne, sa petite fille ; Zora, sa femme.

de la Hongrie semblait d'autant plus désespéré que l'expérience stalinienne y avait été poussée plus loin que partout ailleurs. Ce sont pourtant les excès mêmes du stalinisme qui valent au peuple hongrois d'avoir été le premier — en Europe orientale — à secouer le joug.

Le 4 juillet 1953, un homme d'une cinquantaine d'années environ déclarait devant l'Assemblée nationale que, depuis 1949, les dirigeants du régime avaient commis des fautes — sinon des crimes — promettait un « renforcement de la légalité », « la réhabilitation des personnes innocemment condamnées », « l'augmentation du niveau de vie », et demandait l'aide de l'ensemble de la population « afin de rétablir l'unité nationale la plus large ».

Cet homme — qui venait d'être porté à la présidence du Conseil de la République populaire de Hongrie — se nommait Imre Nagy, celui même qui déjà au printemps 1945 dirigeait la distribution des terres parmi les paysans pauvres, mais qui devait plus tard être écarté du pouvoir.

Il avait cependant conservé une forte influence dans le pays et c'est à lui que pensa Mathias Rakosi — le Staline hongrois — lorsqu'il décida après la mort de Staline d'abandonner la présidence du Conseil pour donner satisfaction à une opinion publique dont il craignait la réaction.

« L'expérience Nagy » fut vite connue dans les autres démocraties populaires. Partout en Europe orientale, un courant de sympathie se développa. En Pologne, par exemple, les fidèles de Gomulka — ancien secrétaire général du parti et exclu en 1951 comme déviationniste — s'enhardirent et présentèrent de plus en plus ouvertement leurs revendications. Le nouveau président du Conseil devenait rapidement le porte-drapeau de la résistance antistalinienne en Europe orientale.

Moscou cependant tendit l'oreille. Lorsque « l'expérience Malenkov » prit fin et que le maréchal Boulganine et Nikita Kroutchev prirent le pouvoir, d'innombrables articles de la presse soviétique soulignèrent que l'industrie lourde avait une priorité absolue et qu'il fallait redoubler de vigilance à l'égard des « impérialistes et de leurs agents ».

La chute du gouvernement Nagy était inévitable. Dès la fin de 1954, les conflits devinrent aigus à l'intérieur du parti hongrois. Les « rakosistes » n'eurent aucun mal à l'emporter. La thèse officielle fut qu'Imre Nagy était « un déviationniste de droite ».

Un cercle littéraire devient l'école de la démocratie

Après le départ d'Imre Nagy, la « restauration stalinienne » modifia de nouveau la planification économique. La priorité donnée à l'industrie lourde arrêta l'augmentation, déjà sensible, du niveau de vie et bientôt les travailleurs exprimèrent à nouveau leur mécontentement. La résistance aux « néo-staliniens » s'étendait de la direction jusqu'aux organisations locales.

La tension montait cependant parmi les cadres du parti et l'hostilité des militants à l'égard de Mathias Rakosi laissait prévoir une explosion politique.

Cette explosion — la première — vint des intellectuels et, paradoxalement, des plus staliniens d'entre eux. Le romancier Hay, dans un article historique, écrivit :

> *« L'écrivain, comme d'ailleurs tout le monde, doit être libre, sans aucune limitation : il doit pouvoir dire la vérité, critiquer n'importe qui et n'importe quoi, être triste ou être amoureux, sans se demander si l'ombre et la lumière sont équitablement distribuées dans son œuvre. Il doit pouvoir croire dans la toute-puissance de Dieu ou nier Dieu, douter de l'exactitude des statistiques du plan, penser d'une façon non marxiste ou au contraire se conformer à cette doctrine, même si son idée ne fait pas partie des vérités obligatoires et officielles. Il doit avoir le droit de trouver trop bas le niveau de vie de certaines gens même si l'augmentation de leur salaire n'est pas encore prévue, trouver injuste ce qui, officiellement, est encore considéré comme juste et disposer même du droit de ne pas aimer certains dirigeants. Il doit pouvoir décrire certains maux sans qu'il y ajoute aussitôt la recette pour les guérir et condamner la façon de vivre, de parler ou de travailler de certains dirigeants. »*

Après le XXe Congrès du P.C. soviétique, la lutte intérieure ayant pour but d'éliminer Rakosi s'enflamma.

Le champ de bataille fut le cercle Petöfi.

Le nom du poète Sàndor Petöfi est, en Hongrie, le symbole de la révolution de 1848-1849, écrasée par les Autrichiens et les Russes.

Le cercle Petöfi fut au début une petite assemblée où on venait discuter en petit comité certains problèmes littéraires ou techniques. Mais très vite le petit cercle se transformait en Etats généraux où pour la première fois depuis 1948 on pouvait librement parler, exprimer des idées neuves et critiquer les néo-staliniens hongrois.

Pendant mon séjour, j'ai assisté deux fois aux réunions de ce fameux cercle : une sorte de Hyde Park au bord du Danube. Les réunions étaient

A PARLER

Les obsèques des quatre « héros de la classe ouvrière »
300.000 *personnes étaient là.*

annoncées pour 18 h. 30, mais avant 18 heures la grande salle de la Faculté de l'Economie politique de l'Université était déjà archi-comble. L'auditoire est presque exclusivement composé de jeunes de vingt-cinq à trente-cinq ans. Beaucoup d'étudiants, beaucoup de jeunes dirigeants de la vie économique et culturelle du pays, journalistes, artistes, médecins, etc. Tout le monde muni de sandwiches et de boissons.

On arrose les jours de pluie pour se conformer au plan

La réunion commence exactement à 18 h. 30. Chaque auditeur peut prendre la parole. Il lui suffit d'écrire son nom sur un morceau de papier et le président lui passe le micro. C'est l'assistance qui décide s'il peut dépasser dix minutes.

En général, les discours ne sont pas préparés à l'avance et la salle approuve ou désapprouve — bruyamment — l'orateur. Les interventions sont souvent violentes et les orateurs ne ménagent ni les membres du gouvernement ni ceux du bureau politique.

Devant la pression de plus en plus forte, Rakosi multiplia les concessions. Le 27 mars 1956, il annonça la réhabilitation officielle de Làszlo Rajk. Le 18 avril, il fait, publiquement, son mea culpa et fait condamner le culte de la personnalité dans la presse.

Le 18 juillet, après un voyage éclair de Vorochilov et de Mikoyan, il démissionne.

Mais son successeur n'est pas Imre Nagy ; c'est un autre « stalinien », Ernö Gerö, principal responsable de la situation économique catastrophique de la Hongrie.

Les dirigeants soviétiques, estimant que Rakosi était « brûlé », l'ont purement et simplement remplacé par un homme à eux. Imre Nagy — candidat du pays — n'avait jamais fait son autocritique et les Russes ne pouvaient accepter son retour sans contrepartie, craignant les répercussions dans les autres pays d'Europe orientale.

Gerö, cependant, ne possède pas les mêmes pouvoirs que l'ancien dictateur, Mathias Rakosi. Il n'est que le président d'une large coalition, divisée en plusieurs tendances.

Au cours de mes conversations avec plusieurs dirigeants du parti, j'ai pu constater que Gerö et son entourage se montrent extrêmement conciliants envers Imre Nagy, dont le concours leur est indispensable et, je peux ajouter, urgent.

Certes, on n'envisage pas le rétablissement des anciens partis politiques, qui d'ailleurs n'ont jamais été officiellement interdits (le parti national-paysan, ainsi que le parti des petits propriétaires ont toujours un bureau à Budapest). Mais comme vient de l'écrire dans son numéro de septembre la revue théorique du parti « Tàrsadalmi Szemle » : « Nous ne désirons pas mener une sorte de politique de coalition — car le parti restera le seul dirigeant du pays — mais le parti va demander de plus en plus le concours de ses alliés ».

Déjà, des conversations sont en cours avec les dirigeants des partis non communistes récemment libérés. J'ai longuement parlé avec Paul Jusztus, condamné à vie dans l'affaire Rajk et qui eut la chance de ne pas être, samedi dernier, ramené en grande pompe au cimetière central de Budapest comme ses malheureux coaccusés.

Paul Jusztus a vécu six ans en prison, enfermé dans une cellule de 3×3 mètres, ne pouvant ni écrire, ni lire, ni adresser la parole à qui que ce soit. Mais il a survécu et après avoir *rappris à parler*, il m'a expliqué son opinion sur la situation actuelle, opinion qui est celle de beaucoup de socialistes réhabilités.

« Je suis partisan de l'unité de la classe ouvrière, mais cette unité a reçu, après 1948, des atteintes qui ne sont pas guéries. La résolution du parti de juillet 1956 est cependant encourageante. Mais il faut admettre qu'on peut atteindre le socialisme par des routes différentes. »

On comprend facilement cette méfiance à l'égard d'un régime où la direction est au moins partiellement entre les mains des staliniens d'hier, même si ceux-ci ont adopté une attitude différente.

Une partie des réhabilités socialistes, ainsi que des dirigeants et des membres d'autres partis démocratiques, ont cependant déjà accepté de faire partie du Front populaire. Mais dans quelle mesure le Front populaire pourra-t-il contrebalancer le parti communiste ?

En fait, bien qu'on continue à nier que le Front populaire patriotique soit un second parti politique, il est appelé à devenir *plus ou moins* indépendant du parti communiste, un *allié* du parti, et non pas son *subordonné*.

Il est possible que je sois trop optimiste, mais je rentre convaincu que la démocratisation est irrésistible et que ni Rakosi, ni un autre, ni les Russes ne pourront renverser la situation sans risquer une insurrection dépassant largement les événements de Poznan.

Un retour au « néo-stalinisme » est surtout improbable à cause de la jeunesse qui discute ouvertement et audacieusement tous les problèmes du pays aux Etats généraux de la Hongrie, je veux dire au cercle Petöfi.

C'est au cours d'une de ces réunions du cercle Petöfi que des informations précises m'ont été données par les orateurs sur les graves difficultés que traverse l'économie hongroise. Par exemple, le prix de revient du charbon hongrois est deux fois supérieur au prix mondial, mais par faute de devises la Hongrie ne peut pas importer en quantité suffisante du charbon des pays occidentaux. Les réserves de pétrole diminuent et malgré des efforts surhumains, la production est en baisse. En ce qui concerne l'industrie légère et l'alimentation générale, la « pagaïe » est à peu près totale dans la distribution ; on trouve des œufs en abondance dans un quartier et cinq cents mètres plus loin les ménagères font queue pour en obtenir. C'est le résultat d'une absurde surcentralisation de la vie économique.

C'est seulement maintenant, dans le climat libre de la rue et du cercle Petöfi, que les « secrets » tragi-comiques de la planification stalinienne sont, l'un après l'autre, dévoilés. Entre 1949 et 1953, lorsque l'entreprise chargée du nettoyage de la ville n'avait pas dépensé la quantité d'eau prévue par le plan, elle envoyait les arroseuses parcourir, même sous la pluie, les rues de Budapest afin d'accomplir coûte que coûte le plan et n'être pas accusée de saboter les prévisions mensuelles.

Si Imre Nagy revient au pouvoir, le plan qu'il veut appliquer est clair : il souhaite l'établissement rapide d'un « Commonwealth socialiste » en Europe orientale, dans le cadre duquel les Etats pourraient s'organiser entre eux, voire se fédérer, en adoptant, pour chaque pays, la forme de gouvernement et d'organisation économique répondant le mieux aux besoins de ce pays et aux désirs de son peuple.

Bien entendu, certaines forces à l'intérieur de la Hongrie freinent la libéralisation. Comme l'écrit Albert Camus dans « L'Eté » : « Tout ce qui est périssable désire durer » ; les staliniens hongrois — grands ou petits — sabotent la libéralisation au même titre que les survivants du régime réactionnaire d'avant guerre qui, eux, rêvent d'une impossible « libération » qui rétablisse leurs privilèges.

Les douze jours que j'ai passé en Hongrie m'ont convaincu que cette conjonction des forces staliniennes et des forces réactionnaires ne forme plus qu'une minorité du peuple hongrois et qu'elles étaient condamnées à disparaître ou à s'intégrer peu ou prou dans cette nouvelle démocratie qui se construit au cours des réunions bruyantes et fiévreuses du cercle Petöfi. T. J.

Mathias Rakosi

Un écrivain revendique le droit de ne pas aimer certains dirigeants

Imre Nagy

PSYCHOLOGIE DU CONTRIBUABLE

Pour le Français moyen, le 15 octobre est un mauvais jour. Locataire, il doit acquitter son terme ; contribuable, il doit payer ses impôts. C'est, en effet, la date fixée à la plupart des « redevables » pour le paiement de l'impôt sur le revenu, lourdement majoré cette année.

La complexité et le poids du système fiscal, un sentiment d'injustice profonde qui le rend psychologiquement insupportable forment le fond des protestations véhémentes des contribuables français. Ces protestations sont-elles justifiées ? Où se trouve l'équilibre entre la sauvegarde du développement économique et les besoins de la collectivité, entre les possibilités de chaque contribuable et la satisfaction des aspirations sociales de la nation ?

C'est à ces questions que répond, dans une analyse impitoyable mais humaine à la fois, un livre paru cette semaine, le « TRAITÉ DE POLITIQUE FISCALE » de Maurice Lauré (1) que Pierre Mendès France signalait tout récemment aux lecteurs de L'Express.

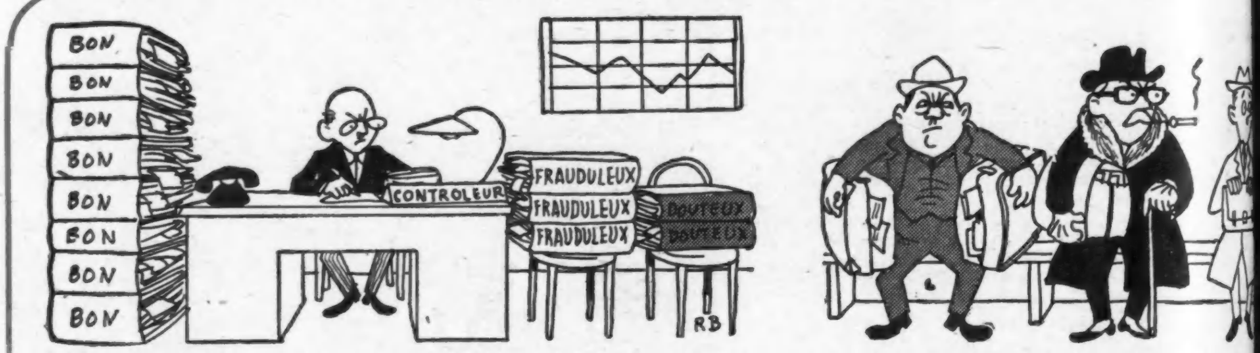
M. Lauré, qui est déjà l'auteur d'un brillant essai (« Révolution, dernière chance de la France » - 1954), possède une incomparable expérience de l'impôt et du contribuable. Polytechnicien et inspecteur des Finances, il était directeur général adjoint des Impôts et se consacrait particulièrement à la poursuite de la fraude ainsi qu'à l'étude des améliorations qui pouvaient être apportées à notre système fiscal. Mais un jour de 1955, le gouvernement Faure, mis en demeure de choisir entre ce grand commis, intègre et compétent, et l'agitateur fiscal Poujade, décida, sans un instant d'hésitation, de sacrifier le grand commis.

L'Express *présente ici une synthèse de toute la partie de l'ouvrage de Maurice Lauré qui est consacrée à l'étude clinique des réactions du contribuable français devant l'impôt.*

(1) Presses Universitaires de France. 425 pages. 1.400 francs.

Qui fraude le fisc ?

Les fraudeurs sont moins nombreux qu'on le croit, mais ils sont protégés par l'individualisme foncier du citoyen français.



PARLER d'incivisme, c'est déjà parler de fraude. Pour Dupont, la fraude (des autres) est la cause du taux élevé des impôts. Les chiffres les plus fantaisistes sont répétés et imprimés. On a évalué la fraude à 1.000 milliards pendant plusieurs années, mais on confondait le chiffre de la fraude possible avec une évaluation hasardeuse du montant des revenus non déclarés. En fait, sur un total de recettes atteignant 3.300 milliards, 2.300 milliards sont très peu fraudés, 400 milliards sont modérément fraudés, 600 milliards sont fraudés d'une façon sensible.

La fraude est très différente d'une catégorie sociale à l'autre. Cela ne signifie pas qu'il y ait des catégories sociales plus civiques que d'autres, car, dans toutes, les hommes sont les mêmes, et sont imprégnés de la même mentalité nationale : celle-ci est ainsi faite qu'on ne pourra jamais attendre du Français, qui naît latin et frondeur, le même genre de civisme fiscal que celui de l'Américain ou du Nordique, qui sont gens moins sceptiques et plus stables.

Cela signifie seulement que les possibilités de fraude sont variables en fonction de la profession ou du rang social, aussi bien par leur importance que par leur forme.

LA fraude est moindre dans les professions dépendantes que dans les professions indépendantes. En effet, les personnes qui exercent une profession dépendante savent que les renseignements nécessaires au contrôle de leurs déclarations peuvent être trouvés par le fisc chez les personnes dont elles dépendent. Ainsi la fraude est très faible chez les salariés tandis qu'elle atteint des proportions importantes dans les professions industrielles, commerciales et libérales.

La fraude est moindre dans l'industrie que dans le commerce. Cela tient à ce que les opérations de fabrication requièrent, dans l'intérêt

Les vraies réformes

Une solide formation civique, des méthodes fiscales entièrement nouvelles et une réorganisation administrative sont urgentes et nécessaires.

COMME le jiu-jitsu, la formation morale est un combat où l'on utilise les propres forces de l'adversaire pour le vaincre : il faut donc utiliser les tendances les plus fortes de la mentalité nationale pour vaincre les penchants à la fraude qui doivent être combattus.

L'absence effective de formation civique en matière fiscale, dans l'enseignement, laisse dès le plus jeune âge le champ libre à nos instincts frondeurs. Qui plus est, l'enseignement de l'histoire les développe encore. Les manuels s'étendent complaisamment sur le gaspillage des deniers publics pour le plaisir des monarques, ils insistent sur les exactions des fermiers généraux, et ils mettent en relief la part que l'exaspération contre la fiscalité a eue dans la fureur avec laquelle le peuple a balayé des institutions décriées.

La forme de cet enseignement nous pousse à réagir, contre les maux que nous subissons à l'époque contemporaine, non pas en citoyens qui réforment leurs institutions, mais en sujets qui se révoltent. La proposition que fait le « Mouvement de Saint-Céré » de recourir à la convocation « d'Etats Généraux » en témoigne : c'est un appel à la mystique qui nous est enseignée dès l'enfance.

LA formation civique, en matière fiscale, consisterait tout d'abord à ramener à leur véritable importance et à replacer dans leur contexte les mouvements populaires qui ont éclaté dans le passé contre la fiscalité. La monarchie de droit divin est en effet révolue en France, et le problème n'est plus d'en répandre le dégoût pour défendre nos institutions républicaines.

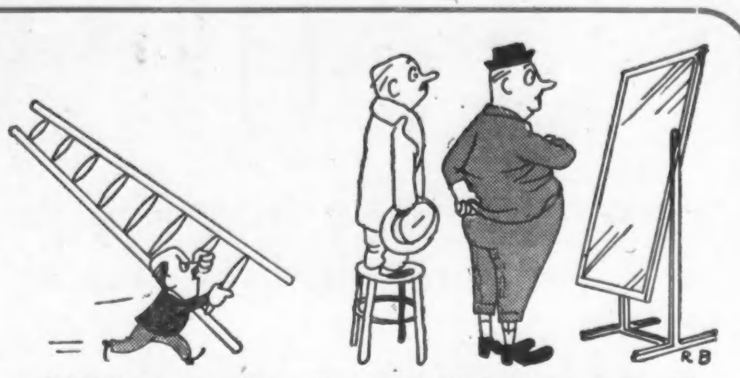
Il faudrait aussi, en narrant aux enfants des exemples convenablement choisis, faire en sorte que le fraudeur cesse de passer pour un « débrouillard » que l'on admire, et

L'IMPOT clair et simple ? J'en suis partisan. Mais au fond de vos critiques, chers contribuables, je vois le désir très naturel de payer moins d'impôts. Savez-vous que cette complexité contre laquelle vous vous élevez avec tant de véhémence, c'est vous qui la créez ?

Toute réforme d'un impôt comporte la substitution d'un principe fiscal nouveau à celui qui existait auparavant. Certains contribuables devraient payer davantage, et d'autres moins. Ceux qui devraient payer moins n'ont garde de piper mot. Mais ceux qui devraient payer davantage protestent vigoureusement, au nom des droits acquis, et leur protestation est entendue.

De son côté, l'Etat ne peut accepter de voir amputer ses recettes. La seule solution consiste alors à adopter pour l'impôt « réformé » des modalités telles que la répartition des charges fiscales soit sensiblement la même qu'avant la réforme.

Or, pour parvenir à reproduire, tout en respectant un principe nouveau, des impositions très voisines de celles qui existaient auparavant, avec un autre principe d'imposition, il faut adopter des modalités très compliquées. Toute réforme fiscale devient ainsi, dans les circonstances actuelles, une source de complexité.



CHACUN est persuadé que les privilèges fiscaux dont il jouit sont légitimes, et qu'aucun contribuable ne peut l'envier. Au contraire, chacun envie le régime fiscal de son voisin et le juge beaucoup plus favorable que le sien.

L'égalité n'est donc pas, pour le contribuable, l'abandon de ses privilèges ou leur extension aux autres contribuables, mais l'acquisition des privilèges qu'il n'a pas encore.

La notion d'égalité est à sens unique. Lorsque la grande masse des contribuables réclament une réforme fiscale qui fasse « l'égalité devant l'impôt », ils demandent tous, en fait, à payer moins. Leur unanimité signifie simplement qu'ils veulent tous transférer leur charge sur les épaules de leurs voisins.

Quand un groupe de citoyens obtient gain de cause, la mesure prise aboutit à accroître encore l'inégalité. En effet, obtenir de participer à un privilège, c'est bien réaliser l'égalité entre soi et les précédents bénéficiaires du privilège, mais c'est accroître l'étendue de l'inégalité par rapport à la masse des citoyens taxés. En définitive, il est à craindre qu'aussi longtemps que le goût des privilèges prédominera en France, toute réforme fiscale nous amènera des ennuis supplémentaires.

SI la fraude n'est pas exaltée, en France, elle n'est pas non plus condamnée. L'attitude des Français à l'égard de la fiscalité est foncièrement individualiste : chacun d'eux et même la plupart d'entre eux lorsqu'ils sont groupés, ont le sentiment de lutter non pas contre eux-mêmes à travers la collectivité, mais contre un tiers, qui les asservit et leur octroie trop chichement ses bienfaits : l'Etat.

Le manque d'esprit communautaire, qui entrave le développement de la productivité en France, diminue également le rendement du système fiscal.

Les Français, lorsqu'ils ne parlent pas des « fraudeurs » dans l'abstrait, éprouvent de l'indulgence pour la fraude de leurs concitoyens. C'est ainsi qu'ils s'avertissent les uns les autres des recherches accomplies par les agents du fisc, certains allant jusqu'à préciser qu'ils transmettent le renseignement « par solidarité de contribuables ». Singulière solidarité que celle organisée contre le plus solidaire des liens : la nation.

L'Etat, lui-même, spécule sur le penchant à la fraude lorsqu'il base la publicité de certaines de ses émissions de valeurs sur l'anonymat et qu'il énumère complaisamment les mesures prises pour le garantir.

DUPONT qui critique la fraude est pourtant braqué contre le contrôle parce qu'il y voit un procédé d'inquisition lui rappelant l'ancien régime.

Aucune solution ne pourra être trouvée tant que les contribuables demeureront, par rapport à l'impôt, dans l'état d'allergie où les ont placés les tribulations subies par notre système fiscal au cours de deux guerres et d'une dépréciation monétaire de coefficient 200, pendant que la pression fiscale doublait et qu'une reconversion complète était faite des impôts analytiques vers les impôts synthétiques.

Ces changements ont été trop rapides pour être assimilés par les contribuables comme par les fonctionnaires eux-mêmes. Ce n'est donc pas tellement de systèmes nouveaux que notre pays a besoin actuellement — il n'en a eu que trop — mais de moyens de compréhension entre l'Etat et les « assujettis ».

Par exemple, le système d'impôt sur l'énergie est bien discutable. Il risquerait fort de pénaliser les industries très mécanisées, utilisant plus d'énergie que les autres, de frapper la machine-outil, mais non la brouette. Ce n'est là qu'un de ses moindres défauts. Disons que c'est un projet facile.

PAR une curieuse méprise psychologique, l'Etat s'arroge des facilités ou des droits dont l'équivalent est refusé au contribuable. Par exemple :

- Un contribuable ne peut pas, avant d'entreprendre quelque acte que ce soit, exiger de l'administration compétente des indications qui lient l'Etat sur les impôts dont cet acte le rendra redevable. Il n'est même pas toujours possible au contribuable, ou il lui est difficile, d'obtenir des renseignements sans garantie de l'Etat.
- Le contribuable qui doit un impôt et qui ne le paie pas immédiatement supporte des pénalités ou des intérêts de retard importants. L'Etat, lui, ne verse aucun intérêt lorsqu'il tarde à octroyer un dégrèvement. Le fair-play exigerait (c'est ce qui existe aux U.S.A.) que le retard de paiement, tant du contribuable que de l'Etat, soit frappé d'un intérêt moratoire de taux unique.
- La lenteur de la justice équivaut à son déni. Bien souvent, les contribuables donnent leur acceptation à des rehaussements, dont ils n'admettent pas le bien-fondé dans leur for intérieur, parce qu'ils craignent la longueur de la procédure dans laquelle il faudrait qu'ils s'engagent.

L'ADMINISTRATION doit aider le contribuable à faire son travail au lieu de le laisser « se débrouiller tout seul », puis de se saisir de sa déclaration et la critiquer de toutes les manières possibles. Aux Etats-Unis, on fait presque tout faire au contribuable : il calcule son impôt et il le verse même de son propre chef. L'administration, qui n'a plus rien à faire en matière de contrôle, emploie le temps ainsi libéré à aider le contribuable, à le guider dans son travail de déclaration, si bien qu'elle n'a plus autant besoin ensuite de le critiquer.

Pour libérer les contrôleurs du travail mécanique de contrôle, et en faire les conseillers des contribuables, il faudrait créer, pour accomplir le travail matériel qui demeurerait, deux ou trois grandes « usines » administratives où un personnel peu qualifié suffirait pour l'enregistrement et le classement.

Quand on aura fait cela, on n'aura pas tout fait, et de loin pas, mais on aura avancé dans le sens de la communauté. En payant ses impôts — il en paiera toujours — le contribuable français aura moins l'impression d'être traqué par le fisc et un peu plus celle de contribuer à la bonne marche de son pays.

TOUT COMMENCE

Un pays moderne ne peut plus se contenter d'une à une main-d'œuvre nombreuse • Il faut apprendre

M. René Billères

M. René Billères, ministre de l'Education Nationale, vient de faire avec précision et loyauté le point, ville par ville, de la situation scolaire en cette rentrée 1956. « Elle n'est pas, a-t-il dit, un désastre, mais elle est loin d'être entièrement satisfaisante. »

Les difficultés à résoudre sont immenses, tant en ce qui concerne les locaux que le recrutement du personnel enseignant. Elles ne disparaîtront pas automatiquement parce que la réforme proposée par le ministre sera votée par le Parlement. Mais elles iront en s'aggravant et compromettront dangereusement l'avenir de la France si les mesures nécessaires sont encore une fois écartées.

La dernière loi générale sur l'organisation de l'enseignement remonte au 15 mars 1850 ! Depuis, bien des dispositions législatives fécondes sont intervenues mais sans que le plan primitif soit remanié. Seule la réforme autorisera aux yeux de l'opinion et aux yeux de l'Université, si on la fait enfin entrer dans les faits, la reconversion qui doit être la tâche immédiate de l'enseignement. C'est à l'école que tout commence. C'est à la fois l'avenir de chaque individu et l'avenir collectif que met en jeu le problème de l'enseignement. Le rapport que nous publions ici constitue l'essentiel du texte introductif au projet de loi-cadre présenté par M. René Billères aux différents conseils de l'Enseignement.

LE présent projet demeure fidèle à la pensée qui, depuis bientôt trente ans, a guidé les chefs les plus éminents de notre Université et les plus grands citoyens de notre pays. Il est soucieux d'assurer *l'expansion* de l'enseignement qu'appellent les conditions nouvelles de notre civilisation ; de *démocratiser* l'enseignement en ouvrant largement à tous les enfants, quelle que soit leur situation sociale, les mêmes possibilités de formation et d'avenir ; de rendre plus cohérent l'édifice universitaire et, en même temps, de *l'adapter* aux exigences de l'économie contemporaine et aux progrès de la psychologie et de la pédagogie.

Sans entrer dans le détail des réalisations dont la mise en place, prudente et progressive, ne peut incomber qu'au gouvernement, il s'efforce, pour chacun de ces points, de fixer brièvement et clairement les cadres dans lesquels s'exercera l'action gouvernementale et de déterminer les moyens de cette action.

Expansion : un mouvement irréversible

Le fait fondamental qui commande toute politique de réforme scolaire est celui de l'expansion *spontanée* de l'enseignement à laquelle nous assistons, expansion rendue à la fois *nécessaire* et *possible* par le progrès scientifique et technique qui, sous nos yeux, transforme le monde où nous vivons.

Les faits

On sait que l'accroissement actuel de nos effectifs scolaires tient à deux causes : la natalité accrue qui a porté de 600.000 à 800.000 enfants l'effectif d'une génération annuelle et l'augmentation de la proportion des enfants qui poursuivent leurs études au-delà de la scolarité obligatoire. Le chiffre n'en était guère que de 2 à 3 % avant 1914 ; il atteignait 7,5 % avant la guerre ; il dépasse 25 % cette année et serait beaucoup plus élevé sans doute si les établissements scolaires et, en particulier, les établissements d'enseignement technique étaient en mesure d'accueillir tous les enfants qui frappent à leur porte. Le même phénomène est constaté dans tous les pays étrangers ayant atteint un degré de civilisation comparable au nôtre.

Si forte soit-elle, cette montée spontanée des effectifs est encore trop faible pour répondre aux besoins de l'économie. Les autorités les plus qualifiées ont jeté un cri d'alarme en montrant l'insuffisance du nombre de nos ingénieurs et de nos techniciens. Il faudrait, dès à présent, deux fois plus des premiers, trois fois plus des seconds. Nous manquons de professeurs, d'instituteurs. Nous n'avons pas trop de médecins ni d'architectes. Les carrières littéraires, juridiques et administratives, elles-mêmes, que l'on dit sans avenir, ne le sont que faute d'une formation mieux adaptée aux besoins des professions et d'une meilleure information sur les débouchés. Les cadres moyens et supérieurs de l'industrie, du commerce, de l'agriculture, de la vie sociale sont loin d'être pourvus par un personnel de qualification suffisante.

C'est que, comme le soulignait récemment le Conseil Economique, *« une ère de progrès technique appelle un progrès culturel dans tous les domaines et pour les hommes de toute catégorie sociale ».*

Il n'y a guère plus d'un siècle, 80 % des Français étaient employés dans l'agriculture, 10 % dans l'industrie. Aujourd'hui, les chiffres sont de 30 % dans l'agriculture, 35 % dans l'industrie et 35 % dans les autres activités. Dans la mesure où l'on peut prévoir l'évolution prochaine des nations européennes — par l'exemple notamment des Etats-Unis — on peut admettre que, dans un petit nombre d'années, plus de 20 % de la population d'un pays évolué se consacrera aux activités agricoles, un pourcentage à peu près équivalent aux activités industrielles. Le reste, c'est-à-dire plus de la moitié de la population, fera partie du secteur que les économistes appellent « tertiaire » et qui englobe les commerçants et les fonctionnaires, les professions libérales et la presse, les assistantes sociales ou les infirmières, bref toutes les activités d'administration, de distribution et de relation sociale.

Scolarité prolongée

Ainsi, sous nos yeux, un mouvement irréversible conduit un nombre de plus en plus grand de travailleurs, qui n'avaient autrefois besoin que d'une instruction élémentaire, vers des emplois ou des fonctions qui exigent des connaissances plus étendues et par conséquent une scolarité plus longue. En particulier, ce n'est pas une mode provisoire ni un entraînement sans raison qui conduisent un nombre important de jeunes ruraux vers des métiers urbains. L'évolution économique les pousse, à mesure que le nombre des emplois agricoles se restreint sous l'effet du progrès mécanique, à s'engager vers les activités nouvelles que ce même progrès fait naître.

De surcroît, dans le domaine agricole et bien plus encore dans le domaine industriel, la mécanisation — bientôt « l'automatisation » — exige une proportion beaucoup plus grande qu'autrefois de spécialistes hautement qualifiés. Pour ne citer qu'un chiffre, les techniciens et les ingénieurs ne formaient que 3 % du personnel d'une houillère, alors qu'ils forment 40 % du personnel d'un centre d'énergie atomique. Sans doute, ce sont là deux chiffres extrêmes, mais qui montrent de façon saisissante à quelles préoccupations doit obéir la réorganisation de notre enseignement (...)

Ces diverses considérations conduisent à proposer la prolongation de 14 à 16 ans du terme actuel de la scolarité obligatoire.

Pour permettre l'effort nécessaire de construction et de réorganisation que cette mesure suppose, la date d'application serait fixée de manière que les enfants achevant leur scolarité élémentaire dans l'année qui suivra la promulgation de la loi — c'est-à-dire atteignant alors, en moyenne, l'âge de 11 ans — soient astreints à la scolarité prolongée. Le gouvernement disposera ainsi d'un laps de temps de trois ans pour prendre les mesures d'application nécessaires.

Entre 14 et 16 ans, les études doivent comporter une part importante de formation professionnelle et pratique. Elles ne sauraient donc avoir le même caractère que celles qui conduisaient autrefois les enfants au certificat d'études primaires. C'est pourquoi il est prévu — en particulier en raison des nécessités propres à la vie rurale — que la scolarité de 14 à 16 ans pourra ne comporter qu'un horaire limité dans un établissement scolaire, à condition qu'il soit prolongé par une formation professionnelle dans une entreprise industrielle ou agricole, formation assujettie au contrôle des autorités scolaires.

Si, au-delà de 16 ans, la scolarité n'est pas obligatoire, l'augmentation des possibilités de scolarisation n'en sera pas moins un devoir de l'Etat. Tous les enfants qui le méritent doivent être encouragés à poursuivre leurs études au-delà de l'âge de 16 ans et notre équipement scolaire sera conçu de manière à les accueillir.

Démocratisation : une nécessité économique

La Constitution de la IV[e] République proclame, dans son préambule, que « la Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture » et que « l'organisation de l'enseignement public, gratuit et laïque à tous les degrés, est un devoir de l'Etat ».

Ce principe démocratique n'est que très imparfaitement appliqué dans la réalité. Non seulement la gratuité de l'enseignement n'est pas totale, puisqu'elle ne s'étend pas à l'enseignement supérieur, mais l'inégale répartition des établissements scolaires, l'insuffisance du régime des bourses et de l'aide aux étudiants, la diversité des conditions sociales, ne permettent pas à un grand nombre d'enfants, bien ou moyennement doués, de s'engager dans la voie des études longues, générales ou professionnelles.

En fait, c'est à l'âge de 11 ans que s'effectue la principale discrimination. Alors se décide l'avenir des enfants, selon qu'ils sont dirigés vers le lycée, le collège ou le cours complémentaire, ou que, faute pour les familles d'être suffisamment renseignées, conseillées ou aidées, ils demeurent dans les classes terminales de l'enseignement primaire. Tout notre système scolaire repose actuellement sur le concept de la sélection d'une élite peu nombreuse, appelée à remplir les fonctions supérieures, et cette sélection se fait dans de telles conditions qu'un nombre infime d'enfants issus des couches populaires accèdent aux grandes écoles ou à l'Université. On sait que 3 % seulement des étudiants inscrits dans les facultés sont des fils d'ouvriers et 4 % des fils de paysans. Ces chiffres suffisent à condamner l'organisation précédente.

Le souci de justice sociale s'accorde pleinement aujourd'hui avec les impératifs économiques. Un pays moderne — nous l'avons montré plus haut — ne peut plus se contenter d'une élite raréfiée qui commande à une main-d'œuvre nombreuse.

Les écoles moyennes et le cycle d'orientation

L'enseignement primaire et l'enseignement secondaire ont fonctionné longtemps comme deux systèmes scolaires entièrement distincts : le premier pour les classes populaires, le second pour les milieux aisés.

Avant la guerre, l'enseignement secondaire offrait à 6 ans ses classes élémentaires aux enfants voués dès le premier âge à de longues études. La suppression de ces classes par Jean Zay a détruit ce premier facteur d'inégalité. Transformées en classes primaires, elles sont actuellement en voie de disparition. Jusqu'à 11 ans, tous les élèves font désormais les mêmes études et il n'est pas, au moins en principe, de privilégiés scolaires parmi eux.

Mais, à partir de 11 ans, le parallélisme du primaire et du secondaire subsiste, à un âge où les aptitudes d'un enfant n'ont pu encore se dessiner avec assez de netteté pour qu'on soit en droit de l'engager, presque irrévocablement, vers tel ou tel type de formation. La condition première d'une œuvre de démocratisation de l'enseignement est donc de réunir, au moins jusqu'à 13 ans, dans une même école, les enfants qui sont aujourd'hui prématurément séparés. Mais, bien entendu, l'enseignement qu'ils y recevront ne doit plus être seulement celui qu'assuraient, jusqu'à aujourd'hui, les cours supérieurs de l'école primaire.

Le présent projet prévoit, dans ce but, l'institution d'*écoles moyennes*, communales dans les agglomérations importantes, intercommunales dans les régions à faible densité démographique. Ces écoles ne seront pas, comme on l'a craint bien à tort, une sorte de laboratoire où les enfants seraient livrés à on ne sait quelle série d'expériences, mais tout simplement des écoles où ils continueront à travailler et apprendre. Bien que répandues sur tout le territoire, elles offriront les mêmes variétés de matières que les actuelles écoles secondaires et, par conséquent, les mêmes possibilités de discrimination des aptitudes enfantines.

Au cours d'une première période d'observation, en principe d'une durée d'une année, tout l'enseignement sera commun à tous les élèves. Il comprendra l'étude du français et d'une langue vivante, enseignée d'un point de vue entièrement pratique. Il fera une large place aux sciences d'observation, aux activités constructives rattachées au calcul, à la mécanique et à la géométrie, aux travaux manuels, à l'initiation artistique, plastique et musicale, enfin à l'étude du milieu, conçue comme une méthode pour aborder concrètement l'étude des diverses disciplines, et en particulier de l'histoire, de la géographie et des sciences naturelles.

A l'issue de cette période, des matières à option s'offriront au choix des élèves et notamment l'étude du latin et de l'antiquité, l'initiation aux mathématiques et aux sciences théoriques, l'étude des mécanismes élémentaires, des travaux se rapportant à la vie pratique. Ces matières seront en-

A L'ECOLE

élite raréfiée qui commande aux enfants à apprendre.

seignées dans tous les établissements. A la demande des familles, les maîtres et les autorités scolaires pourront instituer d'autres matières à option afin d'adapter l'enseignement aux besoins locaux.

Les conseils d'orientation et les examens

Un conseil d'orientation, où siégeront des maîtres des différents ordres d'enseignement, des représentants des parents d'élèves, des médecins et des psychologues, aura mission, dès la fin de la scolarité élémentaire, pendant la scolarité moyenne et au-delà, d'observer le comportement des enfants. Un dossier scolaire comportant toutes les indications nécessaires sera constitué pour chacun d'eux. Les familles, informées de surcroît par les soins du Bureau universitaire de statistique et les services d'orientation scolaire et professionnelle, dont l'organisation sera coordonnée et développée, pourront ainsi décider, en pleine connaissance de cause, de la carrière scolaire vers laquelle elles orienteront leur enfant.

Il n'est pas du domaine de la loi de statuer sur le régime des examens et le présent projet renvoie à des décrets d'application le soin d'en déterminer la nature et le nombre. L'expérience seule permettra de décider s'il faut, à l'issue des écoles moyennes, instituer ou non des examens de passage et d'orientation. Deux points cependant semblent, dès à présent, devoir être fixés au moins dans le principe :

1° Aucun examen ni d'entrée ni de passage ne doit avoir lieu jusqu'à l'âge de 13 ans au moins ;

2° Si un examen est institué à la sortie de l'école moyenne, il ne doit être conçu que comme un correctif au dossier scolaire, celui-ci conservant sa valeur prédominante.

Au surplus, la nécessité, déjà soulignée, de renoncer à une conception trop étroite de la sélection scolaire conduit à rejeter radicalement les aspects négatifs du système actuel des examens. Ils ne doivent plus seulement permettre la sélection des bons et l'élimination des mauvais, mais la répartition d'enfants, aux possibilités et tempéraments divers, entre tous les types d'enseignement et toutes les formes de carrières qui s'ouvrent devant eux, sans qu'aucun de ces enfants soit ignoré ou rejeté.

Bourses et allocations d'études

Il ne servirait à rien d'indiquer aux familles de situation modeste les possibilités de développement qui s'offrent à leurs enfants si ceux-ci, faute de ressources suffisantes, étaient hors d'état de s'engager dans la voie qui leur est conseillée.

Les écoles communales et intercommunales donnant l'enseignement moyen correspondant à la période d'orientation seront multipliées sur tout le territoire. Néanmoins, diverses mesures se révéleront nécessaires pour assurer leur fréquentation aussi largement que l'est actuellement celle des écoles primaires communales.

Les moyens de communication sont aujourd'hui suffisamment répandus pour qu'un grand nombre de ces écoles se trouvent pratiquement à portée des enfants. Ils pourront s'y rendre par leurs propres moyens ou grâce à des transports publics. A défaut, on organisera systématiquement le ramassage gratuit des élèves.

La généralisation et la gratuité des cantines scolaires faciliteront cette organisation.

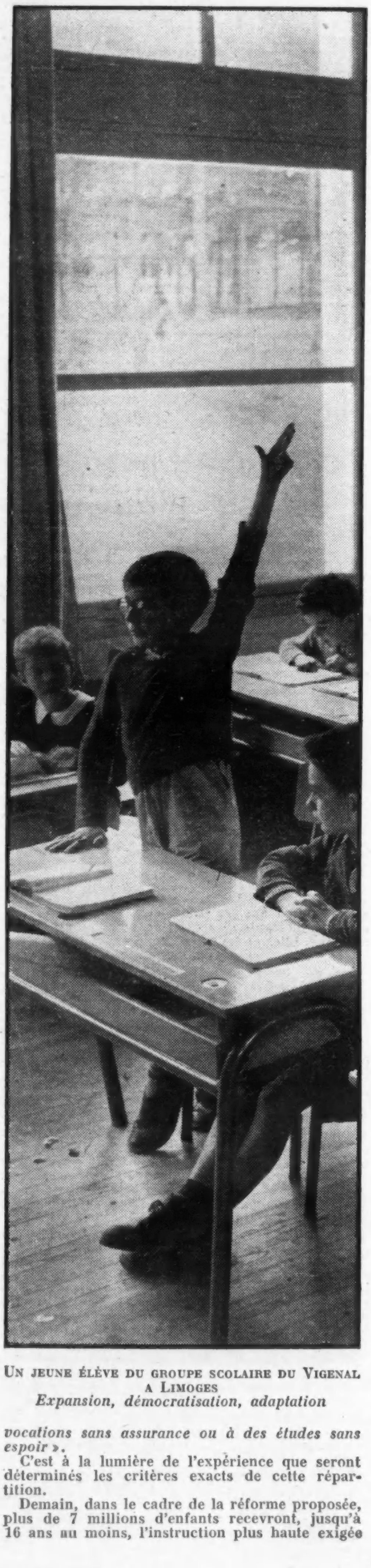
La gratuité des fournitures scolaires, déjà communément pratiquée dans les écoles primaires, devra d'autant plus être étendue aux écoles moyennes que la nature même de l'enseignement exigera un matériel scolaire individuel plus coûteux.

Au-delà de l'école moyenne, le régime des bourses sera modifié de manière qu'aucun enfant ne puisse être arrêté dans ses études par des ressources insuffisantes. Des allocations d'études seront accordées aux élèves lorsque leur maintien à l'école est cause d'un manque à gagner pour la famille.

Ces allocations seront, en particulier, allouées aux étudiants des universités et des grandes écoles professionnelles supérieures, auxquelles s'étendra, d'autre part, la gratuité complète des études actuellement limitée aux enseignements antérieurs.

Adaptation : une chance pour tous

La loi ne saurait fixer dans le détail le régime des allocations. Il est clair cependant qu'elles ne sauraient être accordées à tout étudiant quelle que soit la voie où il s'engage. Comme l'a souligné judicieusement le projet déposé par le précédent gouvernement, *« ce serait commettre, à l'égard de la jeunesse universitaire, comme à l'égard de la Nation, une faute impardonnable que de donner l'encouragement matériel et moral de l'Etat à des vocations sans assurance ou à des études sans espoir ».*



UN JEUNE ÉLÈVE DU GROUPE SCOLAIRE DU VIGENAL A LIMOGES
Expansion, démocratisation, adaptation

C'est à la lumière de l'expérience que seront déterminés les critères exacts de cette répartition.

Demain, dans le cadre de la réforme proposée, plus de 7 millions d'enfants recevront, jusqu'à 16 ans au moins, l'instruction plus haute exigée par la civilisation moderne. Il est clair que si cette multitude d'élèves devaient se répartir au hasard entre les ordres d'enseignement actuels, l'équilibre social et économique de notre pays serait pour l'avenir dangereusement compromis.

La réforme des structures, des programes et des méthodes n'est donc plus seulement commandée par des raisons, déjà fort valables, d'efficacité administrative ou pédagogique. L'accession des masses populaires à des formes et à des niveaux d'enseignement autrefois réservés à une minorité de dirigeants rend impérieusement nécessaire une adaptation des institutions scolaires aux tâches immensément étendues qui désormais leur incombent.

...à la variété des aptitudes intellectuelles

L'enseignement français, et tout particulièrement l'enseignement secondaire, est l'héritier d'une antique tradition qui a pris naissance avec les écoles de Rhétorique du monde romain, s'est affirmée à travers les universités du moyen âge, transformée avec les collèges de la Renaissance, qu'ont recueillie les lycées de l'Empire, où l'on étudiait principalement *« du latin et des mathématiques »*, et qui inspire encore, de la classe de sixième à l'école Polytechnique, l'essentiel de notre pédagogie.

Cette tradition a sa grandeur et cette pédagogie ses vertus. Elle excelle à développer l'intelligence que l'on peut qualifier de spéculative ou discursive, qui conçoit avec des mots et se meut à l'aise dans les idées générales et les raisonnements déductifs, dans les dissertations ou les problèmes. Mais elle n'accorde peut-être pas toute sa valeur à d'autres formes d'intelligence, qui ne peuvent être tenues pour inférieures, telles l'intelligence artistique qui conçoit avec des images, visuelles, sonores ou tactiles, l'intelligence pratique du commerçant, et cette intelligence de la matière qui fait l'artisan habile et n'est pas moins nécessaire à l'expérimentateur et à l'inventeur, celle par exemple de l'ouvrier Gramme qui créa la dynamo et dota le monde de l'énergie électro-magnétique.

C'est essentiellement sur des exercices scolaires et sur des examens qui mettent à l'épreuve l'intelligence spéculative, les facultés d'expression verbale et les aptitudes au raisonnement théorique, que se fait aujourd'hui la discrimination entre les *« bons »* et les *« mauvais »* élèves. Mais la vie se charge ensuite de les départager plus équitablement et rectifie souvent les classements scolaires.

L'enseignement de demain, qui aura mission de conduire jusqu'à l'adolescence la totalité des enfants, tout en laissant sa large place au développement de l'intelligence spéculative, ne devra pas nourrir un moindre souci de reconnaître et de promouvoir les autres facultés de l'esprit et les autres valeurs humaines.

C'est pourquoi le présent projet de loi donne pour but à l'enseignement élémentaire de « développer les qualités physiques et morales, la sensibilité, l'esprit d'observation, le sens civique et social », en même temps qu'il fait acquérir « les mécanismes élémentaires de l'expression et du raisonnement », sous leurs formes abstraites : langage, écriture, calcul, mais aussi sous leurs formes concrètes : dessin et chant.

Au niveau de l'enseignement moyen, il prévoit que *« l'horaire des matières communes, la nature et le nombre des matières à option, le choix des méthodes employées s'adapteront aux diverses formes de l'intelligence, afin de déceler et de développer aussi bien les aptitudes pratiques et les facultés d'observation que les aptitudes aux études théoriques et les facultés d'expression. »*

Ainsi se dégageront deux groupes principaux de vocations scolaires : celui des enfants chez qui domine l'intelligence théorique, à qui conviennent les études littéraires ou scientifiques, du type traditionnel, qui conduisent principalement vers des activités libérales, administratives et sociales, et celui des élèves plus sensibles à l'utilité immédiate, en qui dominent les facultés pratiques, à qui convient mieux une pédagogie sans cesse appuyée sur l'expérience et l'application et orientée vers l'acquisition des techniques.

Pour l'un comme pour l'autre groupe, l'enseignement visera à ne pas distribuer des connaissances encyclopédiques, mais à exercer l'esprit, et avec lui le corps et le caractère. Il *apprendra aux enfants à apprendre* et à juger, à s'exprimer clairement et communiquer valablement leur pensée. Il leur donnera le goût de la recherche, leur montrera où trouver et comment consulter une documentation. Il leur rendra sensible la relativité du savoir, en faisant comprendre quelle est, à côté de nos connaissances, l'immensité de notre ignorance. La suppression de certains examens, la réforme des autres auront pour effet de réduire, sinon de supprimer, ce qui peut encore subsister de purement verbal dans nombre de nos disciplines.

Par là même, nous éviterons le surmenage auquel conduisent actuellement des programmes trop chargés et une pédagogie qui, sacrifiant trop au détail, demande trop à la mémoire. Un meilleur aménagement de la journée scolaire, la suppression des devoirs à la maison pendant toute la durée de l'école élémentaire et moyenne, leur remplacement par des travaux effectués en classe sous la direction des maîtres, l'emploi généralisé de méthodes actives qui provoquent l'effort consenti de l'élève, l'utilisation des moyens audio-visuels, dont l'efficacité pédagogique n'est plus à démontrer, autant de mesures qui contribueront à équilibrer les tâches scolaires et les loisirs, nécessaires aux enfants comme aux adultes.

L'éducation physique et les activités de plein

→

L'HORIZON QUOTIDIEN S'EST ÉLARGI

→

air devront trouver dans les programmes une place accrue. Le but est, en effet, de former des hommes complets et l'équilibre physique n'est pas séparable de l'harmonie intellectuelle et morale. Dans la civilisation mécanisée qui est désormais la nôtre, un nombre d'hommes de plus en plus grand est appelé à une vie sédentaire et à des activités qui n'exigent que peu de dépense physique. L'activité sportive doit se substituer à l'activité corporelle qui naissait autrefois des labeurs quotidiens et il est de première importance pour l'équilibre humain d'en créer, dès l'école, l'habitude et le goût.

...à la variété des besoins et des niveaux professionnels

Les mêmes principes guideront l'organisation pédagogique dans les enseignements plus différenciés qui s'ouvriront aux élèves à l'issue de la scolarité moyenne, c'est-à-dire après l'âge de 13 ans.

Mais ici, une fois l'orientation fixée — et sous réserve bien entendu des cas où elle devra être rectifiée — une autre préoccupation intervient qui doit se conjuguer avec le souci d'adapter l'enseignement aux aptitudes individuelles : c'est celle d'acheminer les enfants vers les carrières qui s'ouvriront à eux, et, par conséquent, de leur dispenser un enseignement adapté aux différents besoins et aux différents niveaux professionnels.

A ce stade, le développement des enseignements technique et agricole apparaît comme un des buts immédiats de la réforme. La réorganisation des études plus générales qui conduisent aux activités libérales, administratives et sociales et le développement des études scientifiques en sont les autres aspects.

1 *L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE,* enrichi dans son équipement, largement alimenté dans son recrutement par les options expérimentales et techniques des écoles moyennes, désormais égal en dignité aux enseignements traditionnels, aura mission d'assurer la formation nécessaire aux différents niveaux des professions de la production et de la distribution.

La formation proprement technique sera préparée par une formation pratique de base donnée, en même temps qu'un complément d'instruction générale, pendant les trois dernières années de la scolarité obligatoire, aux enfants qui n'iront pas au-delà de son terme. Cette formation, largement polyvalente, permettra, dans notre période de rapide transformation économique, des passages aisés d'une activité professionnelle à une autre. Pour les jeunes filles, elle comportera une partie importante d'initiation aux travaux ménagers et aux problèmes de la vie familiale.

La formation des ouvriers et employés qualifiés constitue un second niveau de l'enseignement technique. Cette formation devra tenir compte d'un aspect important, et peut-être décisif, de la situation économique. La mécanisation ne tend pas actuellement, contrairement à une opinion trop répandue, à accroître le nombre de ces emplois. Sauf pour certains métiers, et notamment les métiers du bâtiment, l'automatisme croissant des fabrications tend à exiger soit, à la base, des ouvriers spécialisés sans qualification initiale, soit, pour la mise au point des machines et l'organisation du travail, des ouvriers hautement qualifiés, des agents techniques et des techniciens, en nombre beaucoup plus élevé qu'autrefois, à qui doit être donnée une formation appropriée.

L'insuffisance numérique, et aussi qualitative, de ces personnels, est actuellement l'une des causes des difficultés qu'éprouve l'industrie française à s'adapter à la conjoncture mondiale. Dans cette voie, notre jeunesse trouvera, pendant de longues années encore, des débouchés sûrs et pleins d'intérêt.

A ce même niveau, se situe la formation des cadres moyens du commerce, qu'il n'est pas moins nécessaire de développer pour qu'il puisse accompagner l'industrie dans son ascension et s'adapter à des transactions, qui, de plus en plus, débordent un cadre national trop étroit pour s'élargir à toute la planète.

Enfin, la formation des techniciens supérieurs, des ingénieurs et des cadres de direction constitue le niveau le plus élevé de la formation professionnelle, niveau qui n'est atteint que dans le cadre de l'enseignement supérieur, et auquel conduiront également des études de haute culture technique et des études générales ouvertes aux élèves qui parcourent une scolarité de longue durée. Leur nature sera précisée plus loin.

L'enseignement — le projet a soin de le mentionner — sera organisé de manière à offrir à tous les élèves, au moyen d'études de perfectionnement, des possibilités de réorientation et de promotion à tous les niveaux. La formation initiale, en effet, ne doit en aucun cas être un obstacle qui interdise aux meilleurs le passage d'un niveau professionnel au niveau supérieur. La promotion ouvrière sera développée pour corriger les classements de départ. C'est pourquoi le projet précise aussi que des établissements publics d'éducation permanente, indépendamment des œuvres post-scolaires associées à cette tâche, « auront pour mission :

— de parfaire l'éducation générale et professionnelle de leurs élèves ;

— de faciliter l'adaptation, le reclassement ou la rééducation des adultes appelés à changer de profession, en raison des circonstances économiques et du progrès technique ;

— de permettre aux travailleurs de compléter leur formation et de s'élever dans la hiérarchie professionnelle et sociale, et de mettre les plus aptes en mesure de suivre les cours d'enseignement supérieur ».

2 *L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE,* organisé sous l'autorité conjointe du département de l'Agriculture et de celui de l'Education nationale, connaîtra un développement parallèle à celui de l'enseignement industriel et commercial.

Il préparera aux mêmes niveaux professionnels que ces derniers, depuis la formation de base nécessaire à la vie rurale, jusqu'à celle des cadres supérieurs.

C'est essentiellement à la confirmation des connaissances générales et à la préparation pratique à la vie rurale que seront consacrées, dans les campagnes, les trois dernières années de la scolarité obligatoire.

3 *L'ENSEIGNEMENT GENERAL,* non technique, conserve dans cette architecture sa place éminente.

Toute éducation, tôt ou tard, prépare à la profession pour mettre chaque homme en état de remplir sa tâche sociale, mais, quelle que soit sa finalité professionnelle, toute éducation doit être humaine et générale avant de devenir technique et spécialisée. C'est à cette condition que le spécialiste peut échapper aux routines du métier, dominer les techniques qu'il emploie, situer sa tâche par rapport aux tâches des autres, s'adapter aux bouleversements économiques et sociaux. Dans une boutade célèbre, Bernard Shaw opposait le spécialiste qui sait tout sur rien au philosophe qui ne sait rien sur tout. Entre les deux, disait-il, se situe la culture. Aujourd'hui plus encore qu'autrefois, la culture exige l'alliance d'une éducation générale et d'une spécialisation professionnelle. Aujourd'hui plus encore qu'autrefois, le travail remplit une part importante de la vie, mais il ne remplit pas toute la vie. Si l'éducation professionnelle prépare l'homme aux activités productrices, l'éducation générale, en même temps, le forme aux responsabilités civiques et familiales et lui enseigne à mieux vivre en dehors de l'usine, de l'atelier ou du bureau.

> **Toute éducation doit être humaine et générale avant de devenir technique et spécialisée**

De plus, la société actuelle a besoin d'un nombre croissant d'activités professionnelles qui supposent une formation humaine très générale plus qu'une instruction spécialisée.

L'enseignement conduisant à ces diverses activités — une fois marquée la place élargie qu'il faut donner à la formation technique et agricole — est donc appelé à un non moindre épanouissement.

L'enseignement général, comme l'enseignement à base technique ou agricole, acheminera, selon la durée de la scolarité, les élèves vers les niveaux de base, les niveaux moyens et les cadres supérieurs des professions. En particulier, est prévu le développement d'un enseignement général court, d'inspiration plus pratique que l'actuel enseignement des lycées et collèges, et destiné aux élèves qui entreront entre 16 et 18 ans dans la vie active.

Les études générales classiques, conduisant à l'enseignement supérieur, associeront l'étude du latin et celle des langues vivantes, des sciences de la nature, des sciences de l'homme et des arts, selon des options variées.

Les études modernes longues, sans latin, seront désormais associées aux études de haute culture technique, à base scientifique et concrète, qui sont actuellement organisées dans les sections préparatoires au baccalauréat technique, et comporteront, de même, diverses options. Les actuels enseignements techniques et moderne long gagneront à cette interpénétration une plus large base culturelle, des débouchés mieux assurés et par là même un prestige égal à celui de l'enseignement classique. Ils accueilleront, à l'issue des écoles moyennes, les élèves poursuivant des études longues, chez qui se manifestera une intelligence orientée vers les réalisations pratiques plus que vers les études spéculatives, mais d'égale valeur humaine et sociale.

4 *LES ETUDES SCIENTIFIQUES* seront réorganisées et développées dans toutes les branches de l'enseignement long et assureront le recrutement nécessaire aux établissements d'enseignement supérieur.

On sait que le quart seulement des élèves de nos facultés s'engage dans des études scientifiques, alors que la proportion devrait être sensiblement inversée. Les conséquences sont graves. Ici encore, le projet ne peut que s'associer aux préoccupations qu'exprimait le texte précédemment déposé, lorsqu'il observait que nous sommes empêchés d'assurer la pleine expansion de la recherche théorique et appliquée malgré la haute valeur de nos élites scientifiques ; que leur insuffisance numérique vient alourdir encore la précarité relative des moyens matériels et constitue une entrave au progrès ; que la France, si longtemps exportatrice de découvertes, voit se creuser, chaque année, un déficit de dix milliards dans ses ressources du fait de l'achat à l'étranger des brevets et des droits de fabrication. Il est urgent de porter remède à cet état de choses : au niveau de l'enseignement du second degré, d'abord, par une orientation plus équilibrée ; dans l'enseignement supérieur, ensuite, en développant les centres de recherche et l'enseignement supérieur technique, en les coordonnant avec l'enseignement supérieur traditionnel, en élargissant le recrutement des grandes écoles, en instituant enfin des établissements d'un type nouveau où les élèves, au lieu d'être sélectionnés au départ par le système traditionnel des concours, seraient admis sans concours, puis répartis en cours de route, selon leurs résultats, entre les différents niveaux qu'ils seraient capables d'atteindre.

...au monde actuel

Le développement des études scientifiques et techniques est un des aspects de l'adaptation de l'enseignement au monde actuel. D'autres aspects méritent attention.

A l'écolier d'hier, on se préoccupait d'enseigner sa langue maternelle, l'histoire de son pays et quelques rudiments de géographie. L'étude d'une langue étrangère était l'apanage d'une aristocratie, la connaissance du monde était le fait d'un petit nombre.

L'horizon quotidien s'est aujourd'hui singulièrement élargi et les dimensions de la terre, vues de l'avion — et demain peut-être de la fusée supersonique — se sont singulièrement rétractées. La place de la France parmi les nations, ses relations avec les autres peuples et les répercussions que ces relations ont sur la vie quotidienne de chacun, ne sont plus du tout les mêmes qu'il y a seulement cinquante ans, et ne peuvent désormais rester ignorées même du plus modeste citoyen.

Cette situation entraîne pour l'enseignement diverses conséquences :

1° L'étude pratique d'au moins une langue étrangère s'impose aujourd'hui à tout enfant. Le projet de loi prévoit cet enseignement dans toutes les écoles moyennes ; peut-être faudra-t-il, avec l'aide de moyens mécaniques et audio-visuels aujourd'hui largement répandus dans certains pays étrangers, en venir à donner cet enseignement dès le niveau de l'école élémentaire.

2° L'enseignement de l'histoire doit être complètement transformé dans ses programmes, de manière à mieux situer l'histoire générale, à faire comprendre les différences qui distinguaient la vie des peuples d'autrefois, fort peu dépendants et fort ignorants les uns des autres, de la civilisation actuelle où chaque nation dépend de toutes les autres jusque dans le détail de la vie quotidienne.

Il doit également renouveler ses méthodes, partir de l'expérience humaine de l'enfant, des archives familiales ou communales, des monuments et des souvenirs du passé, de manière à faire acquérir le sens de la durée et des événements, de la relativité des phénomènes humains sans charger la mémoire de dates et d'événements aussitôts oubliés qu'appris.

3° Moins encore que l'histoire, la géographie ne saurait aujourd'hui s'adresser à la seule mémoire. Il ne s'agit plus simplement de connaître des noms de villes, de fleuves, de montagnes ou de déserts. Le cinéma, la télévision nous apportent sur place toutes les images du monde. Bien plus, appuyé sur l'étude du milieu local, l'enseignement géographique a tout intérêt à se prolonger en enseignement économique et social pour inculquer aux enfants le sentiment de l'étroite solidarité des hommes, de la stricte interdépendance des nations, et la nécessité de leurs relations pacifiques.

4° L'éducation littéraire, artistique, musicale revêt elle aussi, par suite des transformations de notre civilisation, des aspects nouveaux que l'enseignement ne doit pas ignorer.

Le disque et le cinéma, la radio et la télévision exercent une influence profonde sur nos contemporains et tiennent une place grandissante dans la vie de tous les jours et dans le contenu des loisirs. Ils peuvent être des moyens d'explication, d'information et de culture particulièrement efficaces et l'enseignement se doit de les utiliser comme tels. Mais on sait quels dangers ils présentent aussi comme véhicules de propagande et de facilité intellectuelle ou artistique. C'est le rôle de l'enseignement de mettre ses élèves en garde, en éduquant leur esprit critique et leur goût, dans ce domaine nouveau, comme il le fait à l'égard de la littérature et des arts traditionnels.

De telles préoccupations ne sauraient être traduites en termes de loi et ne figurent pas dans le texte de réforme qui est proposé. Elles ne lui sont pourtant pas étrangères et il importait qu'elles fussent ici soulignées afin d'inspirer l'élaboration ultérieure des textes d'application.

NISTE ACCUSE...

s. Le Mouvement de la Paix s membres suspects de titisme eux-ci prendre le large d'eux. La fiction Front National l'atmosphère d'union s'empoi- s intellectuels communistes se seuls ou bien flanqués de quel- pagnons de route falots à la ce malheureuse » de type Beig- rcors, ou parfaitement saugre- l'abbé Boulier, deux ou trois rfelus et plusieurs savants dis- fait, ils sont terriblement seuls, ils faire et qui sont-ils ? Es- nous y retrouver en posant les suivantes :

ETINS. Ils ne sont pas dangereux mais idiots. Ils parlent en larmoyant de la s vieilles mamans et des vieux bébés joufflus, des vaillants et du printemps et de la jeep par un soudard américain qui un pacifique brin de muguet ce premier jour de mai de la

Une réunion de jeunes communistes (1)
Attendent-ils d'avoir une barbe blanche ?

e d'un idyllique prolétaire. es préposés à la fabrication ologie geignarde, aigre et dou- fois et qui tend à représenter isme une colombe dans une ée de Lancelot du Lac dans Homère de cette épopée de la Mme Simone Téry.

IENS DE GARDE. Ils ont un dieu : Sta- ieu est également commun aux la va de soi.) Un dogme en uquel est définie la ligne par asanova : le jdanovisme. Le des intellectuels doit suivre distordue mais unique. Aragon en chef.

lan philosophique, l'œuvre de ferme la vérité absolue enfin fin révélée, notamment, à Ro- y et à Desanti lequel écrit, im- e Staline est « le plus grand de tous les temps ». Sur le aire et pictural, le réalisme- navrant pompiérisme, pro- mans ou essais de Stil, Daix, armelin, etc., les tableaux de Aragon lui-même paie de sa immole son immense talent sur jdanovisme, écrit *Les Commu-* la dictée conjointe d'Eugène l'auteur de *Fils du Peuple*, fin l'inexprimable amour que uniste porte à Maurice et à line en vers de mirliton. quipe s'envoie des coups d'en- assommer un bœuf et se dis- éloges réciproques absolument

napa a droit à une mention l est le roquet de la bande. de façon obsédante ces chiens qui aboient de l'aube au cré- même continuent de japper sommeil. A chaque article, il tour de force qui consiste à se ans l'injure et la bassesse, dans haineuse et hargneuse. A ce titre, il est incomparable et reste inégalé encore qu'André Wurmser lui fasse une sérieuse concurrence. Par bonheur, Wurmser ne sait pas manier le langage philosophique, fût-il stalinien, et Kanapa profite de cette supériorité pour lui damer le pion en tant qu'inquisiteur. Sur le plan cinématographique, le malheureux Sadoul accepte de louer sans retenue les œuvres de Daquin et de Le Chanois, traîne dans le ruisseau toute la production américaine et pâme d'admiration devant *n'importe quel* film soviétique.

Politiquement, tous justifient tout. Ils ne cherchent pas à comprendre : ils exécutent. Ils ne jugent pas : ils abattent à bout portant. Sauf Aragon dont la personnalité est infiniment complexe (il y a chez lui des inquiétudes, des remords, des narcissismes, un masochisme certain, une sensibilité horripilée et nerveuse...) et qui a de foudroyants et brefs retours de talent, ils sont tous d'absurdes et parfaites créations d'un stalinisme qui les a tirés du néant intellectuel et les a fabriqués *ex nihilo*. Avant le stalinisme, ils n'étaient rien ; après le stalinisme, tôt ou tard, ils ne seront plus rien.

3. BOURREAUX ET VICTIMES. Ils étaient quatre mousquetaires comme il se doit. Pierre Courtade, Roger Vailland, Claude Roy et Pierre Hervé. On connaît les malheurs de ce dernier qui, peut-être par impatience et orgueil, n'a pas su attendre son heure (si elle doit venir un jour !) dans le parti. Expulsé, il devra au moins au XX[e] congrès de n'avoir pas été traité d'agent de la Gestapo et de l'Intelligence Service.

« Vous étiez les plus intelligents »

Roy, Vailland, Courtade, c'est de vous, de vous surtout, qu'il faut parler.

Vous ne vous étiez pas contentés de lire les œuvres de Staline ou de Maurice Thorez. En cachette, vous aviez lu Trotsky, Boukharine, Victor Serge, les comptes rendus des procès de Moscou, des biographies sérieuses de Staline comme celle d'Isaac Deutscher par exemple. En cachette, vous lisiez *Esprit, Le Monde, L'Observateur, Les Temps Modernes* — et pas seulement *L'Humanité* et l'éditorial d'André Stil ou de Pierre Courtade. Vous saviez que Mounier, Bourdet, Sartre, Merleau-Ponty, Beuve-Méry, Cassou, Domenach n'étaient pas vendus aux Américains et n'avaient nulle envie de fêter où que ce fût la bombe atomique. Aux romans de Daix, Stil, Kanapa, aux essais de Francis Cohen ou de Guy Besse, vous préfériez secrètement *Le Traité du Style* ou tel essai de Sartre sur Faulkner. A Fougeron, vous préfériez Matisse ou Derain. Vous n'ignoriez pas que le sectarisme affolé du parti avait ravagé la presse communiste, que *L'Humanité* avait perdu près de 300.000 lecteurs en cinq ou six ans, qu'Aragon avait tué sous lui *Ce soir* et *Action* et assassiné *Les Lettres Françaises*, que *L'Ecran français* était mort, que *La Nouvelle Critique* (directeur Médor Kanapa) était — et reste que *personne* de sérieux ne pouvait — et ne peut — le considérer comme un instrument de culture marxiste. Vous saviez que le parti ne comptait pas un seul philosophe ou théoricien digne de ce nom. Vous saviez enfin que Rajk, Kislov, Slansky, Tillon, Marty, Tito n'étaient pas d'ex-agents de la Gestapo et ne s'étaient pas employés à rétablir le capitalisme dans leur pays. Vous saviez que vos amis, les intellectuels de gauche non communistes ou les exclus (Mascolo, Duras, Anthelme) dans le gilet desquels il vous arrivait de déposer une confidence terrifiée, n'étaient pas vos ennemis. Il serait ridicule de vous traiter de menteurs, de complices ou de couards parce que vous vous êtes tus. Vous saviez tout mais croyiez aussi à la nécessité historique et vous acceptiez d'être rongés jusqu'à l'os par la notion d'objectivité. Vos pensées « libres » vous étaient volées par l'objectivité ; à peine sortis de vous, vos actes étaient pétrifiés par la nécessité. A l'inverse de Médor Kanapan, vous n'assommiez pas la vérité à coups de gourdin, vous la tordiez, la vouliez « historique » et un certain pathétique n'était pas absent de vos efforts souvent au bord d'être désespérés. Et puis, pour tout dire, de tous les intellectuels communistes, vous étiez les plus intelligents.

A ce titre, d'ailleurs, les plus suspects. Le parti n'oubliait pas que Claude Roy était un ancien militant d'Action française venu un jour battre sa coulpe devant Aragon. Vailland avait à se faire pardonner son penchant pour « le libertinage » et son admiration pour Laclos. Courtade n'était entré au parti que vigoureusement poussé par Hervé. Heureusement, vous aviez bien appris la leçon et vous vous étiez laissé doucement envahir par l'objectivité.

Or, dans ce ciel « objectif », au beau milieu de ces alliés « nécessaires » qu'emprunte l'Histoire, dans cet univers stalinien régi mécaniquement par ses logiques internes, éclate comme une bombe le rapport Kroutchev. D'un seul coup, vous perdez votre *innocence* et la contingence et la question (même résolvable d'un point de vue marxiste mais question tout de même) font irruption comme un torrent dans vos raisonnements, détruisent l'ordonnance paresseuse et essoufflée du système.

Vos amis qui depuis des années ne militent plus et se contentent de payer la cotisation et de renouveler la carte de membre, vos amis qui ont renoncé à leurs fonctions de permanents du parti pour attendre la fin de l'orage stalinien en se « planquant » dans l'édition, l'université, le cinéma ou le journalisme inodore, vos amis et vos lecteurs — ceux qu'on appelle aujourd'hui l'*opposition intellectuelle* — vous savez qu'ils étaient légion et se demandaient : que vont faire Vailland, Courtade et Roy ? On allait bien voir... On a vu : Courtade a écrit dans *L'Huma* une série d'articles émasculés : « La lumière et les ombres », Roy a exécuté deux ou trois pirouettes sentimentales, Vailland a brisé son stylo. Il a fallu se faire une raison : vous ne bougiez pas.

Les jeunes... avec des barbes blanches

Restait le congrès du Havre sur lequel l'*opposition* comptait. Les staliniens flairèrent le danger et jamais congrès ne fut si soigneusement organisé et préfabriqué. La bureaucratie joue à plein. A chaque étage, les motions dangereuses furent barbotées et édulcorées ; certaines se perdirent en chemin. Soigneusement triés et chapitrés, les délégués étaient prêts à dire *amen* à tout. Bien avant que le congrès ne s'ouvrît, l'opinion intellectuelle savait donc que rien ne serait changé, qu'aucune question ne serait posée et qu'il ne serait répondu à aucun problème. La direction avait tout simplement décidé que l'opposition intellectuelle ne représentait rien ou bien avait déjà tiré quelques coups de semonce : épuration de la seule revue valable du parti, *Economie et Politique*, avec exclusion de ses meilleurs éléments ; mise au pas des non-partisans de l'exclusion d'Hervé ; réponse *ex cathedra* de Fajon à Claude Morgan sans que fussent publiés les arguments de celui-ci.

Le congrès est terminé. Vainqueur, l'*appareil* reste en place. Pierre Courtade, nommé membre titulaire du comité central, a choisi d'être désespéré et de se taire sous les honneurs. Guy Besse, exécuteur numéro 1 de Pierre Hervé et sectaire à toute épreuve, est promu membre suppléant du comité central. Aragon et Kanapa consolident leurs positions. Garaudy devient membre suppléant du bureau politique. Rien n'est changé.

Tout est changé. Dorénavant, l'opposition existe et l'ignorer n'est pas la supprimer. Ou bien le parti n'en tiendra aucun compte et deviendra chaque jour de plus en plus intellectuellement et idéologiquement exsangue. Trop usés pour lutter d'une part, ayant subi d'autre part l'électro-choc du docteur Kroutchev, les « grognards » de la guerre froide et des belles années du stalinisme iront pêcher le goujon et lire Marx à la campagne. Les jeunes, eux, ne viendront pas se mettre aux ordres de Stil, de Kanapa (Médor) ou de Guy Besse. A la Sorbonne, au lycée, à la faculté, le parti ne recrutera que les cancres et la discussion idéologique mourra faute de combattants.

Ou bien le parti s'apercevra enfin que ses intellectuels en place sont atteints de paralysie créatrice et que les autres sont frappés de torpeur et créera les conditions pour que la discussion et la création soient possibles. Qui fera cela ? Thorez, Vermeersch, Guy Besse ? Sûrement pas. Alors ? Alors Roy, Vailland, Courtade répondront qu'il est hors de question pour eux — pour eux qui ont un nom — de jouer les va-t-en guerre et d'imiter Pierre Hervé qui pour avoir voulu casser quelques assiettes suce dans son coin les fruits amers de l'exclusion. Ils répondront que tout est question de structures, qu'il faut être patient, savoir attendre, laisser mûrir les situations, etc. Le parti tient ainsi à leur disposition une série de formules bien rodées grâce auxquelles ils justifient leur silence ou la banalité de leurs présents propos. Le malheur c'est qu'être un stalinien — qui n'en pensait pas moins sur les bords — aux ordres de l'Histoire, bon an mal an jusqu'au XX[e] congrès ça pouvait aller. Etre un kanapiste prisonnier de l'appareil en 1956, c'est plus difficile et moins glorieux. Que faire ? Laisser mûrir la situation au chaud soleil de l'astre Thorez, n'est-ce pas ? Certes ; mais quand la situation sera enfin mûre, le parti ne comptera plus un seul intellectuel et Kanapa et Roy qui, l'un à force de brailler, l'autre à force de se taire, auront fini par se ressembler, Kanapa et Roy, affligés de longues barbes blanches, crieront dans le désert : « Nous, les jeunes... Nous, intellectuels communistes... ».

(1) A la Mutualité à l'occasion du 36[e] anniversaire du journal des jeunesses communistes « L'Avant-Garde ».

PSYCHOLOGIE

Tu es trop petit, mon ami...

DANS sa cellule, où les jurés de la Manche l'ont envoyé pour huit ans, le caporal Raymond Isambart, 28 ans, 1 m. 50, médite sur le sort qui, en le privant de quelques centimètres, a gâché sa vie.

Pour prouver aux autres et se prouver à lui-même qu'il était un « homme » en dépit de sa taille, il était parti pour l'Indochine, il s'était battu en Algérie...

Cela ne suffisait pas.

Quand, au cours du bal des conscrits d'Avranches, il se mit à raconter ses exploits de militaire, un « bleu » lui coupa la parole :

— *Toi, tu devrais grandir pour nous en imposer un peu.*

Cette remarque, Isambart ne put la supporter. Pour venger son honneur, il poignarda le « grand » qui avait osé se moquer de lui.

Rouges petits coqs

Le martyre de l'homme petit n'a pas commencé avec les tribulations du trop petit caporal Isambart ; c'est un sujet pour la blague et la chanson depuis qu'il est des hommes qui se croient grands. Mauvais pour le service : « *T'es bien trop petit pour être conscrit...* », mauvais pour la femme : « *Mon père m'a donné un mari, mon dieu quel homme, qu'il est petit* », c'est la virilité même de l'homme qui est perpétuellement à réaffirmer. De là l'esprit orgueilleux et batailleur qu'on constate souvent chez les hommes petits, rouges petits coqs dressés sur leurs ergots.

Mais il n'y a pas que les hommes petits à se sentir perpétuellement isolés dans la société. Les géants aussi ne sont pas tout à fait de ce monde (« *Et petite tête, quel temps fait-il là-haut ?...* »), mais poussé au désespoir le géant ne se lance pas, comme le ferait plus volontiers l'homme petit, à la conquête du monde, il s'efface, il se suicide.

Traits d'exception

Les femmes rousses avaient la réputation d'avoir le caractère fort susceptible — tout est changé depuis que cette voyante couleur est devenue à la mode. Ce qui prouve bien que ce n'est pas la taille ou la couleur des cheveux qui fait le caractère, mais le sentiment d'être admis ou refusé par la société dans laquelle on vit. Tout trait d'exception est ressenti comme une souffrance, d'autant plus vive que le groupe où l'on se trouve est moins évolué et tolère plus mal l'exception (les enfants sont très cruels avec ceux de leurs camarades qui sont habillés différemment).

La souffrance ne rend ni pire ni meilleur, elle rend plus profond, les tendances se renforcent, le caractère dans son entier s'avive. Celui qui était triste devient neurasthénique, le brusque se révèle brutal, le solitaire misanthrope ; ou alors — la conscience a plus d'un tour ! — les tendances sont compensées : l'humilié devient superorgueilleux, le craintif un va-t-en guerre, la laide une érotomane...

Le drame du petit caporal Isambart, devenu assassin par dignité, est tout entier contenu dans l'extraordinaire image où on le voit marcher entre ces hommes de deux fois sa taille, qui ne s'avisent de le considérer comme un des leurs que pour le punir.

RAYMOND ISAMBART
Assassin par dignité.

AFFAIRES

La proie difficile

UN phénomène nouveau est en passe de transformer la technique de la vente en France : les industriels ont pris conscience — longtemps après les Américains — du fait que ce sont les femmes, et non les hommes, qui achètent. Leurs dépenses représentent 83 % du chiffre d'affaires des détaillants. Et il ne s'agit plus seulement de leurs dépenses personnelles et des menus achats du ménage. Pour les chemises d'hommes ou les électrophones, les automobiles ou les appartements en copropriété, ce sont elles qui décident. Cette constatation n'implique pas seulement une évolution de la publicité. Elle commande la transformation radicale des produits mis sur le marché.

Quel est le comportement de la « femme-client » ? Une récente étude de *Fortune* précise quelques-unes de ses réactions :

● Un préjugé courant veut que la femme soit une acheteuse impulsive, sujette à des caprices. La cliente femme est au contraire très conservatrice. Excellente gérante de la bourse familiale, elle se fie à son expérience et son intuition pour apprécier la qualité d'un produit. Les achats augmentent et se diversifient lorsque son mari l'accompagne.

● Au lieu de vanter la qualité d'un produit, la publicité a tout intérêt à convaincre l'acheteuse que son utilisation lui vaudra les louanges de son entourage.

Si l'on sait maintenant que la femme est maîtresse du marché, il reste à trouver ce qui détermine son choix. En même temps que des recherches scientifiques sont faites dans ce sens, certains industriels ont misé sur l'intuition d'autres femmes. Renault, par exemple, pour trouver les couleurs de la carrosserie de la Dauphine et des tissus qui recouvrent ses sièges, a demandé à une femme habituée à vendre à des femmes, de mettre son instinct et son talent au service de l'industrie.

Cette nouvelle « coloriste » de la Régie n'est autre que Paule Marrot. Si les hommes la connaissent peu, il n'est pas une maîtresse de maison qui ignore son nom : ses rideaux, ses nappes et ses tissus d'ameublement s'arrachent dans le monde entier. Elle est *la* personnalité du monde de la percale.

Cette femme brune, aux yeux noirs pétillants, toujours habillée à la diable, peu soucieuse de son maquillage, orne ses tissus d'oiseaux, de papillons et de fleurs que l'on retrouve chez tous les décorateurs et dans tous les salons.

Depuis un quart de siècle environ, elle invente sans cesse de nouveaux motifs. Elle est l'unique dessinatrice de sa maison que gère son mari (ils ont deux enfants et sont déjà grands-parents). Dans sa jeunesse, elle voulait faire de la peinture de chevalet et c'est en peintre qu'elle décore ses tissus. Matisse avait une grande estime pour son talent.

Détail

Pendant la guerre, réfugiée dans son mas au-dessus de Grasse, sa patte et sa technique de peintre lui permirent de maintenir sa présence : elle ne pouvait plus créer des tissus imprimés, elle « fabriqua » donc de la percale imprimée à la main (en quittant Paris, au moment de l'exode, elle avait oublié d'emporter des vêtements de rechange, mais n'avait point omis de se munir de mille mètres de percale blanche).

Cette percale imprimée selon des procédés artisanaux, elle ne l'offrit pas à des décorateurs en renom ou qui n'avaient point souffert des événements. Elle tint à la vendre à de jeunes décorateurs qu'elle pouvait ainsi aider.

Son instrusion dans le monde de l'automobile est le signe d'une véritable révolution.

CHAMPAGNE
harmonie des lignes et des couleurs

L'ensemble de bureau CHAMPAGNE réaliste et scientifique, répond à l'élan juvénile de l'homme moderne.
Ses lignes légères, ses formes jeunes et dynamiques présentent une nouvelle orientation de bon goût.

HUGUES LEFÈVRE
28-30, RUE PIERRE-SÉMARD, PARIS-9e - TRUdaine 88-10, 34-49, 61-25
SICOB - Hall 50 - Stand 12

Pour la chasse
la veste

Coton peigné retors garanti étanche, manches sans couture - Cartouchières amovibles imperméables, 7 poches confortables .... 10.700 fr.

EXCLUSIVITÉ
27, avenue de la Grande-Armée, PARIS

En parlant « chiffons »

— Du « chose » pour le goudron... du « machin » et du « chouette » pour la carrosserie, du « truc » pour les chromes, du...
— Moi je fais tout cela avec « OUATOR-AUTO », y compris les garnitures en aluminium et les pièces en matière plastique... et c'est formidable.
Aucun apprentissage pour « OUATOR ».
« OUATOR » fait disparaître les éraflures sur la carrosserie. « OUATOR » est en vente chez tous garagistes et pompistes (240 francs la boîte).
OFFRE SPECIALE AUX LECTEURS DE « L'EXPRESS » : Envoi franco d'une boîte, sans engagement. Utilisez-la, vous ne la réglerez que si vous en êtes totalement satisfait.
OUATOR-AUTO (Ets RIAL), 134, rue d'Assas - PARIS (6e)

FELLINI LE FAUX RÊVEUR

par Roberto ROSSELLINI

Un des premiers films de Federico Fellini, Sceicco bianco *(*Courrier du cœur*), passé à peu près inaperçu à sa sortie, commence cette semaine une nouvelle exclusivité à Paris. En même temps paraît, aux Editions du Cerf, un ouvrage consacré au réalisateur de* La Strada *et de* Il Bidone : Les chemins de Fellini. *Voici ce que Roberto Rossellini, le metteur en scène de* Rome ville ouverte *et de* Paisa, *écrit à cette occasion, en hommage à son compatriote.*

ROBERTO ROSSELINI

A la veille de tourner Rome ville ouverte, j'ai voulu retrouver Federico Fellini. Sans nous être rencontrés souvent, nous nous connaissions bien par un ami commun qui, à chacun de nous, faisait l'éloge de l'autre. Je trouvai Fellini dans une petite boutique, à Rome, où il croquait des soldats américains. Les compositions, héroïques ou comiques, étaient dessinées d'avance ainsi que la silhouette des personnages. Seule manquait la tête, que Fellini caricaturait d'après le modèle.

Quand je l'ai connu, Fellini était grand, maigre, avec des yeux immenses et d'épais cheveux noirs. Il accepta de venir travailler avec moi. J'ai déjà raconté comment Federico me fit le récit d'une histoire qu'il avait inventée et que j'ai filmée sous le titre « Le Miracle », en me faisant croire qu'il s'agissait d'un conte russe dont il avait oublié l'auteur. Pour tenir le rôle du vagabond qu'Anna Magnani prend pour saint Joseph, je songeai à Fellini. Il accepta. Je lui demandai de se teindre en blond. Il n'opposa pas une trop grande résistance à ce projet, mais je dus téléphoner moi-même au coiffeur pour dames afin de prendre rendez-vous. J'attendais Fellini depuis une heure non loin du salon de coiffure. Ne le voyant point revenir, j'allais le chercher ; il n'osait pas quitter la boutique, car les passants étaient choqués, tellement la teinture était évidente. Dans la rue, quelqu'un, en le croisant, lança comme une insulte à son adresse le nom de Rita Hayworth.

Fellini a travaillé avec moi plusieurs années en collaboration très étroite ; il est tout à la fois faible et volontaire, mou et obstiné ; il s'abandonne, il rêve et se réveille tout à coup, révélant ses capacités à concrétiser ses rêves, à agir. Il est tout ensemble imprécis et précis. Nous n'avons jamais écrit une histoire, rédigé un scénario. Nous parlions. Il me renvoyait la balle.

Quand il m'a montré Sceicco Bianco (Courrier du cœur) avant le montage, j'ai traversé mille émotions, car je retrouvais, sur l'écran, Fellini tel que je le connaissais intimement depuis tant d'années. Bouleversé, je me suis senti vieux et je l'ai senti, lui, si jeune...

Un soir, il n'y a pas très longtemps de cela, nous devions dîner ensemble. Il me téléphone pour se décommander. Il avait oublié qu'il lui fallait souper en ville chez un homme de cinéma italien, mon ennemi ; il s'était « excusé » trop souvent : « Je te téléphone demain ».

Le lendemain matin, il m'appelle et me parle de ce dîner. Il s'est ennuyé et son hôte m'a « traîné dans la boue ». Je demande à Fellini : « Et toi, qu'as-tu répondu ? » Il me répond : « Rien. A quoi bon ? », avec une grande surprise qui venait tout droit de son cynisme, de son détachement des choses et de sa paresse qui est immense, « rien », comme si c'était l'unique chose logique. En effet, Federico Fellini avait raison : c'était l'unique chose logique.

MUSIQUE

Pablo Casals à la Sorbonne

ÉVÉNEMENT dans le monde de la musique : le vieux maître Pablo Casals a quitté sa retraite de Prades pour diriger, mercredi, à l'occasion de son 80e anniversaire, un ensemble de cent violoncellistes, réunis dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne. Il n'avait pas donné de concert à Paris depuis 1944.

Pour tous ceux qui l'ont acclamé, avant la guerre, à l'Albert Hall, au Metropolitan ou à la salle Pleyel, ce fut un moment exceptionnel. Non seulement à cause des qualités de l'artiste, mais aussi à cause de la personnalité de l'homme, qui s'est volontairement exilé il y a dix ans, parce que sa patrie lui faisait honte et qui n'a jamais cessé depuis de proclamer sa répugnance au régime franquiste.

Ce n'est pas pour rien que Pablo Casals est un Catalan. Il est originaire de la petite paroisse de Vendrell où son père était organiste. A cinq ans, il était admis comme second soprano dans la chorale de l'église. A neuf ans, il est violoniste soliste. A onze ans, il est bouleversé en entendant un musicien ambulant jouer d'une sorte de balai courbé, qui peut avoir quelque parenté avec le violoncelle. Une semaine après, son père lui fabrique son premier violoncelle, avec une courge comme caisse de résonance.

Mais Casals doute de ses dons. Il veut devenir menuisier. Sa mère, heureusement, en juge tout autrement et l'amène à Barcelone suivre des cours de composition. Premier succès : la reine-régente d'Espagne lui accorde une bourse à Madrid.

Il a vingt-deux ans quand Lamoureux lui offre sa chance à Paris. Il joue le Concerto de Lalo au Théâtre du Château-d'Eau, et les critiques écrivent : *« L'interprétation de Pablo Casals a réalisé l'identité toujours souhaitée, rarement atteinte entre la conception et son appropriation technique. On a fait au jeune exécutant une véritable ovation. »*

Exil

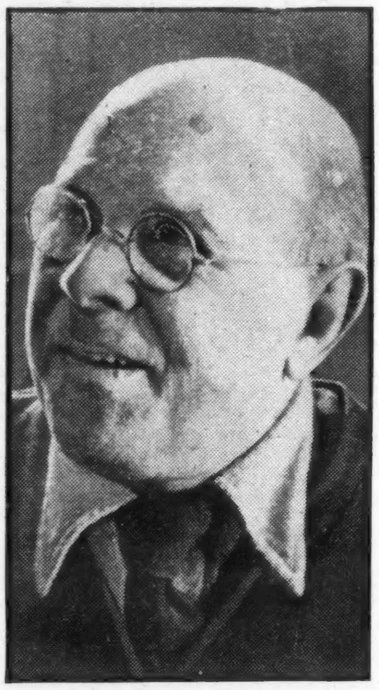
Tenu bientôt pour le meilleur violoncelliste du monde, Pablo Casals parcourt l'Europe sous les acclamations. Les Allemands, entre autres, le vénèrent, mais en 1933, quand les persécutions nazies se déchaînent et qu'Einstein, Thomas Mann, Bruno Walter doivent s'expatrier, les uns à cause de leur race, les autres de leurs idées, il estime de son devoir de protester. Et il déclare qu'il ne reviendra plus en Allemagne avant que n'y soit rétablie la liberté.

Même attitude devant la victoire de Franco — malgré le déchirement que cela représentait pour lui. « Pour moi, dit-il — et il en fut de même pour la plus grande partie des intellectuels espagnols — il y avait une question de principes : la principale responsabilité de la guerre civile retombait sur ceux qui avaient voulu renverser par la force un gouvernement légitime — élu par le suffrage populaire quelques mois auparavant — et qui, devant l'échec de leur *pronunciamiento,* demandaient l'aide de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie. »

En 1939, il s'installe en France, à Prades, visite les camps, distribue des dons, envoie des milliers de lettres, et refuse de gagner l'Amérique où on lui propose des cachets fabuleux. Il refuse 200.000 dollars, et aussi, avec un courage encore plus grand, d'aller jouer devant Hitler.

A la Libération, Casals croit que son exil touche à sa fin. Il donne un concert à Londres. Dix mille personnes l'attendent à la sortie de l'Albert Hall, mais le doute et la tristesse envahissent son esprit. Et il s'interroge : *« Pouvais-je honnêtement aller recevoir des applaudissements et des cachets dans ces nations démocratiques qui s'apprêtaient à nous tromper ? Non. Mon devoir était de protester. »* Et il répond à Stafford Cripps qui voulait lui parler : *« Ce n'est pas la peine. Nous ne comprendrions pas. Vous me parleriez de politique, moi de morale. »*

CORA VAUCAIRE
Comme chez elle



PABLO CASALS
Plus jamais chez lui

VARIÉTÉS

Comme chez soi

DANS un minuscule théâtre-cabaret, coincé près de Pigalle, une dame a entrepris une aventure. Cora Vaucaire, un visage de Modigliani et des gestes de midinette, un peu précieuse, jamais vulgaire, a vendu tout ce qui, chez elle, possédait quelque valeur, pour lancer à la Tomate les jeunes qu'elle aime et chanter chez elle.

Cela s'est fait en quatre jours. Les artistes se sont mis à la peinture, à la fabrication des décors et les portes se sont ouvertes sur un des rares cabarets de Paris où l'on ne se déshabille pas (le strip-tease vient même d'envahir les caves « intellectuelles » de la rive gauche. Les dames se dépouillent de leurs voiles noirs en récitant des poèmes de Rimbaud ou de Baudelaire).

Cora Vaucaire, elle, distille des chansons (beaucoup de Prévert, beaucoup de Léo Ferré) en se souvenant qu'elle a voulu être comédienne. Elle minaude parfois, mais touche toujours. A côté d'elle, une petite blonde aux yeux malheureux, Josette Privat, qui ne sera plus inconnue bientôt, les Faux Frères, Bernard Lavalette en grand progrès, quand il raconte notamment « Le Gala de charité », donnent l'impression de recevoir chez eux.

★

Pas de fleurs pour Flores

LOLA FLORES se dit Gitane authentique et présente sa compagnie comme un « ballet gitan ». On dit aussi qu'elle est actrice de cinéma et qu'elle doit tourner, en France, une nouvelle version de *Carmen,* avec Georges Guétary. Enfin, le programme de son spectacle des Champs-Elysées comporte une page publicitaire consacrée aux disques de ses chansons en vente à Paris.

Son spectacle est très décevant. Il est avant tout monotone. Les décors — et donc, les histoires — de ses petits ballets changent, mais les pas

→

LOUEZ VOS PLACES
AGENCE LA MADELEINE
Tous les jours et Dimanches de 9 à 21 h.
OPE 97-93 LIVRAISON DOMICILE
14, BOULEVARD DE LA MADELEINE

Multipliez vos gains en multipliant vos capacités

Vous êtes 10 fois plus capable que vous ne le pensez. Les procédés psychologiques de la Méthode Pelman vous le démontreront en amplifiant rapidement chacune de vos facultés d'intelligence et de caractère.

Dès les premiers mois de cet entraînement mental, **la volonté se muscle, la mémoire se développe, la concentration est facile. Timidité, hésitation, complexes sont définitivement balayés. La puissance de travail devient étonnante, l'expression aisée, les idées fructueuses, l'assurance totale.**

Venez nous voir ou demandez la brochure gratuite EX 177 de la Méthode Pelman (enseignée par correspondance). Joindre 3 timbres pour frais d'envoi.
INSTITUT PELMAN DE PSYCHOLOGIE APPLIQUEE, 176, bd Haussmann, Paris-8e

PALAIS PARAMOUNT - LUTETIA - ROCHECHOUART - LES FOLIES - SELECT
en version française
JAMES STEWART - DORIS DAY
DANIEL GELIN
Paramount présente
UN "SUPER" HITCHCOCK
L'Homme qui en Savait trop
VISTAVISION
TECHNICOLOR
LORD-BYRON version originale
DE MIDI A 2 HEURES DU MATIN
C'est un Film Paramount

UNE LEÇON DE FRATERNITÉ

« Comment la charité du Christ serait-elle dans le cœur du chrétien qui n'a pour le juif que de la haine ? »

Telle est la question posée par le Révérend Père Riquet au cours d'une conférence faite le 19 octobre à l'invitation des « Amis de la République Française » en présence du corps diplomatique et de nombreuses personnalités françaises et étrangères.

Retraçant l'histoire de l'antisémitisme qui, dit-il, remonte à l'époque biblique, l'éminent prédicateur de Notre-Dame dénonça « les violences inhumaines et les vexations odieuses infligées au peuple juif en haine de sa race, de son histoire et de sa religion ». Le Christianisme ne se résume-t-il pas dans ce précepte : « Tu aimeras ton prochain comme toi-même ? »

Pathé Marconi a enregistré cette conférence et l'édite maintenant sur disque microsillon 33 tours « Pathé » n° ST 1078.

→

et les rythmes sont les mêmes dans les 24 numéros présentés. Devant les nombreuses exhibitions de sous-zapateado, on se prend à rêver de la noblesse et de la virtuosité d'Antonio. On voit aussi de faibles caricatures de ces pas-de-deux de ferveur et d'amour où triomphent les grands couples d'au-delà des Pyrénées, comme Antonio et Carmen Rojas.

Les seuls bons moments de la soirée sont ceux où Lola Flores et deux ou trois autres de ses coéquipiers chantent. Le flamenco des hommes est faible, mais les femmes chantent et disent bien. Malheureusement, parfois on entend à peine les voix, car l'orchestre, très chargé en cuivres, fait un tintamarre assourdissant.

THÉATRE

Un vieux Loulou de mer

NEMO

d'Alexandre Rivemale, par la Compagnie Grenier-Hussenot à Marigny

LE capitaine Nemo en a assez de parcourir toujours vingt mille lieues sous les mers. Il se révolte contre M. Jules (Verne) et contre l'éditeur Hetzel. Il veut vivre sa vie et connaître l'amour. A peine échappe-t-il aux pages du livre que voici une femme. Mais en face du capitaine Personne, elle est mademoiselle N'importe Qui, une Durand ou une Dupont qui appelle son amant Loulou et rêve de lui voir mener une bonne petite vie de fonctionnaire. Le capitaine Nemo préférera être fidèle à son personnage plutôt qu'à son amour et il rejoindra le *Nautilus* sur lequel en son absence, le prudent Hetzel a fait tenir son rôle par une doublure.

Il y a d'abord un merveilleux décor de George Wakhevitch. Dans le salon désuet du *Nautilus*, par le panneau du fond, nous apercevons les grandes profondeurs où pieuvres et poissons viennent danser à la manière des marionnettes de Lafaye. N'allons pas jusqu'à dire que le ballet dansé sur le devant de la scène par la Compagnie Grenier-Hussenot nous empêche de voir ce ballet des abimes. Le texte est drôle et charmant, le divertissement agréable, mais un peu mince. Jules Lemaître, qui n'était que critique, traitait ses « en marge des vieux livres » en quelques pages. M. Rivemale qui est auteur a voulu en faire trois grands actes et il allonge peut-être un peu trop la sauce. Les comparses sont fort bons, René Arrieu est un excellent Nemo-Loulou, et Mlle Nelly Vignon est parfaite dans son rôle de sirène de terre ferme qui ramène l'homme des profondeurs sur le plancher des vaches.

★

Quart de chef-d'œuvre

LE DEMI-MONDE

pièce en 5 actes d'Alexandre Dumas fils à la Comédie-Française

BIEN sûr cette histoire du duel entre un honnête jeune viveur et une grande demi-mondaine qui, pour faire une fin, veut se faire épouser par un naïf, porte les rides d'une pièce centenaire. La politesse des manières en a autant vieilli que les préjugés moraux, et surtout les personnages sont désespérément conformes à ce qu'ils paraissent et à ce qu'ils disent, la jeune fille est jeune fille, la femme légère légère, la menteuse menteuse, etc. Mais sauf les critiques qui croient se souvenir qu'ils étaient à la création (1855), qui s'attendait à l'exhumation d'un chef-d'œuvre ?

Et après tout ce n'est pas tellement plus démodé que *Mme Warren*, cela tient avec des ficelles, mais nous en avons vu de plus grosses et de moins efficaces depuis le début de la saison même chez des auteurs fameux. A condition de n'y pas chercher d'humanité ni d'émotion vraie, on peut prendre un plaisir modéré à cette mécanique qui déroule ses ressorts dans de jolis décors de Mme Suzanne Lalique, grâce à la charmante désinvolture de M. Bernard Dhéran, à l'esprit de Mme Yvonne Gaudeau, à la beauté et à la chaleur de Mme Lise Delamare.

★

Néo-spiritisme italien

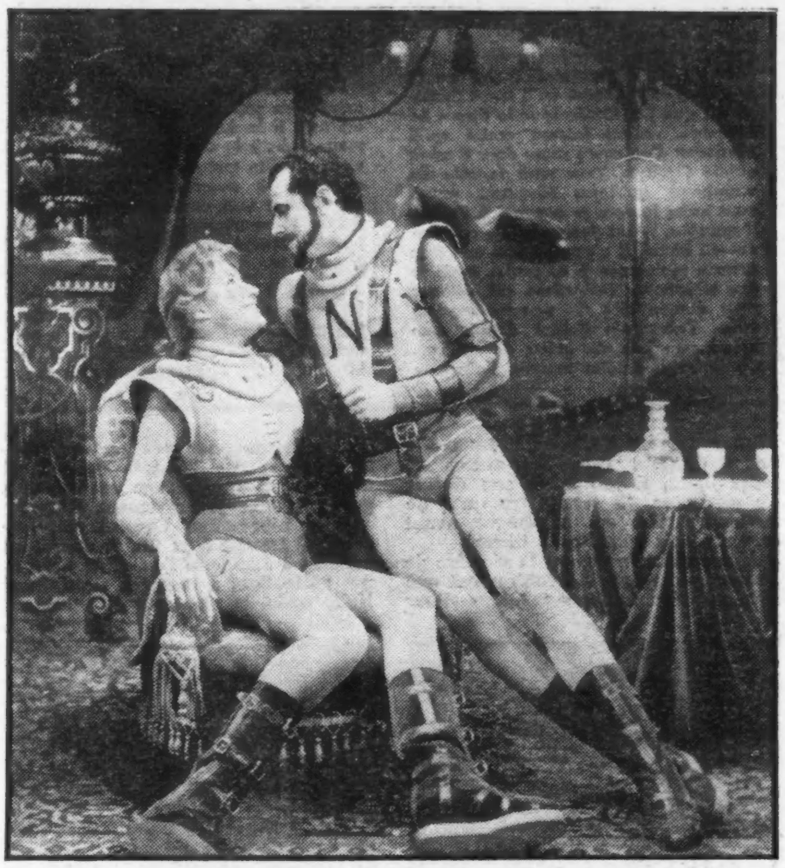
AU-DELA DU MUR

pièce en trois actes de Silvio Giovanetti, adaptation de Giuseppe Attinelle, au Théâtre Hébertot.

QUAND les avions passent au-dessus de cette ferme isolée où des citadins ont cherché un refuge contre les bombardements, le professeur, fou de terreur, s'enferme dans sa chambre, et Bianca, jeune fille de quinze ans, a une crise de sa mystérieuse maladie. Etrange, étrange. Les parents de Bianca et deux médecins, dont une jeune femme, s'interrogent longuement et découvrent la vérité : le professeur pense très fort, très fort, à la petite Bianca et il arrive ainsi à lui rendre visite « au-delà du mur » dans ses pensées et dans ses rêves.

On chasse le professeur et la petite fille guérira. « Le moral joue un rôle important dans les maladies nerveuses », a dit gravement un des personnages.

Vérités premières et paralogismes se bousculent tout au long de cette histoire d'envoûtement assaisonnée par la psychanalyse du pauvre et la métapsychique du pauvre d'esprit. On salue au passage le thème de la rencontre « au-delà du mur », qui est un peu celui de *Peter Ibbetson*, qui pouvait être dramatique et beau. Mais hélas ! si l'auteur est un penseur indigent, l'adaptateur est constamment à court de vocabulaire français et les pauvres comédiens pleins de pudeur jouent ce texte comme s'ils avaint honte de le faire passer au-delà de la rampe.



NELLY VIGNON ET RENÉ ARRIEU
Jules Verne ne l'avait pas invitée.

JAZZ

La guerre du « riff »

A l'heure même où les tenants du « Rock and Roll » s'apprêtent à lancer sur la France leur grande offensive d'hiver, « Count » Basie est venu installer ses quinze musiciens sur la scène du Palais de Chaillot. Le grand Docteur ès Swings aurait-il voulu prévenir une confusion déshonorante pour le jazz ?

C'est entre 1936 et 1940 que le pianiste William Basie réussit à imposer un style original de jazz « orchestré » : le swing. Cette conception se définissait par une nette prédominance des impératifs rythmiques sur les préoccupations mélodiques, voire harmoniques. La « swinging music » résultait d'arrangements simples, basés sur la répétition envoûtante de petites phrases syncopées : les riffs. La formule, un peu simpliste quand on la compare, par exemple, à celle des orchestrations de Duke Ellington, n'en réussissait pas moins à atteindre une perfection esthétique incontestable, due surtout au dynamisme de l'orchestre, au fini des exécutions et à la satisfaisante impression de machine bien rodée que laissaient ses interprétations.

Le « comte »

Il faut dire que Basie avait su s'entourer de musiciens remarquables, formés pour la plupart à la dure école des « jam-sessions » de Kansas City. Il avait la meilleure section rythmique du moment, certains disent de l'histoire du jazz. Des solistes très inspirés, entre autres : Buck Clayton, peut-être l'un des trompettistes les plus « originaux » de cette époque, et Lester Young, l'inégalable.

La réussite de Basie, qui lui valut de prendre rang de « comte », Ellington restant « duc », dans le Gotha spontané du jazz, peuplé de tant de « rois » et même d'une « impératrice », dure toujours. Le dernier référendum « Down Beat » vient de lui décerner la palme des grands orchestres. Le personnel a changé, le jazz évolué : la musique de Basie, qui représente l'un des moments parfaits de l'histoire du jazz, n'a rien perdu, ni de sa qualité, ni de sa fraîcheur. C'est sans doute parce qu'il n'a jamais abandonné sa formule et qu'il continue à l'appliquer avec la même mesure, le même goût et la même sobriété.

Les concerts qu'il a donnés à Chaillot ont été pour chacun l'occasion d'un indispensable pèlerinage aux sources du swing. On mesurera peut-être mieux désormais la consternante dégradation qui mène aux tristes exhibitions du cirque Hampton et à la frénésie imbécile du « R and R ».

CINÉMA

Littéraire Hollywood

HOLLYWOOD passe par une crise intellectuelle. Les producteurs vont chercher dans les bibliothèques les meilleurs romans contemporains. David O. Selznick a demandé à Ben Hecht une nouvelle adaptation de *L'Adieu aux armes* de Hemingway. Il compte aussi porter à l'écran le roman de Scott Fitzgerald, *Tendre est la nuit*. Un autre producteur, Jerry Wald, a acheté les droits de *Le Bruit et la Fureur* de William Faulkner.

La littérature française tente également Jerry Wald qui annonce une adaptation par Aldous Huxley du *Jean-Christophe* de Romain Rolland et envisage aussi de tourner *Un amour de Swann*, d'après Proust. Enfin, Robert Rossen voudrait produire et diriger une version cinématographique du roman d'André Malraux *La Voie royale*.

À voir

● **Spectacle Marcel Marceau** (le monde du silence) ● **Les Oiseaux de lune** (Marcel Aymé poète) ● **L'Amour des quatre colonels** (Les gaîtés de l'occupation) ● **A la monnaie du pape** (une pièce qui a cours) ● **Adorable Julia** (adorable Madeleine Robinson) ● **Le Mal court** (savoureux Audiberti) ● **Histoire de rire** (on ne rit pas seulement) ● **Cyrano de Bergerac** (pour les adultes aussi) ● **L'Homme, la bête et la vertu** (Pirandello chez Létraz) ● **Les Bas-Fonds** (Gorki) ● **Requiem pour une nonne** (Faulkner et Camus) ● **La Terre du désir du cœur** (Yeats le poète) ● **Les Chaises** (un univers kafkaïen).

Le célèbre Cabaret
EVE
De 22 h. 30 à l'aube
Sa fastueuse revue
Ses attractions inédites
Ses orchestres
7, place Pigalle - TRU. 37-96

Restaurants

CAVIATERIA 32bis, AVENUE GEORGE V
BAR - LUNCH - DINERS - SOUPERS

LIDO ELY. 11-61
LIDO ELY. 11-62
LIDO
UN SPECTACLE UNIQUE AU MONDE
21 h. DINER DANSANT
23 h. LA REVUE "VOULEZ-VOUS?"
Revue de Guérin & Froday

PROCHAINEMENT OUVERTURE
par Monsieur René CUSSAC
du Restaurant DE CAUMARTIN
33, rue de Caumartin - Paris-9e - RIC. 50.59

LA MAISONNETTE RUSSE DE PARIS
6, RUE D'ARMAILLE (ETOILE) - ETO. 52-49
PARKING FACILE - VODKA A VOLONTE
Les plus célèbres et succulentes spécialités russes :
ZAKOUSKIS, BORCHTCH, CHACHLIK, BŒUF STROGANOFF, etc.
font partie des déjeuners et diners à 1.500 francs avec VODKA A VOLONTE
avec BLINIS, SAUMON et CAVIAR - 2.000 francs
Déjeuners et diners d'affaires servis aux chandelles dans le célèbre cadre de la Maisonnette ou dans ses Salons

Cabarets Dancings

A la ROMANCE Espagne et Sud-Amérique
11, rue Monsieur-le-Prince

BOULE BLANCHE 33, RUE VAVIN MONTPARNASSE DAN. 78-96
Sensualités 57 !......

Au CARROLL'S Tôt ou tard vous arriverez juste !
frede présente de 23 heures à l'aube !
3 SPECTACLES
36, rue de Ponthieu - ELY. 46-60

CLUB des CHAMPS-ELYSÉES THE tous les jours
Soirées : mercr., jeudi, vendr., samedi, dim.

Le SEXY 68, rue Pierre-Charron
BAL : 25-18
OH... LA... LA !!!

LA VILLA *Strip tease parade*
Revue nue

... CETTE SEMAINE

Quatre films de festival...

LE PETIT CARROUSEL DE FÊTE

Film hongrois de Zoltan Fabry (Vendôme, Avenue)

L'HOMME QUI EN SAVAIT TROP

Film américain d'Alfred Hitchcock, avec James Stewart (Lord-Byron)

L'INVITATION A LA DANSE

Film américain de Gene Kelly (Monte-Carlo)

ATTAQUE

Film américain de Robert Aldrich, avec Jack Palance (Broadway).

UN *Petit Carrousel* de fête fut pour les spectateurs désabusés du dernier Festival de Cannes une charmante surprise. On croyait le cinéma hongrois encore à l'heure de Staline : le rideau de fer s'entrouvrait pour laisser échapper une histoire d'amour. Certes dans cette version virgilienne de Roméo et Juliette, la méchanceté des Capulet va de pair avec un vilain mépris pour les coopératives agricoles. Mais là s'arrête l'intrusion de la politique dans la romance.

Zoltan Fabry, le metteur en scène, a retrouvé le secret d'un cinéma d'avant Hollywood et ses sophistications. Il ressuscite la magie des belles et graves images bucoliques, les sortilèges d'un clair regard de jeune fille. Celle-ci s'appelle Mari Torocsik : elle a de longues tresses blondes et des yeux couleur de rivière. D'une poésie parfois un peu naïve, mais toujours sincère, le *Petit Carrousel de fête* fait l'effet d'un bain de jouvence cinématographique.

Le plus long « suspense »

Concert à l'Albert Hall. Mucisiens, choristes, la baguette du chef d'orchestre qui va et qui vient. Cela dure dix minutes. Et pendant dix minutes on retient son souffle. Ce n'est pas qu'on ait peur. On a les nerfs à vif. On attend un certain coup de cymbales et ce coup de cymbales ne vient toujours pas. Mais le moment approche, il arrive, il est là. Et malgré soi on pousse un cri. C'est le miracle de Hitchcock.

Le scénario de *L'Homme qui en savait trop* est parfaitement invraisemblable. Aucune importance. Ce n'est pas pour l'histoire qu'on va voir un film de Hitchcock, c'est pour sa mécanique, pour cette façon inimitable de vous tenir en haleine, même si on ne croit pas un mot de ce qu'il raconte. La mécanique est ici une fois de plus admirablement remontée. Ce coup de cymbales vient après le plus long « suspense » que Hitchcock ait risqué.

Autre sujet de plaisir : la qualité de l'interprétation. Égarés dans les plus folles aventures, les personnages de Hitchcock restent toujours humains. Ici un couple d'Américains en voyage au Maroc, drôle, charmant. Lui, c'est James Stewart, avec ses longues jambes et ses accès de mauvaise humeur enfantine. Elle, Doris Day, ancienne vedette de la chanson remodelée en une sage et intrépide petite épouse.

Trois ballets

L'Invitation à la danse a obtenu le grand prix du jury au Festival de Berlin. C'est moins un film que trois ballets filmés, dont l'argument est aussi léger qu'un pas de deux. Premier sujet : un cirque très stylisé, très sentimental et très classique. Deuxième sujet : un bracelet court de poignet en poignet et entraine toute une série de danseurs dans la ronde. A la fois conte des mille et une nuits et dessin animé, seul le troisième ballet utilise vraiment le cinéma. On s'envole sur les tapis magiques et la lampe merveilleuse fait surgir des figurines dociles avec lesquelles Gene Kelly entreprend des duos aériens dans des décors de rêve.

Sans être Fred Astaire, même quand il fait des claquettes sur les escaliers, sans être Charlie Chaplin, même quand il joue les tristes Pierrot, amoureux d'une étoile chaussée de satin blanc, Gene Kelly danse, comme il conduit sa caméra, avec une souple désinvolture.

MARI TOROCSIK
Juliette et les coopératives

« Plus jamais ça »

Mrs Clara Booth Luce n'a pas caché son mécontentement de voir *Attaque* présenté au Festival de Venise. On la comprend un peu. Ce film de guerre américain n'est pas tendre pour l'armée américaine, même s'il prend soin de séparer l'ivraie du bon grain et de la jeter au bûcher. Il nous offre, entre autres héros, un capitaine qui laisse par lâcheté décimer ses patrouilles et un colonel qui couvre son subordonné pour de basses raisons politiques.

Il fallait de l'indépendance et du courage pour produire ce film. Robert Aldrich, le réalisateur de *En quatrième vitesse* et *Le Grand Couteau*, possède l'un et l'autre. Il a aussi beaucoup de talent. Un talent fait de coups de poing et de coups de gueule, à l'extrême limite du mauvais goût, mais d'une efficacité certaine. Des scènes comme celle où Jack Palance, une jambe broyée, arrête à coups de bazooka une demi-douzaine de chars allemands, prêteraient à rire s'il ne s'en dégageait pas une horreur tragique.

Attaque n'est pas un film contre la guerre dans la mesure où il s'en prend seulement aux officiers qui font « mal » la guerre. Mais la vision qu'il présente des combats est si atroce que le spectateur ne peut conclure autrement que par : « plus jamais ça ».

LA TOMATE
est réouverte avec
Cora VAUCAIRE
et sa Compagnie
Soir. 21 h. 15 - Mat. d. et f. 15 h. 15
Location : TRI. 42-02 et agences

Ce que j'ai pu voir de plus beau
Quand j'ai fait le tour de la Terre
J'ose ici le dire bien haut :
La Revue des Folies-Bergère !

Cinéma LE PANTHÉON
★
un FELLINI exceptionnel
COURRIER du CŒUR
(Lo Sceicco Bianco)
version originale

...et un cinquième

EN EFFEUILLANT LA MARGUERITE

Film français de Marc Allégret avec Brigitte Bardot, Daniel Gélin, Darry Cowl et Robert Hirsch (Marignan, Français)

DES situations comiques mal exploitées et des acteurs bien utilisés font les défauts et les qualités de ce film qui aurait pu être charmant.

Depuis *Entrée des artistes* et *Lac aux dames*, Marc Allégret a toujours voulu faire jeune. Là encore, ses enfants terribles sont de petits journalistes blagueurs, comme on en voit au coin de la rue Pierre-Charron, vêtus de vestes de sport, roulant dans des voitures de sport, attendus par de gracieuses personnes très sport. Daniel Gélin et Robert Hirsch, aussi doué pour le cinéma que pour le théâtre, les campent avec l'aimable fantaisie qui convient. Avec Darry Cowl, ils donnent au film tout son humour. Hélas ! Brigitte Bardot, dans un rôle qui en demande, en est fort dépourvue. Et il n'est pas tellement drôle de voir le pompier de service taper sur les fesses des femmes nues.

A voir :

En exclusivité :

● **Elena et les hommes** (une fantaisie de Renoir) ● **Gervaise** (Clément traduit Zola) ● **Place au cinérama** (une attraction) ● **Sourires d'une nuit d'été** (Marivaux suédois) ● **L'Homme au complet gris** (un héros de notre temps) ● **Picnic** (le mal de vivre américain) ● **Attaque** (les horreurs de la guerre) ● **L'homme qui en savait trop** (un Hitchcock) ● **Le petit carrousel de fête** (Roméo et Juliette hongrois).

Nous vous rappelons :

● **Le mystère Picasso** (Bonaparte) ● **La ruée vers l'or** (Royal-Haussmann, Pigale) ● **Courrier du cœur** (Ciné Panthéon) ● **La bataille du rail** (Studio 43) ● **Drôle de drame** (Pagode) ● **Les enfants du paradis** (Studio 28) ● **Dossier secret** (Reflets) ● **Graine de violence** (Acacias) ● **L'inconnu du Nord-Express** (Champollion) ● **Mais qui a tué Harry ?** (Studio Raspail) ● **Les 89 marches** (Studio Bertrand).

EXPOSITIONS

Indépendants tous formats

SALON DES SURINDÉPENDANTS

Musée d'Art Moderne, jusqu'au 27 octobre.

PENDANT que, dans l'une des ailes du Musée d'Art moderne, les toiles de Matisse cèdent la place aux statues de Germaine Richier, le 23e Salon des Surindépendants s'est installé dans l'autre aile, rez-de-chaussée porte à gauche.

Il y a, comme d'habitude, à boire et à manger, dans ce salon traditionnellement « libre », c'est-à-dire ouvert à toutes les tendances en vigueur.

On peut y voir le portrait d'Einstein en forme de champignon atomique, ou de ces jolis bouquets que les vieilles demoiselles aiment à peindre, en s'imaginant que de mâles rapins montmartrois se penchent sur elles pour leur guider la main.

On peut y voir aussi, dans la salle consacrée aux para-surréalistes, une excellente toile de Norman Far où des visions à la Jérôme Bosch s'inscrivent dans le cadre d'un gigantesque échiquier.

Seigle est, à juste titre, à la place d'honneur. Ses toiles, dont l'équilibre s'affirme d'année en année, le désignent en effet tout naturellement pour servir de pont entre le réalisme et l'abstraction.

Parmi les « naïfs », enfin, Anne Marie a peint, avec beaucoup d'humour et de tendresse, une dame en robe rayée, endimanchée, pimpante et les pieds sagement posés sur un petit tapis.

EXPOSITIONS

Lucien DURAND, 19, rue Mazarine
TABUCHI
Vernissage le 12 oct., jusqu'au 10 nov.

Galerie MAEGHT
BRAQUE, CHAGALL, MATISSE, KANDINSKY, MIRO, BAZAINE, GIACOMETTI, TAL COAT, UBAC, PALAZUELO

On vous en parlera

La peau du masque

L'AUTOBIOGRAPHE,

de Jean-Charles Pichon. Grasset éditeur. 375 pages, 750 francs.

JEAN-CHARLES PICHON

DES « Confessions de Jean Désanges » (1946) à « L'Abondance du cœur » (1955), Jean-Charles Pichon n'a fait qu'exprimer, comme disait Thibaudet, « la multiplicité de ses vies possibles ». Les meilleurs romanciers rusent longtemps avec leur propre existence. Aujourd'hui, le barrage est rompu : Jean-Charles Pichon publie « L'Autobiographe ».

« Je ne pensais pas devoir m'arracher autant de masques assouplis comme des peaux, ni que cela fût si douloureux... » Cette souffrance est le prix dont Jean-Charles Pichon paie son entreprise, qui n'est pas de remonter dans le passé, mais de dépouiller le temps révolu à la lueur de l'homme qu'il est maintenant, et qui écrit. Ces 375 pages se déroulent (on pourrait dire : s'enroulent) autour du souvenir d'une épouse morte il y a quelques années et de la personne actuelle d'un romancier presque « arrivé », père de trois enfants, et vivant seul.

Elle et lui

Il s'est marié en 1940, à vingt ans. Sa femme (qu'il appelle Alice, Franz ou France, selon qu'il évoque l'épouse bourgeoise, l'égérie ou l'amante) a eu une foi immédiate en ses dons d'écrivain. Il écrit une pièce qu'on joue à Paris. Succès d'estime. Misère. Retour en Vendée chez « les parents ». Des enfants naissent. Plus IL persévère dans sa vocation d'écrivain, plus ELLE voit diminuer ses chances de s'accomplir, de devenir une brillante actrice. Chacun se débat bientôt dans le mythe du dévouement à l'autre.

Jeu cruel des culpabilités, où la femme perd. Car le mari accomplit malgré tout, malgré lui-même, sa libération. Il fait des expériences, connaît des aventures. Il écrit. Le combat entre la liberté et la charité atteint son paroxysme le jour où il reçoit d'un éditeur parisien l'acceptation d'un manuscrit. Ce succès lui semble être une sorte de péché. Il essaie de mourir, rate son suicide, doit consentir à vivre. Sa femme, elle, mourra de tuberculose.

La seule victoire

Jean-Charles Pichon n'a pas écrit que le récit d'une culpabilité. Il veut savoir. Son livre est tout entier une recherche : au-delà des sentiments de faute, au-delà des circonstances il existe entre les êtres une séparation que les regards lucides et les souvenirs ne font que creuser. Et plus l'on se penche sur l'autre, plus l'on parle de soi. « Je ne désirais pas le bonheur, mais l'évidence », écrit Pichon.

Ainsi l'écrivain qui se disait à l'origine : « Mon livre sera ce que je serai » a évité le piège du document humain aussi bien que le mythe du « temps retrouvé ». Il ne liquide ni ne justifie rien. Sa création originale, c'est ce personnage de l'autobiographe, le romancier devenant son propre héros, le « journal » s'effaçant au profit d'une situation d'homme sans cesse remise en question, d'un passé sans cesse retouché par le présent.

Nous sommes en présence d'un écrivain ayant le courage de dire : « Ma seule victoire, n'est-ce pas le visage que je me suis fait ? »

LA SEMAINE

LE flot des romans pour les prix est en train de se ralentir et d'ici une dizaine de jours il sera complètement tari. En effet, la date fatidique du 15 octobre s'approche. Ce délai passé, les jurys n'acceptent plus de candidatures nouvelles, pour pouvoir réfléchir tranquillement pendant un mois sur leur choix.

D'autres romans sortiront encore dans la seconde quinzaine du mois, mais leurs épreuves se trouvent déjà entre les mains des jurés. Quelques-uns parmi ces retardataires se trouvent même parmi les favoris, les jurés les ayant lus et appréciés, alors que la presse n'a pu encore faire entendre sa voix. Son opinion discordante a déjà, dans le passé, « coulé » des favoris clandestins, car elle risque d'influencer les grands électeurs.

Comment se présentent actuellement les chances ? Au Goncourt, le grand favori est actuellement Romain Gary dont le roman *Les Racines du ciel* vient de parvenir aux critiques avec une petite carte de visite leur apportant les hommages de l'auteur « retenu par ses fonctions à l'étranger ». Gary est, en effet, délégué de la France à l'O.N.U. Mais *Nedjma*, de Kateb Yacine, compte également de chauds partisans au sein de l'Académie Goncourt.

Ce même Yacine a également de bonnes chances chez les Renaudot. Il est vrai que ce jury s'est attaché aussi à deux livres qui ne sont pas encore en vente ; il s'agit de *La Reina*, de Dominique Aubier, et du premier roman de Roger Stéphane (*Les Fausses Passions*).

A l'Interallié, le nom de Renée Massip est prononcé avec insistance (v. ci-dessous).

On ne sait strictement rien des préférences des dames du Fémina. Il convient donc de réviser certains préjugés : les femmes sont moins bavardes que les hommes.

POUR LES PRIX

Nous présentons dans cette rubrique les romans que leurs éditeurs semblent destiner tout particulièrement à la chasse aux prix littéraires de fin d'année.

Rose et Bleu

LA PETITE ANGLAISE

par Renée Massip
Ed. Gallimard, 238 pages, 550 fr.

ANTOINE MALIVAIS (mais le prénom suffirait), fils de propriétaire, a une maîtresse : Julie (Gendre), qui appartient à la nouvelle aristocratie UNESCO. Dans le domaine des Malivais, à moins que ce ne soit dans un palace, apparaît sur champ de neige la toute jeune, toute rose et toute bleue Cecilia Pryer, dix-sept ans. Pour Julie, la petite Anglaise figure avec une telle perfection la jeune fille par qui son amour sombrera qu'on ne sait si c'est elle qui la pousse vers Antoine ou si c'est Antoine qui répond à Cecilia, à son extrême innocence, c'est-à-dire à son extrême perversité. Et voilà. C'est tout. On peut encore résumer plus brièvement : Antoine aime Julie ; survient Cecilia ; fin de l'amour. « A qui ressemblait-il ? écrit Renée Massip. A un romantique anglais, mais auquel ? Ni Shelley ni Byron, mais à tous les deux avec une pointe de M. Pickwick. Fallait-il que la réunion lui parût importante pour qu'il ait mis son costume de gabardine et cette cravate turquoise qui verdissait ses yeux...» Joli, n'est-ce pas ? Mais le roman est tout entier joli, il l'est massivement.

Quand Renée Massip s'étonne : « *Une cigarette gauloise est surprenante comme la vie ; chaque bouffée vous apporte le parfum le moins attendu, l'allusion la plus poétique, elle est imprévue comme un poème pour son auteur lui-même* », on en vient à lui souhaiter quelques centimètres de nerfs tendus, quelques verdeurs acides, un gramme de bile. Si on lui marchait sur le pied, Renée Massip crierait-elle ? Ce n'est pas sûr. Elle chanterait, peut-être, et d'une voix de porcelaine.

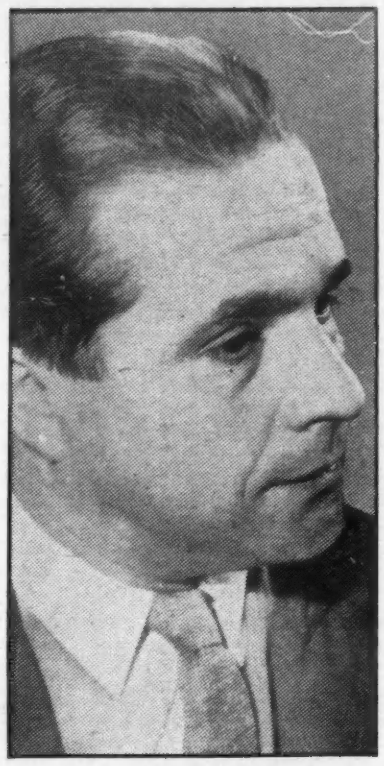
NOUVELLES

La monnaie de Dos Passos

LES ANIMAUX SUPÉRIEURS

Nouvelles par Pierre Courtade
Julliard, éditeur, 252 pages, 500 fr.

UN écrivain collaborateur, dans Paris insurgé, tremble de peur en relisant ses « vieux papiers » : comment toute sa prose peut-elle le conduire à la mort ? Un couple de fonctionnaires médiocres découvre l'Italie en voyage de noces, frôle la vie exubérante des riches oisifs et sent déjà se désagréger son maigre bonheur. Un architecte décavé de Saint-Germain-des-Prés échoue à transformer le palais d'un riche colon américain des Caraïbes. Un jeune employé se révolte contre l'esprit technocratique... L'éventail de Courtade est large. On dirait qu'il a voulu embrasser toute l'expérience humaine de ce temps...



PIERRE COURTADE
Une innocence perdue

RENÉE MASSIP
Un gramme de bile.

Ces hommes sont des « animaux supérieurs », autant dire des machines mues par des forces qu'ils ignorent : lorsqu'ils en pressentent l'existence — comme ces journalistes impuissants à dénoncer les vraies raisons d'un naufrage parce que la compagnie de navigation est plus forte que leur journal — ils hochent la tête et s'enfoncent dans la médiocrité.

Quelques-uns se redressent : ceux-là sont les élus de l'esprit et de la liberté, mais quelle est la nature de leur révolte ? Que font-ils ? Là-dessus, Courtade ne dit rien. Il regarde pourrir les imbéciles mais les autres lui échappent.

C'est ce qui limite la force de ces nouvelles : en littérature, Courtade est un « impressionniste » qui se contente de jouer avec des silhouettes. Pourtant, avec cette expérience-là, il aurait pu être Dos Passos, mais il se contente de nous offrir la menue monnaie de *Manhattan Transfer*.

Raskolnikov romancier

Une force obscure interdit à Courtade d'aimer l'expérience des êtres qu'il décrit. Il faut qu'il mutile ses personnages comme les enfants font de leurs jouets ; on dirait qu'il se prend pour Dieu, mais pour un Dieu qui ne se pardonnerait pas une faute secrète dont il voudrait trouver le reflet dans le malheur des créatures. Les Allemands appellent « Schadenfreude » cette complaisance dans le désastre. Et la farouche grandeur des nouvelles de Courtade tient à l'incapacité d'échapper au mal qu'elles dénoncent... Car une obsession hante Courtade, celle de l'*homme jugé*. Ainsi, l'écrivain des *Idées et des Tanks* regarde ses œuvres et tâche en vain de s'en délivrer : peut-on se dépouiller de ce qu'on a écrit ? Comment redevenir soi-même innocent lorsqu'on a cru voir le crime sur le visage des innocents ? C'est le monde d'un Raskolnikov lucide jusqu'au paroxysme, mais trop coupable pour ne pas briser ce qu'il crée. Si Courtade, en se regardant dans une glace, découvre le fantôme de Rajk qu'il a jadis si calmement condamné, on comprend qu'il brise le miroir en morceaux et qu'il en décrive soigneusement chaque miette. On finit toujours par ressembler à ce qu'on détruit et l'art de Courtade est de chercher douloureusement à travers la souffrance des hommes une innocence perdue.

HISTOIRE

Or et épices

LES PORTUGAIS A LA CONQUÊTE DE L'ASIE

par J.-F. Rolland (Club Français du Livre, Coll. Portraits de l'Histoire). 252 pages.

C'EST autour de trois personnages que J.-F. Rolland, historien marxisant, a ordonné ce qu'il appelle l'aventure portugaise : Henri le Navigateur (qui, comme son nom ne

CLAUDE ORCIVAL
le Compagnon
roman
nrf

LR
F. Mendax
LE MONDE DES FAUSSAIRES
Traduit de l'allemand par GUIDO MEISTER
Les faussaires nous rendent-ils service ?
Editions de la Table Ronde

n'indique pas, n'est jamais allé plus loin que Ceuta), Vasco de Gama et Albuquerque, qui ont abordé le Maroc, contourné l'Afrique et mis le pied en Asie. Figures légendaires, d'autant plus mythiques que les documents les concernant sont plus rares. J.-F. Rolland les remet à leur place, au second plan de cette aventure dont les principaux protagonistes se nomment : Or, Epices, Blé.

Si le rôle de l'or et des épices est bien connu comme facteur de l' « impulsion navigatrice » (mais sait-on qu'un roi du Portugal constitua en poivre la dot de sa fille ?), le blé, lui, dont le manque avait des conséquences beaucoup plus graves, a été très longtemps négligé par les historiens. Faute, si l'on veut bien en croire J.-F. Rolland, de grandeur épique.

J.-F. Rolland ne prétend pas apporter des révélations inédites. Il veut simplement ramener à de plus justes et plus exactes proportions les faits et les causes de ce moment incroyable de l'histoire du Portugal, petit pays de 88.000 km2, peuplé d'un million d'habitants, qui, au XVe siècle, a entraîné l'Europe à la découverte du monde. Les Portugais ont réussi à atteindre l'Asie et à s'y implanter, bien qu'ils n'aient pas eu à combattre, comme les Espagnols en Amérique, des civilisations demeurées au stade néolithique : leurs adversaires étaient évolués, ils disposaient de moyens presque identiques aux leurs et d'un avantage numérique qu'il est inutile de souligner.

Pionniers, ils furent bientôt supplantés par des conquérants plus puissants. Mais par une singulière ironie du sort, alors que nous assistons aujourd'hui un peu partout en Asie à la retraite de l'Occident, Goa, conquise en 1510 par Albuquerque, est seule à résister encore, battant toujours pavillon portugais...

Passionnant récit d'aventures où ne manquent ni le sang ni la terreur. Mais rendons un dernier hommage au Portugal : Popov de la traite des Noirs par la mer, il a inauguré ce trafic en 1442, donc bien avant la découverte de l'Amérique. Une bulle papale s'intéresse d'ailleurs, en 1454, au « juste commerce des esclaves ».

ANDRÉ BRETON
Des statues de cendre

LA RENTRÉE DE JEAN GENET

PAS plus tard qu'au mois de février de cette année, un homme désespérément inquiet téléphonait à tous ses amis pour leur demander conseil. Les tribunaux reprenaient inopinément une vieille accusation lancée contre lui et son activité littéraire. Il avait pourtant su gagner une place tranquille — à la fois en vue et un peu en marge de la société — et l'idée qu'il pût un jour retourner en prison le terrorisait ; il y avait déjà séjourné, et c'est miracle qu'une pétition signée par les intellectuels français les plus marquants soit parvenue à l'en faire sortir. Heureusement ses angoisses ne durèrent pas : la magistrature craignit — en condamnant une fois de plus celui que Jean Cocteau venait de citer dans son discours de réception à l'Académie française, le seul « jeune » écrivain français dont le nom ait jamais été prononcé à haute et intelligible voix sous la Coupole, Jean Genêt, le « voleur » — les foudres de l'opinion publique.

Un agneau blanc

Il se taisait depuis huit ans, cet écrivain en qui certains voient le talent le plus original depuis la guerre, d'autres un pornographe, un sous-Proust et un sous-Cocteau. Il laissait sa publicité se faire toute seule par le souvenir du livre, énorme et capital, que J.-P. Sartre lui consacra et qui sert de préface à ses « Œuvres complètes ». Aussi la publication récente du *Balcon* (1), une longue pièce de théâtre, va-t-elle faire sensation.

Sa pièce précédente, *Les Bonnes* (2), est devenue un classique au même titre que *Huis clos* de Sartre. Grâce à sa simplicité, son dépouillement, sa tenue et son absence de sous-entendus, elle fait figure d'agneau blanc perdu au milieu des impétueux chevreaux noirs que sont les autres livres de Genêt, y compris ses poésies — généralement jugées comme inférieures. On pouvait donc penser, lorsque l'écrivain maudit annonça la sortie du *Balcon*, qu'il s'était définitivement « rangé ». Il avait d'ailleurs travaillé sur cette pièce et la donnait comme un chef-d'œuvre de pleine maturité. Le temps où la police interdisait *Querelles de Brest* (illustré par Jean Cocteau) était révolu.

JEAN GENÊT
Le diable est un grand acteur

Cette métamorphose est incomplète. Il y a toutes les chances pour que, lorsque la pièce sera montée, des spectateurs mécontents manifestent dès le lever du rideau. Ils verront, en effet, un faux évêque, plus grand que nature (« *monté sur des patins de tragédien de 50 cm de haut* ») pardonner les péchés que lui confesse une prostituée payée à cette fin, un faux juge en suplier une autre de lui avouer qu'elle est une voleuse, un faux général faire représenter devant lui ses propres obsèques nationales, un riche banquier coiffer une perruque où grouillent des poux vivants, un faux légionnaire mourir sur du sable, criblé de fléchettes en caoutchouc. Mais ces scènes qui se déroulent dans les chambres d'une « maison d'illusions (qui est) comme une lumière imperceptible à la fenêtre imperceptible d'un imperceptible château que (les personnages) peuvent en un éclair agrandir pour venir s'y reposer » et sont présentées en brefs tableaux sur une scène tournante, si elles peuvent effrayer les esprits que Voltaire appelait « faibles », ne sont que l'aboutissement logique des *Bonnes*. On y voyait, en effet, deux servantes, Claire et Solange, jouer très dangereusement à se travestir en « maîtresse ».

La révolte est un jeu

Dans *Le Balcon*, toutes les scènes qui suivent ces tableaux hallucinants développent, avec un sens ou du théâtre très proche du « Théâtre de la Cruauté » d'Artaud, dans une langue étonnamment poétique et réelle, cette idée terrible et ici heureusement asexuée que « *ce qu'il y a de beau sur terre, c'est aux masques qu'on le doit* ». Comme Claire et Solange dans leur amour servile, tous les personnages de la pièce recherchent péniblement et dangereusement leurs masques dans le fétichisme, l'ambition et l'amour. Pour eux, trouver *leur* masque, c'est simplement s'interroger sur eux-mêmes, trouver *leur* être. Ces masques sont un peu comme un balcon — et c'est aussi le sens du titre — d'où chacun peut enfin voir clair, mais aussi, en jouant, faire mal, faire le mal. Comme le diable. « Le Diable joue. C'est à cela qu'on le reconnaît. C'est le grand acteur. Et c'est pourquoi l'Eglise a maudit les comédiens. »)

Cette révolte-là va loin (« *La révolte elle-même est un jeu... Chaque révolté joue. Et il aime son jeu.* ») Emportés par leur passion, les révoltés de la maison d'illusions, aidés par une guerre civile, prennent la place des vrais juges, des vrais évêques, etc. Ils s'alignent tous sur un balcon, tandis que le chef de la police (un ambitieux démesuré qui se travestit seulement en ce qu'il croit être), parvenu à ses fins sordides, s'illumine sous les éclairs de magnésium. Cependant, le personnage le plus attachant de la pièce, Carmen, reçoit une habituée de la maison qui demande à se travestir en chef de la police et se mutile...

S'achevant sur cette image, *Le Balcon* laissera les spectateurs et les lecteurs perplexes. Ils auront l'impression de s'être approchés du feu. Ils seront même peut-être gênés. Ils se trouveront, restant dans la salle jusqu'à la fin ou tournant la dernière page, grâce à l'habileté de Genêt, trop près de la vérité, ceux qui souhaitent, comme un des personnages : « *Et que toutes les portes soient fermées, oh ! bien fermées, closes, boutonnées, lacées, agrafées, cousues...* ».

(1) « Le Balcon », deux actes, quinze tableaux. Marc Barbezat, éditeur, 195 pages, 2.400 fr.
(2) « Les Bonnes », réédition de J.-J. Pauvert en 1955. 900 fr.

REVUES

Phénix surréaliste

UNE couverture étrange, mais combien déjà vue — car, hélas ! ces deux adjectifs ne sont pas, de nos jours, incompatibles — est apparue, cette semaine, à la devanture des libraires : la photographie d'un morceau d'os jauni ou de viande avariée sous lequel s'étale le titre : *Le Surréalisme, même I* (revue trimestrielle). Certains rares fanatiques de Saint-Germain-des-Prés et de province attendaient avec impatience cette livraison de la première revue juridiquement dirigée par André Breton depuis les étonnants *Minotaure* d'avant guerre. *Le Surréalisme, même I* ne justifie pourtant guère cette attente. Malgré une édition assez luxueuse de J.-J. Pauvert, des planches en couleurs, une pièce de théâtre sous couverture cartonnée intercalée à l'intérieur et le prix « raisonnable » de 750 francs, l'ensemble paraît plutôt plat. La grande époque du surréalisme est bien finie : tout au plus *Le Surréalisme, même I* érige-t-il quelques statues de cendre !

On a pourtant fourni un grand effort pour être complet. Mais malgré un discours positif de Breton pour « la défense de la liberté », de belles photographies de Man-Ray, un beau conte érotique de Joyce Mansour, une longue critique d'art (« Le Gant et son rôle dans l'œuvre de Klinger et de Chirico »), des articles philosophiques (« Le Surréalisme est-il une philosophie ? »), des louanges de Léo Ferré et le texte d'une de ses chansons, « L'Amour », une lettre ouverte à Aimé Césaire sur l'honneur du poète, un divertissement amusant sur l'utilisation du miroir, et des notules acerbes, souvent pertinentes, la revue est noyée, coulée par la prose éteinte, presque sans réflexe, d'une quantité de surréalistes de troisième ordre péniblement réunis par Breton.

Finalement, on ne retiendra guère du *Surréalisme, même I*, ce phénix mité, en dehors de sa position politique, qu'une étonnante lettre de l'écrivain espagnol Juan-Eduardo Cirlot qui occupe une place originale entre José-Luis Borges et Artaud, et dont la photographie prise devant sa collection d'épées du XVIe siècle, malgré la crispation artificielle qu'elle reflète, semble vraiment vivre, ainsi que le texte intégral des *Détraqués*, cette pièce terrifiante, authentiquement grand-guignolesque (primitivement, elle devait s'appeler *Les Vicieuses*, et son auteur, Palau, est à l'écran le spécialiste des rôles de diable) à laquelle Breton avait consacré un chapitre dans *Nadja*.

C'est un médecin qui vous parle...

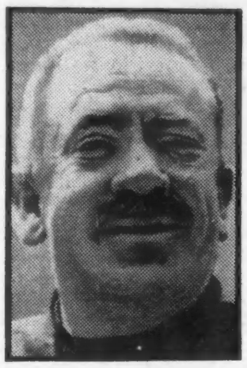
...et il sait de quoi il parle. Le docteur SOUBIRAN, dans son nouveau roman, « L'ILE AUX FOUS », rapporte l'authentique témoignage d'un homme sain d'esprit, interné volontaire chez les fous les plus hallucinants : les aliénés dangereux. Rien ne nous est épargné de sa misère. C'est un livre cruel et vrai. Il y passe cependant un grand souffle de pitié et d'espoir. Le célèbre auteur des « HOMMES EN BLANC » nous livre, une fois encore, un document extraordinaire et un merveilleux roman d'amour.

Vient de paraître
LE PREMIER ROMAN D'UN DOCKER DU PORT DE MARSEILLE
SEMBENE OUSMANE
LE DOCKER NOIR
roman
La vie des minorités noires dans les grandes villes. Toutes librairies. 450 f.
Aux nouvelles éditions DEBRESSE
38, rue de l'Université - PARIS (7e)

Roger Bésus
LE SCANDALE
roman
Un homme qui tremble devant le péché n'écrira jamais de romans.
JULIEN GREEN
Editions de la Table Ronde

MON COURRIER

par John STEINBECK



JOHN STEINBECK

LE courrier d'un écrivain est plein d'intérêt ; d'elles-mêmes, avec le temps, les lettres se divisent en catégories. La plus courante est la lettre d'admirateur, que son auteur eut envie d'écrire, après avoir lu l'un de mes textes, tout simplement parce qu'il se sentait un besoin pressant d'entrer en communication avec moi.

Ces lettres-là commencent généralement par : « *Jamais encore je n'avais écrit à un écrivain...* ». Je me demande pourquoi c'est toujours comme ça. Cela fait penser à ces gens qui réclament un autographe, jamais pour eux mais pour leur petite fille.

Puis il y a la lettre qui débute par des louanges, et passe ensuite à l'examen de ma morale et du choix de mes sujets. « *Il y a tant de choses belles et pures à travers le monde* », dit la lettre, « *pourquoi faut-il que vous vous obstiniez à remuer toute cette boue ?* »

Thomas Mann et G. B. Shaw

Pour une autre espèce de lettres, c'est la mise en accusation pure et simple. Beaucoup de ces épîtres utilisent des mots de cinq lettres et disent de très vilaines choses. L'une d'elles se terminait ainsi : « *Méfie-toi, tu ne sortiras pas vivant de ce monde !...* »

Puis viennent les demandes d'autographes, de photos — les unes naïves, les autres quasiment professionnelles. A ces dernières l'auteur joint généralement la liste des signatures qu'il possède déjà, comprenant généralement Thomas Mann et presque toujours G.B. Shaw. Ce qui signifie que je serai en bonne compagnie si j'accepte, et un paltoquet si je refuse. Un correspondant m'envoya cinquante feuilles de papier à signer. Il était honnête. Il disait qu'il allait entreprendre des échanges avec d'autres collectionneurs.

Bien entendu il y a aussi beaucoup de lettres pleines de réflexion et d'intelligence — ayant trait à un passage de mes livres qui a particulièrement intéressé leur auteur, ou sur lequel il a des informations à me fournir. Beaucoup de ces lettres sont chaleureuses et agréables à recevoir.

Les demandes d'argent sont fréquentes, et atteignent à leur maximum juste après la parution d'un nouveau livre. Quelques-unes sont authentiques, mais d'autres flairent la friponnerie et peu habilement. Je reçus un jour un télégramme d'un homme qui me demandait 400 dollars par retour, pour une opération. Je ne répondis naturellement pas. Le lendemain arrive un autre télégramme disant que 250 dollars suffiront si je les envoie sur-le-champ. Je gardai de nouveau le silence. Quelques jours après je reçois une lettre du demandeur, il disait que jusque là il s'était senti pour moi une vive admiration, mais qu'il considérait désormais que j'avais des pieds d'argile.

Il y a toujours des parasites — généralement à répétition. Je répondis une fois à une femme qui m'avait écrit qu'elle avait cent un ans ; à partir de là je reçus quotidiennement une carte postale à peu près illisible. Au bout d'un moment elle commença à me confondre avec son fils mort cinquante ans plus tôt. Ensuite j'eus une correspondante qui prétendait que nous étions mariés. Et une autre qui m'écrivait que sa mère était Joan Crawford et Bing Crosby son père, et comme ils ne voulaient pas lui donner d'argent elle faisait appel à moi, son oncle, afin que je lui envoie cinquante mille dollars. Je reçus plus d'une lettre de celle-là, et des photos ; elle était jolie, si jamais les photos étaient d'elle.

Il y a des lettres demandant des compléments d'information, et d'autres qui relèvent les erreurs. Dans *A l'est d'Eden* je fis une erreur dans l'orthographe de « *Tinshol* », que j'écrivis « *Tinshel* ». Je reçus plus d'une centaine de lettres, me signalant la faute, et beaucoup d'entre elles émanaient de très sérieux professeurs d'hébreu.

L'expérience qui menace le plus l'écrivain, c'est la demande de collaboration. Mon courrier est pavé d'invites qui débutent de la sorte : « *J'ai eu une vie très intéressante, si quelqu'un voulait bien se charger de l'écrire.* » Le correspondant ne dit pas pourquoi sa vie est intéressante, convaincu, et le disant parfois ouvertement, qu'à moins de contrat je lui volerais son matériel. Les lettres se terminent par des propositions commerciales : « *Vous l'écrivez, vous le faites publier, et on partage.* » Quelques-uns font allusion à de sombres complots politiques, d'autres à des crimes ou des injustices en haut lieu, d'autres à des carrières reposant sur le péché.

En tête à tête

Invariablement le correspondant propose une rencontre seul à seul, au cours de laquelle il me confierait le fascinant matériel. A cet instant, le soupçon que je pourrais aussi bien lui voler son sujet semble avoir définitivement disparu. La lettre débute toujours en faisant allusion à la haute portée morale qu'aurait un tel ouvrage, mais ne se termine jamais sans qu'il y soit fait mention du partage à cinquante pour cent.

J'ai reçu des lettres de ce genre de toute espèce de gens — condamnés, vieilles dames qui se rappellent avoir connu Lincoln, ministres, médecins, rêveurs, réalistes. Je me rappelle cependant une lettre qui m'avait beaucoup plu et à laquelle je me sentis le désir de répondre : « *Cher vieux. J'ai un million d'histoires. Je tiens un bar à X..., et des Nom de Dieu de choses se passent ici. On ferait fortune rien qu'à les écrire. Venez et voyez par vous-même. Je vous offre le logement et la boisson. Si vous avez une femme elle aidera au comptoir pendant que vous écrirez.* » Celle-là fut dure à refuser.

SOCIOLOGIE

Un humanisme du métissage

TERRE DU SUCRE

par Gilberto Freyre (Gallimard, Coll. Croix du Sud), 292 pages, 690 francs.

GEOGRAPHE, historien, ethnographe, Freyre tent d'introduire une nouvelle méthode d'analyse. *Terre du sucre*, qui vient de paraître, illustre cet effort: la civilisation de la monoculture du Nord-Est brésilien se déroule comme une fresque, dans sa coulée vivante, enveloppant les pierres, les rivières, les animaux, les hommes et leurs songes.

Une morale se cache derrière cette sociologie. Dans son ouvrage le plus célèbre, *Casa grande et Senzala*, maison de maître et taudis d'esclave, publié au Brésil en 1937 et traduit en français sous le titre de *Maîtres et Esclaves* (Gallimard), Gilberto Freyre proposait déjà une « analyse spectrale » de son pays.

Eblouissement du Portugais catholique, habitué aux femmes parées comme des châsses, devant les Indiennes nues et innocentes, sexualité généreuse des Blancs et des Noirs, influence des nourrices africaines sur les enfants blancs, travail des esclaves, lente montée des métis détenteurs de forces nouvelles — au long de ces analyses, le Brésil apparaît comme le seul pays où le mélange des races ait produit une civilisation originale. Il n'existait pas encore de livre où soient décrits par un homme né dans le pays lui-même les rapports des colonisés et des colons, le lent métissage mental et biologique que provoque durant quatre siècles la monoculture du Nord-Est brésilien. Si les sociologues américains ont parlé à propos des Noirs des U.S.A. d'une cage de verre, Freyre, au contraire, n'est pas loin de trouver exemplaire une expérience aussi profondément différente — peut-être parce que le puritanisme anglo-saxon ne s'en est pas mêlé...

Certains critiques brésiliens et européens ont voulu voir dans l'œuvre de Freyre un éloge de l'esclavage et dans son auteur un aristocrate blanc amoureux des Noirs et quelque peu dédaigneux des Cuivrés. Il est certain que plane sur toute cette œuvre une nostalgie du passé colonial qui rappelle celle d'*Autant en emporte le vent*.

Mais il reste que cette « défense de l'esclave d'hier » se fait au nom de l'esclave noir lui-même et qu'elle contient une apologie du métissage.

« Il faudra bien avouer, écrit Gilberto Freyre dans *Terre du sucre*, que la civilisation grecque fut, elle aussi, une civilisation morbide, d'après les critères de santé sociale en vigueur de nos jours. » Et morbide aussi, cette civilisation dominée par le sucre comme celle de la Grèce l'était par l'olivier. L'art et l'intelligence résultent-ils des maladies sociales entraînées par la rencontre des races ? La civilisation n'est-elle pas la maladie mentale des sociétés souffrantes ? Au silence de Sparte, société saine, répond le désarroi de la tragédie grecque, au silence des grands pays puritains, la riche vie sensuelle et l'esthétique du Nord-Est brésilien.

« Un certain sourire », deuxième best-seller aux Etats-Unis

« Vous êtes exactement le type de Sagan. »

(New York Times.)

EN BREF

LA SENSITIVE

par Michèle Perrein
Ed. Julliard, 208 pages, 500 fr.

EN trois lettres à trois jeunes hommes, l'histoire d'une jeune femme. Décidée à ne pas se laisse « attraper » par l'amour, la Sensitive règle leur compte à ses trois amoureux. Puis, enfin libre côté cœur, s'apprête à mieux vivre.

Dans un style vif et pointu, c'est un nouvel épisode de la vie sèche et surprenante des filles d'aujourd'hui.

∴

TU AIMERAS

par Jean-Marc Montguerre
Ed. La Table Ronde, 225 p., 550 fr.

UN jeune homme aide deux jeunes femmes à décliner le verbe aimer. Tendre, jusqu'à la fadeur, un peu fantasmagorique, ce jeune roman le redit à son tour: la grande histoire de cette jeunesse demeure le cœur.

Jean-Marc Montguerre

TU aimeras

roman

Jean-Marc Montguerre serait-il de la race des Alain Fournier ? On le lui souhaite, tant son roman sait être convaincant et fin.
ALAIN BOSQUET (Combat)

Editions de la Table Ronde

LA PARISIENNE

d'octobre:

Andreu Berl Boutang
Beau de Loménie
Cassou Dupré Dutourd
Duvignaud Elsen
Laurent Mohrt Morin
Nantet Nourissier
Ormesson Poulet
Roditi Segnaire
Sagan Stephane
Serant Zeraffa:

la droite

HIVER

La pièce « qui dure »

LE pardessus d'homme a failli mourir il y a quelques années. En le raccourcissant d'une vingtaine de centimètres, les confectionneurs lui ont sauvé la vie. Grâce au moto-coat, à l'auto-coat, il a reconquis le marché des jeunes, et il est arrivé à retrouver une place à côté de son puissant rival : l'imperméable. A l'heure actuelle cependant, la production française de pardessus n'est que de un million six cent mille pièces par an, alors que celle des imperméables est encore de cinq millions.

Soixante-dix pour cent des Français ont pourtant un pardessus, mais lors d'une récente étude de marché, 70 % des possesseurs de pardessus ont déclaré que certaines pièces de leur garde-robe devaient durer cinq ans, et parfois davantage.

En même temps, plus de 40 % des acheteurs se déclaraient prêts à payer plus de 25.000 francs pour un pardessus. Dans la mesure de leurs moyens, les hommes cherchent donc la pièce « qui dure ».

La mode

Quatre-vingt-quinze pour cent des hommes achètent leur pardessus tout fait. Ce sont donc les deux mille confectionneurs français qui proposent la mode en ce domaine. Sur l'instigation de la Fédération du vêtement masculin, ils vont tenter cette année, outre la veste en arraché ou en poil de chameau qui fait fureur, de relancer le pardessus sinon habillé, du moins semi-habillé, à l'intention de « l'homme de 40 ans ».

En fait, il faut bien dire que le choix d'un homme doit être moins guidé par son âge que par sa silhouette, son métier, son style de vie et le milieu dans lequel il évolue, son but devant toujours être de ne pas se faire remarquer.

Le pardessus semi-habillé est celui qui fait sérieux. Il est gris ou bleu marine, il tombe droit, il est uni, il a des manches montées, des poches à rabat et non plaquées, et des revers pointus. Il peut être à boutonnage simple ou croisé, ou sous patte.

Il va à tout le monde mais le bleu marine est moins pratique que le gris

(*Suite en page 30.*)

PAS CHER

MME EXPRESS a cherché cette semaine une solution chaude et économique au problème du pardessus. Elle vous propose, pour les jeunes, cette veste en loden gris foncé, entièrement doublée du même tissu, munie d'une fermeture à glissière, ce qui la rend impénétrable au vent. Elle dépasse le veston de 2 cm. A 13.200 fr. elle n'est vraiment pas chère (Le Petit Matelot, 27, avenue de la Grande-Armée).

ARTICLES PUBLICITAIRES

FABRIQUE D'INSIGNES ARTISTIQUES
A. AUGIS
25 MONTÉE ST BARTHELEMY - TEL. FR 36-37
LYON

AMOUR — Style

Si le téléphone ne s'est pas entièrement substitué à votre correspondance, peut-être avez-vous des lettres à écrire... Le propre des grands hommes est d'avoir su, à toute époque, écrire d'admirables lettres d'amour. Et c'est là au moins un des moyens de passer à la postérité. En réunissant les plus belles, Georges Pillement a rendu un inestimable service à ceux qui cherchent l'inspiration (1).

Voici, à toutes fins utiles, comment MM. Guizot et Gambetta, chefs du gouvernement, et Benjamin Constant, romancier, ont écrit respectivement à quelques-unes des femmes qu'ils ont aimées.

● François Guizot à la princesse de Lieven

TOUT sentiment vrai est nouveau. Tout ce qui sort réellement du cœur est dit pour la première fois.

Oui, j'ai la prétention de vous dire des choses qu'aucune voix d'homme n'a jamais dites et ne dira jamais. Et que sont les choses que je vous dis auprès de celles que je sens ? Mon cœur est infiniment plus riche que mon langage et mes émotions, en pensant à vous, infiniment plus nouvelles, plus inouïes que mes paroles. Laissez donc ce papier et entrez dans mon cœur, lisez ce que je ne vous écris pas. Entendez ce que je ne vous ai jamais dit (...).

Je n'ai pas de désirs médiocres. Je n'accueille que les hautes espérances. Je sais me passer de ce qui me manque : mais non pas me contenter au-dessous de mon ambition. Et dans notre relation de vous à moi, mon ambition a été infiniment plus grande que dans tous les autres intérêts où peut se répandre ma vie. Je ne saurais la réduire. Je ne regrette pas d'être ainsi. Et d'ailleurs cela est. Je puis me gouverner, mais non me changer.

Quand j'aime, je prends toujours au pied de la lettre ce qu'on me dit et je crois toujours que cela durera. Je n'ai pas l'instinct de ce qui passe. La réflexion seule me l'apprend. Je ne veux rien ôter à personne, je ne veux rien envier à personne ; j'aime tous vos sentiments ; oui, je les aime, et je vous aime, vous, de les avoir tels.

S'il y a en moi quelque chose de profond, c'est mon aversion pour la légèreté du cœur, pour la promptitude de l'oubli, pour ces sentiments qui, dans le vol de notre vaisseau, tombent à la mer et s'y abîment avec les créatures qui en sont l'objet. Je déteste cela en moi, quand je l'y trouve, comme dans les autres.

● Léon Gambetta à Léonie Léon

TOI seule entre toutes les femmes, tu as pu me transporter sur ces sommets éblouissants de la passion et de la communion des intelligences. Je ne distingue plus entre les sensations ; elles sont toutes délicates, exquises, et les plus charnelles s'épurent par la domination de l'esprit. C'est un thème infini de méditation et de joies intérieures, et c'est à toi, à toi seule, que je dois d'avoir découvert ce monde supérieur et éblouissant, que tant de grands cœurs ont cherché à travers les honteuses tentatives de la vie de désordre, sans pouvoir jamais y pénétrer. Aussi je t'adore comme les saints adorent Dieu, comme un pur esprit. Je te serre à te briser dans mes bras ; viens demain à l'heure que tu voudras ; je me mettrai à tes pieds.

● Benjamin Constant à Mme Récamier

DEMAIN soir, demain soir ? Qu'est-ce que c'est que ce soir-là ? Il commencera pour moi à cinq heures du matin. Demain, c'est aujourd'hui. Grâce à Dieu, hier est passé. Je serai donc à votre porte à 9 heures : on me dira que vous n'y êtes pas. J'y serai entre 10 et 11, me dira-t-on encore que vous n'y êtes pas ?

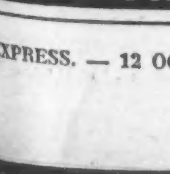
Je souffre d'avance de ce que je souffrirai.

Je parie que vous ne me croyez pas. C'est que vous ne me connaissez point. Il y a en moi un point mystérieux. Tant qu'il n'est pas atteint, mon âme est immobile. Si on le touche, tout est décidé. Il est décidé. Il est peut-être encore temps.

Je ne pense qu'à vous, mais je puis peut-être encore me combattre. Je n'ai rien vu que vous depuis ces deux jours. Tout le passé, tout votre charme que j'ai toujours craint est entré dans mon cœur. Il est de fait que j'ai peine à respirer en vous écrivant. Prenez-y garde, vous pouvez me rendre trop malheureux pour n'en être pas malheureuse : je n'ai jamais qu'une pensée. Vous l'avez voulu ; cette pensée, c'est vous. Politique, société, tout a disparu. Je vous parais fou peut-être ; mais je vois votre regard, je me répète vos paroles, je vois cet air de pensionnaire qui unit tant de grâce à tant de finesse. J'ai raison d'être fou. Je serais fou de ne l'être pas. A ce soir donc. Mon Dieu ! si vous n'êtes pas la plus indifférente des femmes, combien vous me ferez souffrir dans ma vie ? Aimer, c'est souffrir. Mais aussi, c'est vivre, et depuis si longtemps je ne vivais plus ! Peut-être n'ai-je jamais vécu d'une telle vie. Encore une fois, à ce soir.

(1) 329 pages, 720 fr. Éd. Le Bélier.

Depuis 15.900 fr.

CHASSE
AUTO
SCOOTER
5 modèles à votre disposition, spécialement étudiés pour la voiture
CHEZ

ROBIN
TAILLEUR & PRÊT A PORTER
32, AVENUE DE L'OPÉRA - PARIS - TEL. : OPÉRA 20-46

MONSIEUR CAPEL SE FERA
UN PLAISIR DE VOUS RECEVOIR *personnellement*
•
COVERCOATS - AUTOCOATS - LODEN - COSTUMES
(Importation d'Italie, Suisse et Angleterre)
•
LE SPECIALISTE DE LA CEINTURE « New-Belt »
ET DU TISSU « Tergal »
•
CAPEL 74, BD DE SEBASTOPOL - PARIS - ARC. 25-09

Maurice VISSOT
Maître Fourreur à Paris
COLLECTION D'HIVER
Astrakans - Castors - Visons
LES MEILLEURS PRIX
DANS LES MEILLEURES QUALITES
15, rue Fontaine (9e) TRInité 26-76

pour les hommes qui portent beaucoup leur manteau dans la journée, ou dont les vêtements ne sont pas soigneusement brossés et entretenus, ou qui ont en toutes circonstances un unique pardessus (c'est le cas de 72 % des Français). Mais il est bien élégant.

La manche montée est moins confortable que la manche raglan pour conduire, surtout lorsqu'on doit souvent manœuvrer en ville. (Avec un manteau très court, cet inconvénient ne joue pas parce que le conducteur n'est pas assis dessus. Quand il fait des mouvements, le dos du manteau peut « suivre ».)

Le pardessus sport est celui qui fait moins sérieux. Il est en tweed, en loden (léger et imperméable), en poil de chameau (chaud et léger), il a souvent la manche raglan (une ceinture le « déshabille » carrément).

L'auto-coat

C'est celui qui fait « jeune », qui est idéal pour le scooter et pour conduire mais qui, passé un certain âge, est un peu trop désinvolte pour être sérieux.

Pensez-y

● Les pardessus se portent courts cette année. Environ 3 cm au-dessous du genou.

● Le poids d'un tissu n'est pas proportionnel à sa valeur calorifique, au contraire. Les très beaux tissus sont très légers, les cachemires, infiniment chauds, sont des tissus à peine plus lourds que le loden. Il y a quelques années, un tissu de pardessus pesait 950 grammes au mètre, actuellement il pèse 750 grammes. Les tissus lourds fatiguent inutilement les épaules de ceux qui doivent marcher.

● La doublure de laine n'a de valeur que pour un pardessus de demi-saison dont on veut prolonger l'emploi. Sinon elle alourdit inutilement le vêtement.

● La longueur des manches doit dépasser d'un centimètre celle du veston.

● On peut toujours rectifier une longueur, mais pas une carrure, ni l'emplacement des poches si elles sont trop basses.

Quelques prix

Nous avons vu à Paris ces pardessus bons dans leur catégorie :

● Droit, en drap fin bleu marine, manches montées, boutonnage croisé sur quatre boutons. Col de velours (facultatif). (25.900 francs, Gary, 73, Champs-Elysées.)

● En draperie anglaise d'origine, gris éléphant, manches montées. (24.500 francs, Hervé Richard, 27, Champs-Elysées.)

● En lainage gris diagonales ton sur ton, droit à dos vague, poches fendues, revers à crans ouverts. (29.000 francs, Nicoll, 29, rue Tronchet.)

● En shetland gris moyen, manches montées basses et surpiquées et bords piqués, revers en pointe. (29.500 francs, Saint-Germain-des-Prés. Angle rue du Four et rue Bonaparte).

● Raglan droit, en draperie gris chiné foncé. Revers pointus, boutonnage sous patte. (26.500 francs, Gary, 73, Champs-Elysées.)

● En « Harris Tweed », pied de poule noir et blanc-gris, montage raglan, col transformable. (21.500 francs, Hervé Richard, 27, Champs-Elysées.)

● En « camel long hair », poil de chameau qui revient très à la mode. (49.000 francs, Eddy, 76-78 Champs-Elysées.)

● En laine et poil d'alpaga, à manches montées, ton poil de chameau, à la fois confortable et très léger. (45.000 francs, Barton, 32, avenue de l'Opéra.)

● En loden prince de Galles, tons foncés et fondus, doublure lainage écossais amovible montée sur fermeture éclair. (28.500 francs, Barton, 32, avenue de l'Opéra.)

● Sept-huitièmes en gros drap de marine, boutonnières et boutons de cuir même ton. (31.500 francs, Eddy, 76-78 Champs-Elysées.)

● Sept-huitièmes en drap velouté gris clair. Raglan à martingale basse maintenant l'ampleur du dos en un pli creux profond. (31.900 francs, Holmes, 22, avenue Victor-Hugo.)

● Auto-coat fendu sur le côté, en loden autrichien couleur poil de chameau. Doublure lainage. (16.900 francs, Holmes, 22, avenue Victor-Hugo.)

HYGIÈNE

Ongles et dents

« LA *beauté, pour un homme, ça fait gagner quinze jours* », disait Talleyrand. Et la traduction veut qu'un homme n'ait « pas besoin d'être beau ». Soit. Mais même s'il veut passer pour un intellectuel, il a besoin d'être propre, soigné, bien entretenu et d'en avoir l'air, cheveux, peau, dents et ongles compris.

Ce que les hommes font et ne devraient jamais faire

Se laver la tête sans se rincer à fond ;

S'asperger la tête d'eau de Cologne ;

Utiliser des fixatifs ;

Ne jamais se brosser ;

Conserver des points noirs ;

Oublier de se nettoyer les oreilles ;

Employer un cure-ongles en métal qui attaque l'ongle et lui laisse une raie grise indélébile ;

Se couper le bourrelet des ongles à la pince ;

Garder des doigts et des dents jaunis par le tabac.

Mais ils devraient

Se laver la tête une fois par semaine et rincer avec plusieurs eaux ;

Employer des bâtonnets de bois pour se curer les ongles et repousser les peaux ;

Ne rien mettre sur les cheveux, surtout pas d'alcool, et s'ils sont vraiment rebelles, une crème type Bio-Dop ;

Se brosser souvent (la tête en bas s'ils ont des pellicules) ;

Demander à une femme d'extirper leurs points noirs ;

Utiliser deux gants de toilette : l'un pour se savonner, l'autre pour se rincer le visage ;

Se nettoyer tous les jours les oreilles avec du coton au bout d'un bâtonnet ;

Enlever la nicotine de leurs doigts avec un produit spécial de Peggy Sage.

Faire nettoyer leurs dents deux fois par an par leur dentiste qui procédera en même temps à une vérification générale ;

ET FAIRE DE LA CULTURE

Service Express

Avez-vous besoin :

● D'une décoratrice professionnelle pour vous aider à aménager votre appartement ?

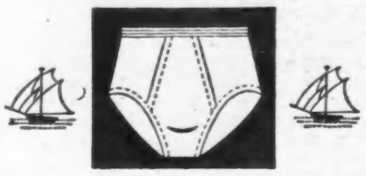
● D'une étalagiste professionnelle pour faire la vitrine de votre magasin ?

● D'une adresse à Paris, d'un renseignement sur des écoles ou sur les départs en vacances à la montagne ?

● D'une jeune femme qui puisse vous aider à organiser une réception, à choisir des cadeaux de fin d'année, à faire vos courses ?...

...Mme EXPRESS et son équipe agrandie sont à votre disposition (les consultations de décoration et d'étalagisme sont fixées à 5.000 fr. 3.000 fr. pour nos lecteurs abonnés). Elle vous demande simplement, sauf en cas d'urgence, de vous adresser à elle par écrit.

PETIT-BATEAU
Petit-Bateau présente le slip qui vous avantage. Grâce à sa ceinture Bateaulastic pur para, ses coutures extra-plates, sa coupe incurvée, vous aurez l'allure sportive de l'homme moderne.



LU PETIT-BEURRE NANTES
La seule biscuiterie au monde utilisant exclusivement du beurre dans ses fabrications
Le biscuit LU est pour sa valeur nutritive le moins cher des biscuits français
LU
LEFÈVRE-UTILE

UNE INNOVATION Lilor!
La CUISINIÈRE "tous gaz"
Lilor 30
est équipée d'un véritable ALLUMAGE AUTOMATIQUE
• plus de veilleuse
• plus d'allumette
• plus d'allume-gaz
4 BRULEURS
Thermostat sur demande
ses qualités techniques et l'élégance de ses lignes sont consacrées par les labels "QUALITÉ FRANCE" et "BEAUTÉ FRANCE"
Lilor
LILOR, 22, rue de Lorraine - PARIS 19e

Mercey
SPECIALISTE DU
DAIM sur MESURES
HOMMES ET DAMES
50, avenue Victor-Hugo (16e) - KLE. 70-18
VESTE A 25.000 FRANCS
sélectionnée
par Mme EXPRESS (n° 273)

20 % réduction sur peintures
Toutes grandes marques
RIPOLIN - SPRED - NUTEX
BODY - 2, r. Cler (7e) - Ouv. lundi

Jean Eté
BIJOUTIER
HORLOGER
ORFÈVRE
de Père en Fils depuis 1852
CONCESSIONNAIRE
DES GRANDES MARQUES DE L'HORLOGERIE
85 Av. du Gal-Leclerc, PARIS
70 Faubourg Saint-Honoré

PHYSIQUE qui les ennuie. Qu'ils ne font pas. Et qu'ils feraient peut-être s'ils avaient chez eux des piques d'essai les « piques d'Alcover ».

ESSAIS

Pour la culture physique

MADAME EXPRESS qui s'intéresse cette semaine à la santé et à la beauté des hommes, a mis au banc d'essai les « piques d'Alcover ».

● *LA PRESENTATION.* — Il s'agit de deux longues piques d'acier, montées sur deux rotules, encastrées dans un petit butoir. (Voir photo ci-dessous.) Tout l'appareil très léger (un kilo) se transporte aisément. Pour s'en servir, il suffit d'appuyer le butoir sur le bas d'un mur.

● *L'EMPLOI.* — En prenant une pique dans chaque main, et en s'appuyant dessus, on peut exécuter une série de mouvements qui étirent les muscles, ou exigent parfois qu'on les contracte, mais qui se font toujours en souplesse.

Au début, on perd facilement l'équilibre. Avec un peu d'entraînement, on réussit à se servir des piques avec aisance.

● *REMARQUES.* — L'usage des piques est très amusant. Autant il est ennuyeux de faire, seul, de la culture physique, autant on prend facilement ses piques tous les matins, trois ou quatre minutes.

Pour tous ceux (et toutes celles) que la vie moderne prive totalement d'exercice, c'est un merveilleux moyen de se dérouiller, de s'assouplir, de faire travailler ses muscles, en se décontractant. Et il n'en résulte aucune fatigue. Une méthode d'emploi accompagne les piques. Elle comprend quinze mouvements.

Pour lutter contre l'ennemi. (Photo Dambier.)

Pendant les huit jours où nous avons mis les piques à l'épreuve, nous ne sommes pas arrivés à les accomplir tous, et il y faut sans doute de l'entraînement. Mais trois ou quatre mouvements, faits chaque matin à fond, nous ont donné au moins un excellent résultat : c'est que nous continuons.

Trois minutes par jour.

L'appareil coûte 6.000 francs (Arteplastic, 9, faubourg Saint-Honoré).

MODE

Dans la rue

La mode d'hiver surprend les femmes au mois d'août, en maillot de bain sur la plage ou en tenue de jardin à la campagne. Pendant deux mois, elles feuillettent des magazines et puis dès qu'elles ont équipé les enfants pour la rentrée, elles se précipitent dans les magasins.

De cette confrontation entre la *silhouette-puzzle* idéale qu'elles ont fabriquée dans leur tête, et celle qu'on leur propose, sort la mode de la rue. Voici les résultats éloquents des premiers jours de vente :

Pour la petite robe, le *jersey est roi* : plus épais, travaillé, à côtes, point tricot-Jacquard. La robe droite, princesse, pouvant se porter avec ou sans ceinture, le deux-pièces strict font les deux tiers de la vente dans ce genre de numéro.

Le col a presque totalement disparu : pour les femmes irréductibles, une garniture le remplace. L'encolure « ras du cou » l'emporte de dix longueurs sur « l'entonnoir ». Il est facile d'y ajouter pour l'adoucir un petit *collier de vison* (1.800 francs chez Franck et Fils).

« C'est tellement pratique ! » répètent en chœur vendeuses et clientes.

On ne demande pas ou peu de jupes « tonneau ». Quelques minces silhouettes s'arrêtent devant les mannequins qui arborent le modèle du genre et passent.

En revanche, pour le petit dîner et le cocktail, la mousseline a « pris », en rouge et en noir.

La cape n'a des adeptes qu'avec le tailleur.

On soupire :

« Il faut être très grande pour se permettre cette fantaisie ! »

Au rayon des manteaux, le poil de chameau, détrôné par la veste de daim, n'attire plus les foules. En revanche, on s'écrase devant les manteaux à col d'astrakan, de rat d'Amérique ou de queue de vison, doublés de lapin ou d'agneau de Mongolie.

On trouve :

— Une doublure de fourrure à partir de 10.000 francs ;

— Une garniture à partir de 2.000 francs (grands magasins).

« Vous n'avez pas un peu plus haut ? » a-t-on entendu dire au rayon chapeaux des Galeries Lafayette, par une femme qui se renversait sur la tête une chéchia de feutre à 595 fr.

On se les arrache dans toutes les matières et toujours dans les coloris fourrure ou noir.

A l'autre extrémité, le soulier pointu s'allonge.

Et pour habiller ses robes sages, très sages, il semble que la femme 1957 ait l'intention de se couvrir de bijoux.

Le cabochon se place à trois hauteurs différentes, sur le chapeau, à l'encolure ou à la ceinture (à partir de 2.000 francs chez Franck et Fils).

Pour détrôner le chandail

TANDIS que créateurs et fabricants font des miracles d'ingéniosité pour renouveler coupe, couleur, matière du chandail, cet uniforme de tous les jours qui a détrôné la « petite robe », les couturiers ont fait le même effort d'imagination pour détrôner le chandail, leur ennemi. Et ils relancent la blouse, plus personnelle. Chez Chanel, elle est en jersey, à manches courtes, décolletée en rond, et se porte sur la jupe. Chez Dior, elle est en daim ou en mousseline. Chez Madeleine de Rauch, elle est en jersey très fin (voir notre photo ci-dessus), doublé de pongé, manche à même, resserrée en bas sur un élastique qui se place à la taille. L'encolure est ras de cou. Le foulard glissé dans l'encolure est formé d'un large biais de même jersey que chacune noue à sa façon.

RECETTE

Pour les invités impromptus

● *COQUILLES DE CRABE OU LANGOUSTE AU BEURRE D'ECREVISSE.*

1 boîte de crabe. — 1 boîte de beurre d'écrevisses. — 1 petite boîte de lait condensé non sucré. — 50 gr. de gruyère.

● Retirer la chair de crabe de la boîte, et la disposer dans 4 coquilles Saint-Jacques vides ● Faire une sauce en mélangeant le beurre d'écrevisse avec le lait concentré non sucré ● Arroser le contenu des coquilles avec cette sauce ● Saupoudrer de gruyère râpé ● Mettre au four 5 minutes.

DERNIER CONSEIL: L'élégance de la chaussure n'est obtenue qu'avec le
· MOJAU ·
SURNOMMÉ : Le miracle en tube
Avec ses 40 teintes, la mode est satisfaite
Création des Laboratoires MAXI

LE BLOC-NOTES DE FRANÇOIS MAURIAC

Ici, chaque semaine, François Mauriac commente librement l'actualité politique et littéraire.

" DITES-NOUS des choses qui nous plaisent. Trompez-nous par des erreurs agréables ! " Ainsi Israël suppliait son prophète. Ainsi le journaliste entend monter vers lui cette exigence irritée de ceux qui le lisent, celle surtout des auteurs responsables de nos échecs et de nos hontes et pour qui tous les accusateurs sont des traîtres.

☆

VOUS inculpez ceux qui publient votre bilan ? Mais en Algérie, six cent mille mobilisés en refont le compte chaque soir. Et ce qui se raconte tout bas, nos ennemis l'orchestrent dans le monde entier.

☆

QUE les milieux parlementaires français aient fort mal pris la politique pré-électorale de M. Dulles et la dérobade anglaise (que nous n'avions pas eu ici grand mérite à prévoir) cela est dans l'ordre. Mais, croyez-moi : c'est assez crier. Enfant, je m'amusais à siffler pour faire glousser de rage les dindons et je regardais leur caroncule devenir bleue. Retenons-nous de glousser. Nous ne sommes déjà que trop les dindons de cette farce. De quelle farce, d'ailleurs depuis dix ans, ne le sommes-nous pas ?

La finance américaine s'entendant avec le colonel Nasser dans le dos de l'innocent M. Pineau, c'est un gag, comme on dit aujourd'hui, qui serait à se tenir les côtes... Mais il ne faudrait pas être Français.

☆

SI un homme politique en était capable, nous supplierions M. Mollet de renoncer aux discours, de se taire, de réfléchir.

Si j'osais détourner de son sens métaphysique le « s'offrir par les humiliations aux inspirations » de Pascal, je l'inviterais, et j'inviterais beaucoup de ses prédécesseurs, à chercher, dans leur politique même, les raisons du traitement que nous inflige le pharisaïsme yankee.

Je n'oublie certes pas ce que nous devons aux Américains, quelle dette nous avons contractée à leur égard et ce qui de tout temps à jamais nous lie à eux. N'empêche qu'il est amer de s'entendre traiter de colonialistes par les exterminateurs de la race rouge, par les derniers esclavagistes européens et dont le cheptel, en pleine ère victorienne, appartenait encore à l'espèce humaine. Et comment aujourd'hui ils traitent les fils de leurs esclaves, le monde entier le voit.

Il faudrait avoir le loisir d'étudier de près le statut actuel des Philippines, de Cuba, des îles Hawaï, de Porto-Rico, de l'Alaska. Nous verrions que les Américains sont passés maîtres dans l'art de s'en aller tout en ne partant pas. Ils auraient beaucoup à nous apprendre sur ce point.

☆

CECI dit, je me tourne vers les hommes politiques français et je leur demande : « Si nous sommes réduits à recevoir les leçons de ce grand peuple exterminateur (quel peintre d'Histoire aura broyé sur sa palette autant de rouge, de noir et de jaune que celui-là ?), si nous n'osons ouvrir la bouche, n'est-ce pas parce que vous nous avez livrés à lui ? Depuis que le général de Gaulle a quitté les affaires, quelle autre politique avez-vous eue que de mettre, dans tous les ordres, la France à la discrétion des Américains ? Pas pour rien ? Je vous l'accorde, et par mille canaux notre budget a été irrigué. Eux, cependant, s'installaient chez nous et chez les peuples protégés ou associés, partout où ils le jugeaient bon. Non sans raison ? Je vous l'accorde encore : Staline était vivant. L'horrible épouvantail répondait à tout — à toutes leurs occupations de territoires, à toutes nos exigences de dollars.

☆

STALINE a fermé ses yeux de blaireau. L'épouvantail a été abattu. A tort ou à raison, la Russie soviétique ne fait plus peur à M. Dulles, ni la France ne l'inquiète plus, qui n'était redoutable pour Washington que parce qu'elle détenait le parti communiste le plus nombreux d'Occident. Ah ! la droite n'a pas fini de mesurer tout ce qu'elle a tiré de ce parti communiste et tout ce que lui coûte ceci, qu'elle constate avec effroi : l'anticommunisme viscéral est en voie de régression.

☆

NOUS faisons tout ce que nous pouvons pour le réveiller : cela apparaît, ces jours-ci, dans la mise en scène du complot communiste en Algérie. J'ignore ce qui en est pour le fond. Mais l'ingénuité avec laquelle nos confrères s'efforcent de faire croire que ce sont des communistes qui, à Alger, ont déposé les bombes à retardement, prête à bien des réflexions. Ils appuient sur la chanterelle en vain : elle ne rend plus le son qu'ils s'étaient promis. C'est que l'oreille de M. Dulles n'est plus du tout sensible à cette musique-là. Staline est mort et bien mort et tout porte à croire qu'il en retrouve souvent, derrière la coulisse, les épigones, qu'il a peut-être le tort de croire inoffensifs.

☆

" S'OFFRIR par les humiliations aux inspirations... » Nous n'en pouvons plus d'être humiliés, et ce n'est pas assez dire : d'être diffamés. Croyez-vous que la visite de la reine d'Angleterre nous en consolera ? Pauvre petite reine toujours sur les routes et sur les estrades, s'il ne dépendait que de moi, je la dispenserais bien de sa corvée !

☆

VOUS inculpez ceux dont tout le crime est de montrer la distance qui sépare ce que vous dites de ce que vous faites. Qui donc espérez-vous tromper ? Le pays l'enregistre à la fois dans sa chair et dans son âme. Les effets de votre politique s'inscrivent si visiblement dans notre vie de chaque jour que vos dénégations, qui d'abord nous ont fait hausser les épaules, en deviennent insultantes. C'est trop nous mépriser à la fin.

☆

NOUS croyons que la France peut et doit redevenir, à l'intérieur de l'alliance occidentale, une nation autonome et respectée. On a beau dire : c'est une question de personnes. Les dernières humiliations dont nous avons été abreuvés tiennent non à des fatalités historiques, mais à des médiocrités désormais historiques, elles aussi.

☆

LE Parlement, qui seul a pouvoir de les juger et de les abattre, a été lui-même à la fois leur inspirateur et leur complice. Il ne les condamnera pas sans se condamner lui-même. Rien n'exprime mieux cette complicité que l'espèce d'hippogriffe politique, le monstre dont cette assemblée était grosse : une majorité de droite à direction socialiste. Mais, chez ce monstre-là, c'est le corps qui mène, non la tête. Le corps n'a rien à reprocher à la tête qui lui obéit.

F. M.

(Copyright « L'Express ».)

TOURNE-DISQUES
HAUTE-FIDÉLITÉ EN VALISE DE LUXE
plus 6 GRANDS ENREGISTREMENTS MICROSILLON
le tout : 7.650 f

* Si vous n'avez pas de poste de radio, demandez-nous une documentation sur L'ELECTROPHONE : prix également sensationnel !

MOZART Symphonie n° 26 en mi bémol — Orch. Phil. Neerland. Dir. : Ackermann
BACH Toccata en la — Orgue : A. Schreiner
BERLIOZ Carnaval Romain — Orch. Phil. Neerland. Dir. : Walter Goehr
VIVALDI Concerto en ut pour 2 trompettes — Orch. Phil. Neerland. Dir. : Ackermann
CHOPIN Fantaisie Impromptu — Robert Goldsand, piano
BEETHOVEN Sonate 24 en fa dièse à " Thérèse " Johannesen, piano

Une merveille d'électro-acoustique. Voici le dernier-né de la technique moderne : le tourne-disques 3 vitesses « haute fidélité » de la Guilde Internationale du Disque. Branché simplement sur votre poste de radio* cet appareil sensationnel vous permettra de jouer tous les disques de votre choix : il atteint dans la reproduction du son un degré de fidélité qui tient du prodige. Doté des tout derniers perfectionnements : palier de réglage sur chaque vitesse, moteur asynchrone 110-220 volts, cellule Piezo réversible avec protection des 2 saphirs, présenté dans une ravissante mallette de luxe, *il est absolument garanti pendant un an.* **Un prix qui semble invraisemblable.** C'est parce qu'elle s'adresse *directement* aux amateurs de musique que la Guilde peut offrir cet appareil de grande valeur à *moins de la moitié* du prix normal. Si elle offre en outre quelques-uns des chefs-d'œuvre qu'elle a gravés en microsillon, c'est pour donner à tout possesseur d'un poste de radio convenable, le moyen d'apprécier la qualité de ses enregistrements en les essayant sur *un excellent tourne-disques.* Cet essai fait, tout amateur de musique pourra, s'il le désire et sans engagement, se joindre aux adhérents que la Guilde possède déjà dans le monde entier (près de 1.000.000) et compléter peu à peu la discothèque inaugurée par les 6 chefs-d'œuvre gracieusement offerts.

Pour profiter de cette offre, si vous habitez Paris ou Lille, vous n'avez qu'à venir à la Guilde essayer l'appareil et écouter les enregistrements avant d'acheter. S'ils vous plaisent, vous pourrez emporter immédiatement le tout pour 7.650 fr. Sinon, envoyez le bon de commande joint accompagné de 8.150 fr. : 7.650 + 500 fr. (frais d'envoi).

Aucun risque : droit de retour. Vous pourrez, dans les cinq jours qui suivront la réception, retourner, après essai, le tout dans l'emballage d'origine (et vous serez *immédiatement remboursé*). Mais passez commande *aujourd'hui* même car le stock est limité et les commandes seront servies par ordre strict de réception.

L'ENTHOUSIASME DE LA PRESSE
... Voilà de la musique et de la musique vivante ! (Revue "Disques")
... l'exécution est excellente (Voix des Parents)
... grande valeur artistique (...) prêtes ex... Libre) ... peccable ... perfecti... (Ouest-France)

GUILDE INTERNATIONALE DU DISQUE, 4, rue de Vienne ★ 222, rue de Rivoli ★ 49, rue Vivienne, PARIS — 9, place de Béthune, LILLE.

BON DE COMMANDE
Guilde Int. du Disque - 222, rue de Rivoli, Paris
Envoyez-moi tourne-disques et enregistrements étant bien entendu que tous paiements me seront remboursés si je renvoie le tout dans les 5 jours qui suivront la réception. Je coche le mode de règlement choisi :
Comptant : 7.650 f. + 500 f. de frais d'envoi, soit, ci-joint, 8.150 f.
En 2 versements : 7.650 f. Ci-joint 3.500 f. (acompte 3.000 f. + 500 f. d'envoi). Je vous réglerai le solde : 4.650 f. 5 jours après réception (sauf si je renvoie le tout).
par chèque mandat-lettre chèque postal à v/C.C.P. 7.120.00 Paris.
NOM
ADRESSE
EX-10

HERVÉ RICHARD
27, CHAMPS-ÉLYSÉES ★ OUVERT LE LUNDI
LA PLUS IMPORTANTE COLLECTION
INÉGALABLE
PAR SA QUALITÉ ET SES PRIX.
PARDESSUS
DEPUIS... 13.500 Fr.
LODENS
DEPUIS... 16.500 Fr.

EMPIRE-FOURRURES
« Place de l'Etoile »
8, av. de Wagram • CAR. 22-82

VISONS
CASTORS
ASTRAKANS
RATS D'AMERIQUE
Actuellement grande vente-réclame d'astrakan
Tous prix, tous modèles, tous coloris, prêt à porter
Sur mesures